

Un débat sur le renouveau à lieu au sein de l'armée polonaise

LIRE PAGE 4

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

2,80 F

Algérie, 2 DA ; Maroc, 2,30 dir. ; Tunisie, 220 m. ; Allemagne, 1,40 DM ; Autriche, 14 sch. ; Belgique, 20 fr. ; Canada, \$ 1,10 ; Côte d'Ivoire, 260 F CFA ; Danemark, 6 kr. ; Espagne, 70 pes. ; G.-B., 36 p. ; Grèce, 40 dr. ; Iran, 125 ris. ; Irlande, 50 p. ; Italie, 600 L. ; Liban, 325 p. ; Luxembourg, 20 f. ; Norvège, 4,25 kr. ; Pays-Bas, 1,50 fl. ; Portugal, 40 esc. ; Sénégal, 240 F CFA ; Suède, 4,30 kr. ; Suisse, 1,30 F ; E.U., 95 cents ; Yougoslavie, 36 din.

Tarif des abonnements page 2
5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
C. C. P. 4207 - 23 PARIS
Tél. Paris n° 450572
Tél. : 246-72-23

BULLETIN DU JOUR

L'OTAN pour une diplomatie musclée

Les premières réactions soviétiques à la décision américaine, entérinée mardi 5 mai à Rome par le Conseil atlantique, de reprendre avec l'U.R.S.S. les négociations sur les euromissiles ne sont pas encourageantes.

C'est une « manœuvre », écrit Tass, afin de permettre l'installation de ce système d'armes américain en Europe occidentale. Avant même la publication du communiqué de l'OTAN, l'agence soviétique écrivait que l'Occident devait s'attendre à des « mesures de rétorsion » s'il se révélait « impossible de s'entendre » au sujet des euromissiles, car l'actuel arsenal soviétique « ne constitue pas une limite des possibilités techniques de l'U.R.S.S. ». Même avertissement sous la plume de M. Feline, membre du comité central du P.C. soviétique. Il est « naïf » de penser que l'U.R.S.S. restera les « bras croisés » si l'Occident « rompt l'équilibre actuel », écrit-il pour l'agence Novosti. Une « situation nouvelle » exigera de l'U.R.S.S. « une réponse d'une qualité nouvelle ».

Ces mises en garde ne sauraient surprendre. Il est classique d'affirmer sa force quand on s'appuie à causer. C'est une tactique vieille comme la diplomatie et en usage partout.

Les alliés atlantiques n'agissent pas différemment. Tout en se déclarant prêts à négocier, ils réaffirment leur détermination de moderniser leur arsenal en équipant l'Europe de missiles américains à moyenne portée. Aucun des ministres du Conseil atlantique ne doute en tout cas que l'offre de négociation sera saisie. Après tout, engagée l'automne dernier sous les auspices de M. Carter, la négociation ne fut suspendue que pour un motif technique : les élections américaines. La seule question qui se posait était de savoir si M. Reagan, anti-communiste à tout crin, était disposé lui aussi à parler de choses sérieuses avec M. Brejnev.

En outre, l'OTAN souligne que la limitation éventuelle des euromissiles s'inscrira dans les accords SALT sur la limitation des armements stratégiques, auxquels M. Brejnev tient beaucoup. L'armement nucléaire ne peut être fractionné en fonction de la portée des vecteurs, a souligné M. Haig, mais cela ne signifie pas que la négociation sur les euromissiles attendra que la procédure SALT, en instance au Congrès américain, soit réactivée.

D'autres passages du communiqué de Rome confirment que les alliés, c'est-à-dire les Américains, ont décidé de muscler leur diplomatie. Ils se consulteront sur tous les problèmes « ayant des incidences sur la sécurité et les relations Est-Ouest », c'est-à-dire même sur ce qui se passe hors de la zone OTAN. Ils le faisaient déjà, mais désormais ils le proclament. Et, surtout, l'OTAN affirme pour la première fois sa volonté d'œuvrer en vue « d'affirmer la stabilité et de réduire les crises dans le tiers-monde », et donne même sa bénédiction aux alliés résolus à « décourager l'agression » et à « aider les nations qui le souhaiteraient à faire face à des menaces dirigées contre leur sécurité ou leur indépendance ».

Autrement dit, le Conseil atlantique encourage tout activisme occidental dans le tiers-monde, jusqu'à des opérations du type de celle de Kolwezi. C'en est fini, du moins sur le papier, de l'effacement américain dans le tiers-monde qui fut tant reproché à M. Carter.

LE FACE-A-FACE TÉLÉVISÉ AVANT LE SECOND TOUR

Les deux candidats se sont contesté mutuellement les moyens de gouverner

- M. Giscard d'Estaing a souligné le poids qu'aurait le P.C. dans une nouvelle majorité
- M. Mitterrand a insisté sur les critiques de M. Chirac contre le président sortant

Après le face-à-face télévisé de mardi soir 5 mai entre MM. Giscard d'Estaing et Mitterrand, généralement considéré comme le point d'orgue de la campagne pour le second tour de l'élection présidentielle, on affiche, dans les deux camps, une égale satisfaction.

Les dirigeants socialistes, et notamment M. Michel Rocard, soulignent la perfor-

mance de M. Mitterrand et la qualité du débat. Ceux de l'U.D.F. estiment que M. Giscard d'Estaing est parvenu à dissiper le flou dont son adversaire s'entourait.

Au R.P.R., en dehors de quelques commentaires isolés, aucun responsable du mouvement n'a porté de jugement sur

la prestation des deux candidats restant en lice.

Les sentiments du P.C.F. sont réservés si l'on en juge d'après les commentaires de « l'Humanité ». L'éditorialiste de ce journal ne pense pas que M. Mitterrand puisse obtenir le soutien massif de l'électorat de droite et lui reproche de ne pas motiver suffisamment celui de la gauche.

L'alternance est-elle permise ?

Port du ralliement à son panache de la quasi-totalité des parlementaires gaullistes, y compris désormais M. Michel Debré, M. Valéry Giscard d'Estaing ne s'est guère, mardi soir, ni pour anticiper gaillardement sur les résultats du scrutin du 10 mai, ni pour affirmer souverainement :

« La question de ma majorité... est réglée. »

Se refusant, lui, à oublier que, jusqu'au 26 avril, M. Chirac n'avait pas été la moins agressive des « neuf pleureuses » anti-gis-

cardiennes, M. Mitterrand avait quelques raisons de répliquer citations à l'appui : « Vous trompez nos concitoyens lorsque vous prétendez avoir une majorité ».

Les électeurs et électrices trancheront ce débat dimanche, mais, pour la suite des schémas nous sont offerts) dont l'un apparaît à première vue à la fois plus clair et plus rassurant que l'autre.

RAYMOND BARRILLON.

(Lire la suite page 14.)

Points de vue

A des Montmartrois incertains

par JOEL LE TAC (*)

C'est en toute connaissance de cause que j'ai décidé de voter contre Giscard d'Estaing.

A titre personnel bien entendu, puisque Jacques Chirac a laissé chacun d'entre nous s'exprimer le 10 mai selon sa conscience.

Avant décidé de voter contre Giscard d'Estaing, il me fallait bien me résoudre à voter Mitterrand, faute d'avoir notre ami Jacques Chirac au second tour. J'ai donc mûrement réfléchi : je voterai Mitterrand le 10 mai.

Une fois ma décision prise, j'ai souhaité n'entamer bien entendu aucune campagne, n'entrer dans aucun comité de soutien quel qu'il soit.

Pourtant, à quelques jours de l'échéance finale, je sens qu'il me faut mieux expliquer ma position à tous ceux qui, depuis vingt-trois ans de députation, m'ont constamment apporté leur confiance. Je ne

(*) Député R.P.R. du dix-huitième arrondissement de Paris, compagnon de la Libération.

manque certes pas de personnes qui m'approuvent (j'ai reçu des centaines de témoignages), ni d'autres qui me vouent aux flammes de l'enfer, la plupart du temps sous la forme de lettres anonymes envoyées le plus souvent de la province lointaine.

Je crois pour ma part qu'en tant que responsable politique au niveau où je suis, il fallait que je prenne l'initiative et sans doute le risque d'exprimer à haute voix ce que des milliers d'électeurs « chiraquiens » se préparent à faire dans le secret de l'urne, quand ils voteront Mitterrand ou votent blanc. C'est pour eux comme pour moi une affaire de conscience.

Je voudrais au passage faire un sort à un argument porté contre moi dont la valeur est essentiellement d'ordre sentimental : « Mitterrand a toujours été l'ennemi du général, et le soutien c'est renier le gaullisme. »

(Suite page 7.)

Appel pour la V^e République

par ROBERT GALLEY (*)

Il est des instants où les responsables politiques doivent carrément exprimer leurs sentiments profonds. En ce qui me concerne, les miens sont aujourd'hui dépourvus de nuances : « Notre pays court le 10 mai prochain un grand danger. »

Si d'ici cette échéance les Français et les Françaises de la majorité ne se rassemblent pas TOUS autour du seul candidat qui représente le rempart contre le marxisme, la France risque de retomber dans le chaos et les difficultés de tous ordres dont la V^e République l'a sortie.

Car maintenant les choses sont claires. A la suite de la réunion du comité central du parti communiste, ses dirigeants ont appelé à voter pour François Mitterrand. Ce ralliement est net, mais il est conditionnel. Comme l'a dit, sans fausse pudeur, Georges Marchais : « Je ne roule pas gratuitement. »

Si François Mitterrand est élu président, cela implique à court

(*) Ministre de la défense et de la coopération, R.P.R., compagnon de la Libération.

ou moyen terme la présence d'un gouvernement socialo-communiste à la tête de la France, car :

— il ne pourra être élu que grâce aux voix communistes ;

— il ne pourra avoir, lors des élections législatives (qu'il nous promet pour juillet prochain), de majorité qu'avec l'appui des communistes ;

— à l'évidence, il n'atteindra ces deux buts que s'il promet au parti communiste non seulement une part notable du pouvoir, c'est-à-dire du gouvernement, mais aussi s'il fait siens une part appréciable des objectifs que s'est fixés ce même parti communiste.

Alors je dis à mes amis gaullistes : Avec le général de Gaulle, nous avons construit la V^e République. Nous avons donné à la France une stabilité qui lui a permis de conduire dans les grands domaines de la vie nationale une politique de développement et de progrès marquée par une exceptionnelle continuité.

(Suite page 7.)

La défense du franc

« Le franc est resté l'une des monnaies mondiales les plus stables », a affirmé, mardi soir, M. Giscard d'Estaing face à M. Mitterrand, qui, lui, ne considère pas « comme une réussite » un cours du mark porté de 1,87 F à 2,35 F en sept ans (+ 25 %) et « fera tout son possible pour maintenir le franc au sein du S.M.E. ».

Les allusions à la monnaie ont été rares dans la campagne, car, effectivement, la santé du franc n'a pas constitué un problème depuis trois ans, pratiquement depuis les élections législatives de mars 1978. Sans doute avait-il sensiblement fléchi de janvier 1976 à mars 1978 vis-à-vis d'un mark tout-puissant. Mais il s'était vivement raffermi par la suite pour, pratiquement, se stabiliser après son entrée dans le système monétaire européen en mars 1979. De ce point de vue, les trois dernières années ont été un succès pour le septennat, même si beaucoup de patrons, aux prises avec des coûts de production croissants, jugeaient cette stabilité de plus en plus inconfortable.

Aujourd'hui, le sort du franc est en balance. Dans l'immédiat, notre monnaie n'est pas véritablement attaquée, le mark, qui était encore à son cours plancher de 2,3033 F en février dernier, reste sensiblement en deçà de son cours plafond de 2,4093 F. Mardi 5 mai, à 2,3840 F, il avait tout juste retrouvé son cours de pointe de 2,3850 F atteint à la veille des élections législatives de mars 1978.

Pour les prochains mois, en revanche, les milieux financiers internationaux commencent à se poser des questions. Déjà le départ de M. Raymond Barre, véritable « caution » du franc aux yeux de l'étranger, est, d'avance, mal interprété. Ensuite, beaucoup pensent, hors de nos frontières, que la politique de M. Giscard d'Estaing, en cas de réélection, pourrait être moins restrictive que par le passé. En cas de victoire de M. Mitterrand, les milieux financiers internationaux croient difficilement que les augmentations de salaires directes et indirectes (du fait des trente-cinq heures) n'aient pas d'effet inflationniste, et il faudra beaucoup de rigueur à un éventuel gouvernement de gauche pour les persuader du contraire. S'il n'y arrivait pas, le franc serait soumis à de fortes tensions au sein du S.M.E., et M. Mitterrand aurait effectivement du mal à l'y maintenir. C'est dire que la défense du franc ne sera pas un vain mot dans les mois qui viennent.

les must[®] de Cartier

Paris



Vendôme Louis Cartier

Quartz

GARANTIE A VIE

AU JOUR LE JOUR

Identité de vues

M. Giscard d'Estaing a semblé admettre que M. Mitterrand serait à l'Elysée, et ce dernier paraissait tellement y croire qu'il a même précisé à M. Giscard d'Estaing qu'en tant qu'ancien président de la République il siégerait au Conseil constitutionnel.

Bref, si le débat a peut-être été moins passionné que certains ne l'avaient imaginé, cela ne vient-il pas de ce qu'au fond, sur l'essentiel, les deux candidats étaient déjà d'accord ?

MICHEL CASTE.

LE « PEER GYNT », DE CHÉREAU A VILLEURBANNE

Le grand détour

Patrice Chéreau revient au théâtre après quatre ans voués au cinéma à l'opéra (le Monde du 23 avril). Il présente au T.N.P., à Villeurbanne, en deux soirées, la version intégrale de Peer Gynt, d'Ibsen. Retour attendu. Aux avant-premières offertes les 4 et 5 mai aux lecteurs lyonnais du Monde, les salles étaient pleines, malgré le face-à-face des deux candidats à la présidence.

Peer Gynt est là, jeune, le sourire hésitant, avec des gestes brutaux, désaccordés, car son imagination va plus vite que lui. Et puis, il y a sa mère. Tous deux se ressemblent. Aventuriers cloués au sol, ils n'ont d'autre échappatoire que l'impossible, que les départs en fièche dans l'affabulation, dans les légendes de leur pays de brume et de boisssons fortes : un espace fermé

par une porte de fer où de minces colonnes figurent aussi bien les troncs hauts et desséchés d'une forêt pelée, les ruines d'une ville ouïlée, les ornements de palais rongés par la poussière du désert, les grèlements d'un volier.

Peer Gynt et sa mère jouent, se chamaillent, s'aiment tant qu'ils peuvent se faire du mal sans rien perdre l'un de l'autre. Lui, l'enfant sans père, est fils d'Ase. Il est sa création et le demeure, bien que sa vie soit un long voyage de fuite. Mais quelque chose d'invisible s'étire, colle à lui comme des lambeaux de peau dont il ne se débarrassera jamais.

COLETTE GODARD.

(Lire la suite page 25.)

POUR GISCARD

De l'avis de Michel Crozier, la France a besoin de réformes profondes pour s'adapter à un monde plus difficile. Mais pour cela elle a aussi besoin de tolérance et de réalisme. Or il croit que l'actuel président de la République possède davantage ces qualités que son rival. Michel Giraud demande qu'on laisse M. Giscard d'Estaing achever l'œuvre entreprise en matière de libertés locales. Maurice Ligot, quant à lui, invoque Tocqueville pour dénoncer les périls d'une mainmise accrue de l'Etat.

Tocqueville, au second tour

par MAURICE LIGOT (*)

On s'est souvent plu à voir dans l'œuvre d'Alexis de Tocqueville une vision prophétique des sociétés politiques. Dans un passage de *la Démocratie en Amérique*, l'auteur exprime la conviction que les peuples démocratiques sont menacés par une oppression d'une nature nouvelle, que les mots anciens de « despotisme » et de « tyrannie » ne conviennent pas à décrire. Cette oppression d'une nature nouvelle appropriée à l'époque, il ne pouvait qu'essayer de définir, nous pouvons maintenant la nommer : TOTALITARISME. Informés de la vie quotidienne dans certains pays, nous connaissons bien cette forme de gouvernement où les hommes sont dépouillés de leurs droits les plus élémentaires au nom d'une idéologie dont le but est apparemment l'épanouissement de la personne humaine. Il est vrai qu'aux dires de certains

esprits distingués ce totalitarisme ne menace pas la France. Pourtant, des hommes politiques, sincères démocrates, envisagent malgré tout de gouverner notre pays en s'associant aux laudateurs de cette forme de gouvernement.

Le propos de Tocqueville ne s'applique pas à l'univers communiste, dont il n'avait pu, sans doute, imaginer l'horreur. L'oppression qu'il nous décrit s'appliquerait plus à un totalitarisme insidieux et dépourvu de méthodes brutales, régnant sur une « foule innombrable d'hommes semblables et égaux ». L'auteur nous dit même que ce totalitarisme serait « doux », semblable « à la puissance paternelle », mais que, contrairement au père dont le désir est de préparer son fils à devenir un homme responsable, il ne chercherait qu'à fixer les citoyens dans un état d'irresponsabilité.

L'Etat devient alors, écrit Tocqueville, « l'unique agent et le seul arbitre » du bonheur des hommes, « il pourvoit à leur sécurité, prévoit et assure leurs besoins, conduit leurs principales affaires, dirige leur industrie, règle leurs successions, divise leurs héritages ». Il en résulte l'atrophie du libre arbitre et de la faculté d'exercer la volonté chez les citoyens soumis à un tel régime d'assurances tous risques.

Il va sans dire que, s'il était notre contemporain, Alexis de Tocqueville ne remettrait pas en cause l'égalité des Français devant la loi ni les systèmes de protection sociale dont les démocraties industrielles se sont dotées. Il applaudirait même à leur perfectionnement. Ses écrits constituent cependant une mise en garde contre le risque de laisser l'Etat étendre sa puissance dans tous les secteurs de la vie, même si ce processus se développe en douceur : « En effet, dit-il, l'Etat ne brise pas les volontés, mais il les amoindrit, les plie et les dirige (...); il ne détruit point, il empêche de naître, il ne tyrannise point, il gêne, il comprime, il énerve, il éteint, il hébète... » Cet Etat-providence omni-présent, prôné par les socialistes, ne peut que susciter la crainte de tous ceux qui pensent que le pouvoir étatique ne doit pas se substituer aux hommes dans leurs multiples activités quotidiennes, ni les niveler en empêchant chaque individu de manifester ses différences, son talent ou son originalité.

Est-ce à dire que notre démocratie est parfaite ? Certes non. Mais depuis sept ans Valéry Giscard d'Estaing a entrepris de nombreuses actions pour améliorer le fonctionnement de notre société, pour y intégrer les exclus et atténuer les injustices les plus graves. Qui peut oublier que la politique suivie a permis l'amélioration du pouvoir d'achat des salariés les plus défavorisés malgré un contexte économique difficile, que de nombreuses mesures ont été arrêtées en faveur des handicapés, des femmes ou des jeunes à la recherche du premier emploi ? Qui peut nier que le bénéfice de certaines prestations sociales a été étendu à des Français qui n'y avaient pas toujours droit et que Valéry Giscard d'Estaing est le seul chef d'Etat français à avoir entrepris avec efficacité une véritable politique sociale en faveur de la vieillesse ? N'a-t-il pas également abaissé à dix-huit ans l'âge de la majorité.

On pourrait multiplier les exemples. Il reste beaucoup à faire, et Valéry Giscard d'Estaing a exposé à plusieurs reprises les buts qu'il s'assignait pour les prochaines années et notamment en matière d'emploi des jeunes, tant il est vrai qu'une démocratie qui échouerait en ce domaine s'affaiblirait dangereusement. Si ses propositions sont réalistes, elles ont surtout le mérite de fonder l'avenir de la France sur l'effort de chacun, sur la créativité, sur la faculté des Français à imaginer et mettre en œuvre les conditions du succès, tout en ayant la préoccupation constante de sauvegarder la responsabilité et la liberté.

Quel contraste avec certaines déclarations socialistes nous annonçant, pour demain, un avenir meilleur grâce à l'intervention massive de l'Etat ! Essayons même d'oublier, si possible, les discours électoraux qui nous promettent de nombreuses nationalisations, la création de centaines de milliers d'emplois improductifs, une mise en tutelle de l'économie libérale, pour nous pencher

sur un texte plus sérieux. Celui du « projet socialiste » pour les prochaines années, véritable projet de société du parti socialiste et que M. Mitterrand, s'il était élu, devrait appliquer, au risque de se déjuger. Non seulement ce projet est dangereux par la « frénésie » de dépenses dont il est porteur, surtout dans une période de « guerre économique », mais il est aussi de nature à instaurer ce totalitarisme feutré si bien décrit par Tocqueville.

Les auteurs de ce projet parlent en toutes occasions de mise en place de structures « collectives » dans les domaines les plus variés de la vie : les entreprises, l'agriculture, les associations de toutes sortes, l'enseignement, les collectivités locales et même dans la famille. C'est le programme commun de gouvernement de la gauche en plus oppressif ! Les socialistes sont certainement démocrates, mais ils se trompent gravement en substituant la responsabilité collective qu'ils veulent instaurer (c'est-à-dire l'irresponsabilité) à la responsabilité individuelle à laquelle les Français sont profondément attachés.

Un tel projet, qui prévoit, rappelons-le, une mainmise de l'Etat dans tous les secteurs de la vie nationale, n'est-il pas la concrétisation de la prophétie de Tocqueville ? Les socialistes français refusent en général toute référence officielle à un modèle quelconque. Mais on sait que nombre d'entre eux jettent aujourd'hui un regard lucide et attristé sur la faillite du système soviétique, qui leur servit longtemps de modèle non avoué. Les excès de ce régime nous font frémir en imaginant les résultats de l'application du « projet socialiste ». La pression ou l'alliance communiste aidant, il y a tout lieu de craindre qu'on connaîtrait vite un totalitarisme « dur ». La voie lui aurait été ouverte toute grande !

Nous ne voulons pas d'une société étouffante, uniformisée et contraignante dans laquelle, comme l'écrit Tocqueville, « les esprits les plus originaux et les âmes les plus vigoureuses ne sauraient se faire jour pour dépasser la foule... ». Nous ne voulons pas d'un Etat omnipotent pas plus que d'un Etat-à-tout-faire, quelle que soit la forme du totalitarisme, il détruirait notre pays pour longtemps. S'il faut se battre pour une plus grande justice sociale, étendre les droits des citoyens et améliorer le fonctionnement de notre démocratie, il faut avoir constamment à l'esprit le souci de sauvegarder les libertés fondamentales, de favoriser l'épanouissement de l'individu hors des contraintes excessives et de rejeter toute forme de collectivisme, feutré ou non. Comme le fait Valéry Giscard d'Estaing depuis sept ans et comme le réclament tous les électeurs qui viennent de se prononcer clairement contre les candidats de gauche.

N'attendons pas que dans trente-cinq ans apparaisse en France un Lech Walesa pour la libérer du socialisme. C'est maintenant qu'il faut éliminer ce risque, en rassemblant la majorité des Français sur le nom de Valéry Giscard d'Estaing.

(*) Ancien ministre, député, maire de Cholet.

Pour les libertés locales

par MICHEL GIRAUD (*)

Un nom de la Fédération nationale des associations d'élus locaux qui regroupe, sans considération de parti, de très nombreux élus attachés aux libertés locales, je voudrais attirer l'attention sur l'ambiguïté et les dangers des propositions du candidat socialiste en matière de décentralisation.

Le ton général du projet socialiste est d'une stricte orthodoxie marxiste et la démocratie locale apparaît comme un simple enjeu de la lutte des classes. « La lutte des socialistes pour la décentralisation, qui, dans la France d'aujourd'hui, est un élément essentiel de leur projet, ne prend un sens que dans la mesure où elle devient une dimension nécessaire de la lutte des classes » (page 128). Assertion particulièrement significative.

Et si la décentralisation, dans cette perspective socialiste, ne tendait qu'à déstabiliser les institutions locales afin d'accélérer, sur le champ ainsi laissé libre, la prise de pouvoir à tous les niveaux ? De cette entreprise, on sait qu'il tirerait profit : un parti communiste bien structuré et bien organisé localement, vis-à-vis duquel les socialistes ne seraient pas lourds. Nos communes seraient alors réduites à n'être que l'enjeu des dissensions de l'opposition. Ceux de nos concitoyens qui vivent dans des communes dirigées par des municipalités « d'union de la gauche » — ironie du terme ! — en ont fait la triste expérience.

Si la philosophie marxiste du projet socialiste est d'essence centralisatrice, qu'en est-il de la politique qu'il préconise ? Là encore, derrière les discours décentralisateurs, la logique conclut à un étouffement des libertés locales. « C'est le plan qui doit décider en fonction de l'intérêt général et de prévisions internes l'orientation des grands investissements (...). Ses grands instruments sont le maniement des dépenses et des recettes des autorités publiques » (page 185).

Le message est clair. Toutes les autorités publiques, y compris les autorités locales, devront se soumettre à des choix nationaux rigoureux. Alors qu'aujourd'hui nous décidons très largement nous-mêmes du choix de nos investissements, le projet socialiste nous ramènerait plus de vingt ans en arrière. Il veut supprimer toutes les tutelles : il assure en fait la mainmise des financiers sur les décisions économiques les plus essentielles pour nos collectivités locales.

En ce qui concerne les régions, la proposition socialiste d'élire les conseils régionaux au suffrage universel direct me paraît lourde de conséquences et pour le moins prématurée. Politiquement, elle entraîne une dérive vers le régionalisme, elle entraînerait une surenchère nuisible au bon fonctionnement des institutions régionales.

Enfin, concentrant au niveau régional tous les moyens d'action et de gestion, le projet socialiste conduit à ce que les communes d'abord, les départements ensuite, deviennent des coquilles vides, la réalité du pouvoir étant ailleurs, dans une nouvelle bureaucratie régionale.

En fait, les propositions socialistes ou bien prépareront le terrain à une emprise communiste sur les collectivités locales, ou bien donneront libre cours à une autogestion qui ferait courir des risques de démantèlement à l'unité nationale.

A l'inverse, le gouvernement a pris l'initiative d'une vaste réforme qui part des préoccupations de la base en proposant de renforcer la démocratie là où elle est quotidiennement vécue, dans la commune. Projet antitechnocratique s'il en fut que de soutenir, au nom de la démocratie, le droit à l'existence de nos 36 000 com-

munes, cadre du dévouement quotidien de 500 000 élus ! Cela, non en vertu d'une conception théorique des institutions, mais en partant du principe selon lequel la décentralisation n'a de sens que pour favoriser la participation du citoyen. Aussi celle-ci doit-elle s'exercer d'abord au sein des collectivités à l'échelle humaine que sont nos communes.

Le deuxième principe qui sous-tend cette réforme, c'est la liberté. La liberté forme un tout. On ne peut, dans le même mouvement, prôner la décentralisation et supprimer, au nom de la planification, toute liberté de choix économique pour nos communes et nos départements. Dans la réforme en cours, le contrôle de l'Etat se limitera, pour l'essentiel, à s'assurer du respect des lois de la République. Les compétences locales seront renforcées, notamment en matière d'urbanisme, d'éducation, d'aide aux personnes âgées... Des moyens supplémentaires, équivalant aux charges nouvelles et évoluant au même rythme, seront attribués aux communes et aux départements.

Adopté par le Sénat à une très large majorité, le texte doit, dès cette session, venir en discussion devant l'Assemblée nationale. Au terme d'un long débat au sein des deux assemblées, le projet initial sera, je n'en doute pas, complété, précisé, musclé, en un mot valorisé. Il m'apparaît par ailleurs essentiel que la loi soit votée et puisse être appliquée sans tarder, en tout cas avant les élections municipales de 1983, la réforme étant, pour la majorité, un atout certain dans son combat pour la reconquête du terrain.

Elaborée après consultation de tous les élus, à l'initiative du président de la République, cette réforme constitue la bonne réponse à notre besoin de participation. Il importe que son inspirateur, M. Valéry Giscard d'Estaing, puisse achever, dans ce domaine comme dans d'autres, l'œuvre entreprise.

(*) Président (R.P.R.) du conseil régional d'Ile-de-France.

La tolérance et le réalisme

par MICHEL CROZIER

Un événement peut-être décisif a marqué le premier tour des présidentielles : l'abaissement du parti communiste. Pour la première fois depuis 1936 le chantage que les stalinistes exerçaient sur la gauche française a été sanctionné négativement par les électeurs. Le général de Gaulle, bien sûr, leur avait fait perdre un quart de leur électorat ; mais le parti avait été abaissé avec toute la gauche. Les voix que lui prend cette fois-ci François Mitterrand ont une autre signification. C'est devant ses partenaires et à leur profit que le parti est humilié. L'hypothèque qui pesait sur la politique française est en train de se lever. La quadrature du cercle qu'avaient désespérément cherchée tous les hommes de la gauche libérale et tant de réformateurs généraux a été enfin trouvée : preuve est faite qu'on peut obtenir des voix communistes sans négocier en position de faiblesse avec un parti étranger à la démocratie.

Devant cette brèche largement ouverte, devant cette chance de retournement du jeu politique français, tentation est grande de s'engager tout de suite et de réaliser l'essai sans plus attendre. L'alternance, stade suprême de la démocratie, paraît désormais sans risques et le temps enfin venu de cette social-démocratie à laquelle nous rêvons encore parce que nous ne l'avons toujours pas connue.

Mais ni l'alternance ni la social-démocratie ne sont des biens en soi. Le déclin anglais porte témoignage des limitations de l'alternance. Ce déclin n'est pas seulement économique, il est social et même civique. L'incapacité d'aucun gouvernement britannique à régler le drame de l'impossible décolonisation de l'Irlande du Nord, le chômage endémique, le désordre racial, la bureaucratiation des syndicats et de l'économie tout entière ne sont pas directement les fruits de l'alternance mais, le moins qu'on puisse dire, c'est que celle-ci n'a pas facilité la solution des problèmes anglais. Quant à la social-démocratie, il est vrai que dans le passé elle a apporté un idéal, une culture, un ferment de réformes qui ont été un moteur puissant de changement pour l'Europe du nord-ouest et l'Europe centrale.

Une réflexion beaucoup plus profonde s'impose sur les priorités d'une société comme la nôtre. On ne vote pas pour une politique parce que c'est le temps de faire alternance. On vote pour une politique parce qu'on pense qu'elle va permettre à une société de se développer, d'innover, de rester vivante.

Or quel est le risque le plus grave que nous courons ? Ce n'est pas l'inflation, ni même le chômage, c'est l'étouffement, l'incapacité à décider et à agir. Non pas bien sûr que la bureaucratie soit en soi un mal aussi grave que le chômage, mais parce qu'un système de gouvernement incapable de produire des décisions adaptées, incapable de mener une politique à long terme ne pourra jamais régler les problèmes trop complexes dont dépend désormais l'amélioration de l'emploi. On ne crée pas plus d'emplois qu'on ne change la société par décret.

Jacques Fauvet, dans ces colonnes, a bien voulu faire écho à mon inquiétude (1). François Mitterrand a répondu au Monde qu'il s'efforcerait de réaliser le changement par contrat (2). Je suis sensible à cette intention nouvelle qui annonce peut-être un nouvel état d'esprit. Mais ce ne sont pas les intentions qui comptent, c'est la logique du comportement. Or, la logique du parti socialiste français c'est la logique de la réglementation, de la redistribution,

de la planification. Nous en avons depuis longtemps atteint les limites et tous nos voisins occidentaux aussi.

La France se gouverne mal, certes. Je n'ai pas été personnellement le dernier à le reconnaître. Je crois que des réformes sont indispensables qui permettraient à ce pays plein de talents de mieux utiliser les ressources humaines qu'il gaspille. Mais il y a autant d'énergies côtelées et de côté jardin, dans l'opposition et dans la majorité. Le problème n'est pas celui d'un changement d'équipe, c'est celui d'un changement des règles du jeu : la réforme régionale, la transformation des élites, la débureaucratiation, la rénovation de l'éducation, la relance de la recherche et un réel soutien à l'innovation. On me répète que seule la gauche peut apporter l'élan nécessaire pour de telles réformes.

Pourquoi n'ai-je pas confiance ? Pour deux raisons. D'abord parce que la gauche ne mesure absolument pas encore la complexité du problème et, que, de ce fait, ses priorités actuelles sont fausses. Parler encore de nationalisations dans les circonstances actuelles me semble absurde. Et tout autant d'ailleurs la reconquête du marché intérieur et la création d'emplois par décret.

Ensuite et enfin, parce que la gauche politique, celle qui aspire à gouverner, n'a pas encore compris combien la France et le monde avaient changé. François Mitterrand me choque quand il parle avec gourmandise de ce peuple de gauche à qui il va enfin rendre la parole. C'est lui qui a été écarté du pouvoir et non pas le peuple.

La révolution profonde qui a secoué la France durant ces trente dernières années est passée à travers la gauche et la droite. Il se trouve que ce sont les milieux autrefois classés à droite qui ont fourni le plus de leaders et d'animateurs à ce changement de tous les jours : les paysans catholiques de la JAC, les nouvelles générations de managers publics et privés et progressivement les patrons grands et petits. Ce ne sont ni les caciques socialistes, ni les technocrates, ni les pédagogues, ni les rêveurs de projets de société. Certes, depuis sept-huit ans, la gauche commence à changer à son tour.

La revanche du peuple de gauche n'est pas une solution à nos problèmes. Oui, il faut se réjouir de la fin possible de l'hypothèque communiste, mais il ne faut, en aucune manière, accepter d'en payer le prix par une régression dans les délices et les poisons de la politique hexagonale. Quand François Mitterrand cherche à esquisser le débat télévisé, quand Gaston Defferre parle sans complexe d'un gouvernement gaulliste-socialiste-communiste, annoncent-ils l'avènement de l'ère des réformes ou le retour aux délices de la procédure et aux poisons de l'alternance classique entre l'union nationale et la concentration républicaine ?

La France a besoin de réformes profondes qui lui permettent de disposer d'une administration, d'un système de gouvernement et d'une politique mieux adaptés à un monde différent, plus complexe, plus difficile. Mais, pour y parvenir, elle a d'abord besoin de tolérance et de réalisme.

Je continue à trouver que Valéry Giscard d'Estaing possède ces qualités à un plus grand degré que François Mitterrand.

(1) « L'embarras du choix », *le Monde* du 24 avril.
(2) François Mitterrand : « En démocratie, il est plus efficace de changer la société par contrat que par décret », propos recueillis par Jean-Marie Colombani, *le Monde* du 26 avril.

250 ans de grands vins

80 hectares dont 68 de premiers et grands crus



BOUCHARD PÈRE & FILS
Depuis 1731

Documentaire LM sur demande à Maison Bouchard Père & Fils, Négociants au Châteauneuf, 21200 Beaune, Tél (03) 22.14.41 - Télé 350.830 F

FOIRE DE PARIS, Stand Palais Sud, Niveau 2 (Vins) - Porte-de-Versailles

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. Paris 4207-23

ABONNEMENTS

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE - D.O.M. - T.O.M.	256 F	417 F	579 F	740 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE	466 F	837 F	1 209 F	1 580 F
ÉTRANGER (par messageries)				
I. - BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS	296 F	497 F	699 F	900 F
II. - SUISSE, TUNISIE	368 F	642 F	916 F	1 190 F

Par voie aérienne
Tarif sur demande

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance. Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Édité par la S.A.R.L. Le Monde.

Gérants : Jacques Fauvet, directeur de la publication. Jacques Sauvageot. Claude Julien.

Imprimerie du « Monde » 5, r. des Italiens PARIS-IX*

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire n° 57 437.

TROIS POINTS DE VUE SUR L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

Ades Montmartrois incertains

(Suite de la première page.)

A cela je répondrai : Mitterrand n'a jamais été que l'adversaire du général de Gaulle, un adversaire à visage découvert et, en 1965, c'est en réalité la candidature de Lecanuet qui a mis de Gaulle en ballottage. En revanche, si on remonte dans un proche passé, c'est Giscard qui a commis en 1969 le crime de paricide contre Charles de Gaulle, auquel il devait tout : sa carrière, sa fortune politique, et la confirmation de son destin.

Ce que je ne pourrais admettre, en effet, c'est la reconduction pour sept ans théoriques du président sortant.

Le septennat de Giscard a été pour la France une catastrophe non seulement sur le plan économique et social mais sur le plan de la moralité publique. Les institutions ont été dévoyées au profit d'un seul homme et de son clan.

L'élection de Giscard qui serait acquiescée dans un mouchoir de poche lui ôterait tout crédit pour l'avenir et déboucherait inéluctablement sur une crise de régime.

Et que ne ferait pas Giscard pour parvenir enfin à ce qui paraît être sa principale obsession : la destruction du R.P.R., la marginalisation définitive des gaullistes, la mise « dans la seringue », comme on dit, de Jacques Chirac. Le ragolement éhonté auquel le candidat sortant se livre à l'égard de l'électorat chiraquien laisserait rapidement la place à l'après désir de revanche contre ceux qu'il lui a bien fallu courtoiser à usage électoral. « N'oubliez pas, j'ai de la mémoire », aime-t-il dire à tous ceux qui le contrarient peu ou prou.

Giscard élu, il est bien évident qu'aucune promesse ne serait tenue (de même que le microbal programme de Blois en 1978 resta lettre morte), la dégradation de la situation économique et sociale s'accroîtrait et, aux élections législatives de 1983, les socialistes, la gauche cette fois-ci encadrée

d'hommes nouveaux, feraient, comme on dit, un malheur.

La crise de régime serait ouverte. Certes la clef de la solution serait le recours à Jacques Chirac, et nous nous y emploierions tous, mais dans les conditions les plus difficiles.

Reste donc l'élection de François Mitterrand : un parti communiste réduit à 15 %, une chance pour 50 % des Français de s'exprimer après vingt-trois ans de silence obligé, la possibilité pour la gauche de faire la preuve de sa capacité à affronter la crise avec tout ce que cela comporte de risques pour elle, une fois démythifiée, de n'être plus la « Foire aux illusions » dans laquelle l'enfermait l'impossibilité pour elle d'accéder raisonnablement au pouvoir. Bref, le risque pour nous comme pour elle de l'alternance, un risque à prendre ne serait-ce que pour mettre en route raisonnablement le pendule qui assure aux démocraties leur pérennité sans inconvénients majeurs.

Alors, me direz-vous : « ... Et les communistes ? »

Je ne vous apporterai qu'une seule réponse : un titre de Paris-Match du 30 avril pourtant peu suspect d'antipathie pour le candidat sortant : « Si Giscard est élu, Marchais s'en tirera ».

C'est d'ailleurs ce que pense M. Brejnev. Est-ce cela que l'on veut ?

De toute façon, la clef de l'avenir, quel que soit le résultat, appartient à Jacques Chirac.

Plus difficilement avec Giscard d'Estaing, président à titre provisoire jusqu'à la crise du régime. Plus inéluctablement avec Mitterrand et les graves problèmes qui se posent à lui dans un bref délai, à moins que la gauche fasse la démonstration de sa capacité à apporter une solution heureuse à la crise économique et sociale.

Dans ce cas, ce sera mieux pour la France et les Français. N'est-ce pas là l'essentiel ? Mais ceci est une autre histoire.

JOEL LE TAC.

Appel pour la V^e République

(Suite de la première page.)

Ainsi de notre politique de défense. Ainsi de notre politique d'énergie nucléaire, la plus ambitieuse du monde. Ainsi de notre politique de promotion des exportations. Accepterez-vous que votre œuvre soit abattue par l'élection d'un homme qui fut l'adversaire le plus acharné du général de Gaulle ? Préférez-vous l'oreille aux propos qu'il ose tenir aujourd'hui pour essayer de se présenter comme l'héritier du fondateur de la V^e République ? Laissez-vous élire à la présidence de la République un homme qui, obligé de composer avec les communistes, ne pourra survivre qu'en acceptant les pires compromis ? Non, vous voulez un président de la République qui soit vraiment, comme l'a voulu le général de Gaulle, l'arbitre suprême, le garant de l'indépendance nationale.

Le 10 mai, vous direz non à François Mitterrand, vous voterez Valéry Giscard d'Estaing.

J'en appelle maintenant à mes amis chiraquiens. Jacques Chirac a fait, tout le monde le reconnaît, une campagne remarquable d'efficacité et de dynamisme. Vous vous êtes, autour de lui, dépensés sans compter au cours des derniers mois. Vous avez su faire entendre quelques vérités essentielles : et d'abord votre volonté de vivre librement, de combattre l'irresponsabilité, la bureaucratisation, de lutter contre l'accroissement des charges et le chômage. Alors je leur dis : « Avez-vous lu le programme du candidat socialiste ? Souhaitez-vous la création de plus de deux cents mille postes de fonctionnaires supplémentaires ? Désirez-vous pour les payer une augmentation des impôts et des dépenses publiques ? Voulez-vous la nationalisation du crédit, le contrôle tatillon par l'administration des activités agricoles ? Voulez-vous l'effondrement de la valeur du franc et le retour aux

montants compensatoires ? Voulez-vous un parti communiste et une C.G.T. triomphants, multipliant les menaces, les intimidations, les manifestations et les grèves pour faire aboutir les revendications et les objectifs du P.C. ? Non, bien sûr. Alors, tous ensemble, nous devons empêcher l'élection de François Mitterrand. Et, pour ce faire, tous ensemble, nous mobiliser autour de Valéry Giscard d'Estaing. »

J'en appelle enfin à tous les hommes épris de liberté et de progrès, dont je sais qu'ils sont la grande majorité des Français. Je dis à certains d'entre eux : « Il y a certes beaucoup de choses à améliorer en France, il y a des injustices à redresser, il y a encore beaucoup d'emplois à créer, beaucoup d'actions de formation à perfectionner, beaucoup d'infrastructures et d'investissements à développer. Mais, en conscience, pensez-vous que la présence de ministres stalinien au gouvernement puisse développer les libertés ? Pensez-vous que, sous une présidence socialiste, nos entreprises si durement frappées déjà par la crise, et je pense en particulier aux P.M.E., auront plus de goût à investir et à développer leurs moyens de production, à créer de nouveaux emplois, alors qu'elles n'ont pu le faire au cours des dernières années ? Croyez-vous que François Mitterrand, avec des ministres communistes à certains postes-clés de son gouvernement, puisse inspirer la moindre confiance aux épargnants et aux investisseurs ? Non, bien sûr, vous le savez bien. »

La campagne du premier tour de l'élection présidentielle est terminée. Elle fut rude, singulièrement pour le président, vivante et souvent passionnée. Elle a certes laissé des cicatrices que nous devons oublier, des amertumes et des regrets que nous devons dépasser. Mais cette campagne a permis à nos concitoyens d'exprimer leurs critiques, de dire leurs inquiétudes, l'urgence de leurs problèmes, de formuler leurs espoirs. Je sais combien tout cela a frappé Valéry Giscard d'Estaing. Je suis sûr qu'il n'oubliera pas ce qu'il a entendu sur le poids excessif des impôts et des charges, sur la nécessité de lutter contre la paperasse et la bureaucratie, sur la volonté des Français de mieux comprendre la politique de leur pays, sur leur désir profond d'une meilleure qualité de la vie. Croyez-moi, le message est bien passé.

Pour moi, depuis longtemps, j'ai choisi : je soutiens et soutiendrai de toutes mes forces Valéry Giscard d'Estaing dans ce combat pour l'indépendance nationale et pour nos libertés.

ROBERT GALLEY.

Un vaste dessein pour la France

par GASTON DEFFERRE (*)

De nombreux Français pensent que notre pays est trop généreux à l'égard des Etats en voie de développement. Ils croient que si nous cessions de les aider ce serait autant d'économisé pour nous. Or, d'une part, ce raisonnement est fondé sur une erreur matérielle ; d'autre part, il ferme la porte à une perspective qui pourrait permettre de déboucher sur une solution nouvelle, originale et probablement, en l'état actuel de la situation économique mondiale, la plus apte à résoudre les drames économiques et sociaux dont nous sommes victimes : le chômage, la chute industrielle, le déficit extérieur, l'inflation, les atteintes à la protection sociale.

Jean Bolissonnat, qui n'est pas socialiste, écrivait récemment (1) : « Les pays pauvres comptent parmi nos principaux débouchés. Souvenez-vous des chiffres que je vais vous citer. La France vend cinq fois plus de produits industriels au tiers-monde qu'elle ne lui en achète, et réalise dans ces pays le quart de nos exportations industrielles. Ce qui veut dire que toute aggravation de la crise chez eux ferme des débouchés à nos industries et supprime des emplois chez nous. »

Or, ces pays pauvres sont aujourd'hui écrasés de dettes. Plusieurs d'entre eux sont au bord de la faillite. Les sauver de la catastrophe économique est notre intérêt tout autant que le leur.

Les méthodes traditionnelles ont échoué. La colonisation a bouleversé les anciennes structures des pays en voie de développement. L'urbanisation a été néfaste, déracinant les paysans qui, maintenant, sont souvent sans travail. L'industrialisation classique est restée, à quelques exceptions près, à l'état embryonnaire.

Ainsi la nature des rapports actuels entre nos pays industrialisés et le tiers-monde débouche sur un échec. Ce blocage est d'un indéniable danger. C'est un problème majeur, en particulier pour une question vitale : celle de l'emploi en France, qui, pour l'essentiel, dépend de la relance et du développement de l'économie.

Comment faire ?

Existe-t-il une solution ? Laquelle ?

**

Les pays pauvres, dont l'effondrement entraînerait le nôtre, peuvent-ils sauter une ou plusieurs étapes du développement économique tel que nous l'avons connu dans les pays industrialisés ? Est-il possible d'en venir directement, chez eux comme chez nous, à l'utilisation des techniques nouvelles de la micro-informatique, qui révolutionnent les structures de production, ouvrent la voie à une décentralisation essentielle (2) et permettent de viser un niveau commun des développements ?

Pourrait-on ainsi permettre aux nations du tiers-monde de commencer à sortir de la situation dramatique dans laquelle elles se trouvent et, ce faisant, de « décoller », de permettre aussi à chacune d'elles, plutôt que de subir un type de civilisation imposé, de choisir sa voie de développement propre, d'utiliser au mieux ses propres ressources matérielles et culturelles.

Les progrès scientifiques de la biologie et de la génétique rendront bientôt possible à certains de ces peuples de tirer de leurs ressources et de leur climat des richesses insoupçonnées. Mais, dès maintenant, l'informatique, et surtout les conséquences toutes neuves de la micro-informatique, ouvrent d'immenses perspectives pour alphabétiser, instruire, développer les esprits, les rendre créateurs, producteurs, et partenaires...

Aider les pays du tiers-monde à se développer n'est pas seulement un devoir moral, c'est aussi notre intérêt et le moyen de sortir de la crise.

Mais, outre la diffusion généreuse de toutes les technologies et la formation des hommes sur place, il faudra d'énormes ressources financières pour mettre en œuvre ces nouvelles techniques et faire face aux dépenses de la nécessaire période de transition.

Les pays du golfe d'Arabie, qui, eux aussi, ont subi l'exploitation coloniale, sont aujourd'hui les maîtres des revenus financiers du pétrole, et disposent des plus grandes capacités financières du monde.

Auront-ils une vision assez large pour prendre conscience que les déséquilibres actuels les atteindront sans doute à leur tour si rien n'est entrepris ? Auront-ils la clairvoyance et la hauteur de vue nécessaires après avoir été eux-mêmes exploités et humiliés par nous, pendant plus d'un siècle, pour consacrer une partie importante de leurs immenses réserves à participer avec nous à la révolution scientifique des pays du tiers-monde et hâter ainsi la solution à la crise générale ?

Le président Léopold Senghor, lors de la dernière réunion du Groupe de Paris, qui vient de se tenir dans le golfe d'Arabie, a dit dans son exposé introductif des débats : « Dans le Défi mondial, Jean-Jacques Servan-Schreiber part du fait que depuis la première conférence de l'O.N.U. sur le développement, en 1964, quelque deux mille conférences, colloques, séminaires ou réunions de tous genres se sont tous soldés par un échec. »

C'est que, sans vouloir régler avec équité la question de la détérioration des termes de l'échange, le Nord, c'est-à-dire l'Euramérique, entendait livrer au Sud, aux pays en voie de développement, avec des usines clés en main, de simples techniques. Or, ce que réclament les hommes du tiers-monde, c'est la technologie.

Non pas de simples recettes, mais une science, dont ils auront appris à se servir pour adapter les techniques à leurs besoins, mais aussi pour en créer de nouvelles. C'est cette voie qu'a décidé d'explorer le Groupe de Paris. Il part du Sud, de l'appel de l'OPEP, paré à Taïl, en juin 1980. S'appuyant sur cet appel, qui invite à un dialogue d'une nouvelle nature, sur un pied d'égalité, dans la recherche d'un développement commun, nous préconisons la création, dans chaque région du monde, des infrastructures informatiques et de centres de formation locaux. Dans toutes les communautés, quel qu'en soit le niveau d'éducation actuel. »

J'extrait du compte rendu de cette réunion, qui annonce peut-être une percée décisive, les passages suivants :

« A l'initiative des responsables arabes du Golfe, la réunion s'est centrée sur les perspectives offertes par les nouvelles technologies pour un nouveau cycle de développement planétaire, intégrant le tiers-monde. Les deux points à l'ordre du jour ont été les suivants :

1. Application des plus récents progrès de la micro-informatique au développement du tiers-monde. En

premier lieu pour les besoins les plus urgents : l'éducation, la santé, l'alimentation.

2. Généralisation, dèsormais concevable, de la formation des ressources humaines par la micro-informatique. La capacité, ainsi pour chaque région, d'intégrer les « transferts de technologie », en définissant localement ses propres besoins et en concevant progressivement ses propres programmes.

Pour pénétrer ce champ si nouveau, peut-être l'une des chances les plus précieuses de notre époque, les experts présents ont fait part des résultats de leurs recherches et de leurs expériences. Ils permettent de concevoir, pour le tiers-monde, un court-circuit historique. Ces pays pourraient accéder directement de l'état pré-industriel à l'âge technologique, par la culture informatique.

L'accès à la culture informatique paraît même être facilité dans les régions les moins industrialisées, les moins développées et dans le respect de l'enracinement traditionnel des hommes... »

**

A l'issue de cette réunion, les responsables réunis dans le golfe d'Arabie sont convenus de définir, de financer et de mettre en œuvre des projets-pilotes qui fournissent les éléments nécessaires au lancement d'expériences diversifiées dans plusieurs régions du tiers-monde.

Contribution généreuse, tentative moderne de sauvetage des pays du tiers-monde... et des pays industrialisés plus dépendants les uns des autres qu'ils ne le croient ?

Plan et financement venus du Sud puisque, en l'occurrence, les pays du Golfe ne se contentent pas de financer le projet, ils l'ont conçu, l'étudient, le mettent à l'épreuve avant de le généraliser ? C'est en tout cas une façon intelligente de la part des pays du Golfe de montrer qu'ils ont su rapidement surmonter ce qui aurait pu être leur

(*) Député P.S. et maire de Marseille.

légitime rancœur à l'égard des anciennes puissances coloniales qui avaient usé et abusé de leur position dominante.

Ainsi, une possibilité concrète semble être plus proche qu'on n'osait l'espérer. Elle est encore fragile. Il faut tout faire pour lui donner ses chances. Car ces chances sont aussi les nôtres. Elles concernent directement notre niveau de vie, notre propre développement économique, nos emplois, nos responsabilités sociales, notre avenir.

L'Europe et la France d'abord pourraient être exceptionnellement bien placées pour répondre à l'appel des pays du Golfe pour amorcer l'application d'une politique novatrice à l'échelle mondiale entre nations riches et nations pauvres, dans une juste répartition des tâches, vers un grand objectif commun : la création de richesses à partir des applications de la science, la création de nouveaux emplois plus épanouissants, la sortie du cercle vicieux de la crise vers un autre cycle de développement, à la fois plus fécond, moins matérialiste, plus humain.

François Mitterrand a su, avant et mieux que tout autre, comprendre, dans toute leur envergure les problèmes des peuples du tiers-monde. Il est conscient de leurs rapports avec nos problèmes, conscient de la gravité de la situation et de l'urgence à trouver des solutions. Il faut avoir une vue d'ensemble, celle du socialisme, il faut aussi une volonté politique sans défaillance pour réaliser ce vaste dessein ; une entente entre les pays les plus riches et les plus pauvres, les plus avancés dans le domaine des technologies de pointe et ceux qui, bien qu'industrialisés, n'ont pas encore compris le sens de la nouvelle révolution industrielle. Les Français ont, ici et maintenant, avec François Mitterrand, une chance à saisir pour sortir du marasme, pour forcer les portes de l'espoir et de l'avenir.

(1) Dans le Provençal, le 5 septembre 1980.

(2) Voir le Monde du 30 janvier : « Les nouvelles techniques au service de l'homme », par Gaston Defferre.



LE DISQUE QUI PROUVE
QUE WAGNER
A PLAGIÉ BEETHOVEN.

Ce mois-ci, à l'intérieur du Monde de la Musique, une idée choc : un vrai disque 33 t. 17 cm, gratuit, sur les copieurs, une véritable pièce à conviction !

Le Monde de la Musique, c'est 128 pages de musique : des articles sur la hi-fi, des reportages, des grandes signatures et un agenda de 48 pages sur papier bible, détachable, au format de poche : tous les concerts, toute la danse, tous les disques, tous les livres !

Partez vite à la découverte du nouveau Monde de la Musique.

DANS LE NOUVEAU
"MONDE DE LA MUSIQUE"

15F.

l'anglais à OXFORD
ou à NEW YORK

cours individuels
OXFORD 1^{re} année, 1^{er} niveau
pour ETUDIANTS et ADULTES

NEWBURY, WANTAGE...
Séjours pour scolaires.
■ Cours très sérieux
■ Groupes de 8 élèves maximum

SPORT - LOISIRS
OXFORD Intensive
School of English
21, rue Th. Renaudot - 75015 Paris
Tél. 533.13.02

I.C. A. 158

Le président sortant a joué

M. Giscard d'Estaing voulait un débat de candidat à candidat, pour ne pas dire d'homme à homme : il l'a eu. M. Mitterrand, qui avait réclamé la présence de journalistes compétents et impartiaux pour mener le jeu, s'est prêté à la joute, sinon au corps-à-corps, qui paraissait, au départ, lui déplaire. Face à un interlocuteur qui, en Gascogne, s'était dépeint en d'Artagnan et qui a « ferrailé » ferme, tout au long du débat, il a fait mieux que résister en incarnant, selon son slogan, « une force tranquille ».

Du coup, les journalistes, Michèle Cotta et Jean Boissonnat, ont été cantonnés dans un rôle d'arbitrage, tant en ce qui concerne l'égalité des temps de parole que le cadrage des différentes parties du débat. Leurs questions, souvent pertinentes, sont parfois restées en l'air : les deux interlocuteurs préféraient s'interpeller directement et se répondre, l'un à l'autre, sans intermédiaire. Chaque fois que le dialogue s'est ainsi amorcé, Michèle Cotta et Jean Boissonnat l'ont laissé se développer, en sachant s'effacer, en bons professionnels, devant l'événement en train de se produire.

Le face-à-face télévisé commence à 20 h. 20 précises. Jean Boissonnat rappelle les conditions du débat. Michèle Cotta indique que M. Mitterrand ayant été désigné par le tirage au sort pour conclure, c'est à M. Giscard d'Estaing de parler le premier. Elle pose la question suivante : « M. Valéry Giscard d'Estaing et M. François Mitterrand, à l'heure du deuxième tour vous avez devant vous à peu près les mêmes problèmes. Vous avez, le 26 avril, l'un et l'autre rassemblé plus de 25 % du corps électoral mais l'un et l'autre vous avez besoin, pour être élu, d'un autre quart. Vous, François Mitterrand, vous avez besoin des communistes, et vous Valéry Giscard d'Estaing, vous avez besoin des électeurs de Jacques Chirac. Alors, ma première question est celle-ci. Votre stratégie de reconquête à l'égard des électeurs chiraquiens n'est-elle pas trop rapide ? Lorsque vous dites que Jacques Chirac a eu raison, parlez-vous seulement de sa lutte contre la bureaucratie, y a-t-il pour vous un Jacques Chirac qui a eu raison ou un Jacques Chirac qui continuerait d'avoir tort ? »

M. GISCARD D'ESTAING. — Monsieur, François Mitterrand. Je vais vous dire dans quel esprit je suis venu participer à ce débat. Je souhaite d'abord que ce débat soit utile. Les Français et les Français ont un choix important à faire. C'est un choix important en raison de la situation internationale, en raison aussi des alliances politiques de l'un ou de

Ce fut le cas dès le début de l'émission, dans la partie du débat portant sur la politique intérieure. Les premiers assauts de M. Giscard d'Estaing ont pour cible la manière dont M. Mitterrand gouvernerait s'il était élu, le gouvernement se présenterait-il devant l'Assemblée nationale, quand aura lieu la dissolution et les élections législatives, avec quelle majorité parlementaire la politique du président sera-t-elle mise en œuvre ? On ne peut pas conduire les yeux bandés, on ne peut pas conduire un grand changement avec n'importe qui, déclare le président sortant. Son interlocuteur ne s'émue pas. Le gouvernement, explique-t-il, sera celui de la République. Il respectera la loi. Il pourra agir par la voie réglementaire. M. Barre n'a-t-il pas attendu quarante et un jours avant de se présenter au Parlement ?

L'argumentation de M. Giscard d'Estaing conduit à deux conclusions : d'une part, M. Mitterrand n'aura pas les moyens de gouverner dans la légalité jusqu'aux élections législatives, et ensuite il ne pourra que gouverner avec les communistes s'il n'est pas désavoué par une majorité parlementaire qui lui soit contraire.

a jamais eu de crise politique. Je n'aperçois aucune raison pour que cette situation soit modifiée après l'élection présidentielle. J'observe d'ailleurs que la totalité des dirigeants du R.P.R., et la quasi-totalité des élus de cette formation, veulent bien soutenir ma candidature à la présidence de la République. Et comme j'ai dit moi-même qu'il n'y aurait pas de dissolution il n'y a donc pas de problème politique à cet égard. Il y aura tout de suite la reprise de l'action gouvernementale et parlementaire.

Quand j'ai dit que Jacques Chirac avait eu raison de mettre l'accent sur un certain nombre de problèmes, qu'ai-je voulu dire ? Dès le début de cette campagne j'ai dit que j'écouterai ce qui sera dit dans cette campagne, il y a des choses à apprendre. Une campagne révèle toujours un certain état d'esprit de la population. Les préoccupations de liberté économique, de débureaucratization de la société française, d'allègement de certaines charges ont été exprimées. Notamment par Jacques Chirac. Et j'ai indiqué que ce serait un des enseignements à mettre en œuvre à l'issue de cette élection. Il y aura, bien entendu, beaucoup d'autres choses à faire.

Je pose une question à François Mitterrand qui est dans la ligne de celle-ci : Si vous êtes élu président de la République, vous avez dit que vous formeriez un gouvernement. Ce gouvernement se présenterait-il devant l'Assemblée nationale ?

ment le gouvernement de la République, il se trouvera devant le problème suivant : est-ce qu'il y aura dissolution décidée par le président de la République immédiatement, et, dans ce cas-là, il n'aura pas à se présenter devant l'Assemblée nationale, ou bien est-ce qu'il ira devant l'Assemblée nationale en attendant la sanction de cette Assemblée pour peu qu'il y ait sanction d'ailleurs. Ce qui veut dire que je ne compte pas soumettre la politique de ce gouvernement à l'approbation de l'Assemblée nationale élue en 78.

Si je changeais d'avis, c'est-à-dire si j'avais le sentiment que cette Assemblée serait en mesure, par exemple, de voter une réforme du mode de scrutin ce qui serait plus intéressant pour la France...

JEAN BOISSONNAT. — Vous êtes favorable ?

M. MITTERRAND. — J'y serai favorable.

JEAN BOISSONNAT. — Dans quel sens ?

M. MITTERRAND. — Je souhaite le scrutin proportionnel.

JEAN BOISSONNAT. — Tout de suite ?

M. MITTERRAND. — Le plus tôt sera le mieux.

MICHELE COTTA. — Vous aussi, monsieur Giscard d'Estaing ?

M. GISCARD D'ESTAING. — Non. Pas du tout.

M. MITTERRAND. — Si j'étais en mesure de le faire, je le ferais. Cela veut dire que je ne pose pas le problème de la dissolution en principe. C'est simplement une nécessité, car je veux conduire ma politique. Il y aura des élections et le peuple décidera.

M. GISCARD D'ESTAING. — Dans le premier tour, chacun s'exprime avec une certaine véhémence. Je pourrais trouver des citations à cet égard. Je pourrais également trouver des citations, monsieur Mitterrand, je n'en cherche pas à votre propos ou de vous-même sur M. Chirac. J'en ai une sous les yeux, je ne la lirai même pas tellement elle est sévère. Donc, laissons cela. En fait, M. Chirac a indiqué dès le lendemain du premier tour...

JEAN BOISSONNAT. — M. Mitterrand voudrait dire un mot. Est-ce que vous l'autorisez ?

M. MITTERRAND. — Je veux dire que personnellement je ne compte pas faire un gouvernement avec M. Chirac au lendemain de l'élection. Le problème ne se pose pas pour moi.

M. GISCARD D'ESTAING. — Je veux dire, quand on invoque le témoignage de quelqu'un, encore faut-il porter sur ce quelqu'un un jugement positif. J'indique simplement que le lendemain du premier tour M. Chirac a indiqué qu'il voterait pour moi à l'élection présidentielle ; pour moi, le critère — comme d'ailleurs vous l'indiquiez pour vous tout à l'heure — ce sont ceux qui élisent le président de la République, et je note que la totalité des dirigeants de la majorité des parlementaires de la majorité, avaient indiqué qu'ils voteront désormais pour le président de la République. Donc, la question de ma majorité, et quand je dis « ma » majorité ce n'est pas un « ma » possessif, est réglée. Il n'y aura pas de dissolution. Un comportement sera constitué. Il comportera bien entendu des personnalités représentatives de l'ensemble de la majorité, et il se mettra au travail, pour adopter les premiers textes concernant l'emploi, et notamment l'emploi des jeunes, que je voudrais voir figurer à la session parlementaire de printemps.

Mais la réponse à ma question, la réponse que vous avez faite, me surprend énormément. Nous ne sommes pas dans un régime présidentiel ou personnel. Vous m'avez fait des reproches à cet égard dans le passé, vous en avez fait encore plus au général de Gaulle, j'ai lu un certain nombre de textes. Mais la Constitution dit que le gouvernement est responsable devant le Parlement. Si vous agissez ainsi que vous dites, c'est-à-dire si votre gouvernement ne va pas devant le Parlement, il ne pourra rien faire, il n'aura le droit de ne rien faire, il devra attendre le résultat des élections. Nous n'avons pas en France un système tel qu'un président de la République, vous ou moi, ou d'ailleurs le général de Gaulle dans le passé, puisse nommer un gouvernement qui ne rende de comptes à personne. Si donc il ne va pas devant le Parlement il ne pourra faire qu'une chose, c'est ce qu'on appelle — vous connaissez la formule — expédier les affaires courantes. Or, j'ai lu dans vos déclarations, je crois que

Celle de M. Mitterrand débouche sur un constat : après ce qu'a dit M. Chirac au cours de la campagne — citations à l'appui — la majorité sortante n'existe plus. Il en faut une autre, et il appartiendra aux partis politiques concernés de se mettre d'accord sur un programme. Le nouveau président dissoudra l'Assemblée nationale quand il le voudra et si cela apparaît vraiment nécessaire. Le parti socialiste restera maître de ses décisions et, de toute façon, ce sont les Français qui auront le dernier mot puisqu'ils seront appelés à voter.

Quant au parti communiste — et tous ceux qu'il représente, on ne saurait continuer à l'exclure de la vie nationale. M. Giscard d'Estaing se satisfait d'avoir démasqué dans la « nébuleuse de l'union de la gauche » la présence des communistes, car il ne faut pas que les Français soient trompés, et M. Mitterrand rappelle que son objectif demeure de battre les « forces conservatrices ».

Deuxième manche. M. Giscard d'Estaing se place d'abord en position défensive : la France a fait de son mieux devant

c'était à l'Express, que vous aviez l'intention de prendre tout de suite un certain nombre de mesures. Vous dites par exemple : « Réduction du taux de la T.V.A. sur les produits de grande consommation, recrutement d'un certain nombre de fonctionnaires ». Ce sont des décisions qu'un gouvernement chargé des affaires courantes ne peut pas prendre. Donc, la procédure que vous indiquez n'est pas réalisable. Le gouvernement doit aller devant l'Assemblée, l'Assemblée peut ou non le censurer. Vous pourriez, comme président de la République, la dissoudre ensuite à tout moment. Mais l'estime qu'un gouvernement, pour pouvoir exister, en France, doit aller — il n'y a

jamais eu d'exemple en sens contraire — devant le Parlement. Nous sommes dans un régime où existe le contrôle parlementaire. Et j'ajoute qu'il y aura d'importantes négociations internationales au mois de juin, notamment sur l'Europe. Imaginez-vous un gouvernement français qui arrive dans une enceinte internationale alors qu'on saura qu'il a été nommé par le président de la République et qu'il n'a même pas eu un contact avec la représentation nationale. Si c'est la formule que vous choisissez, il expédiera les affaires courantes, c'est-à-dire qu'il réglera les petits problèmes quotidiens. Il ne pourra prendre aucune décision importante engageant la France.

« Vous êtes bien changeant... »

JEAN BOISSONNAT. — M. Mitterrand souhaite répondre sur ce point.

M. MITTERRAND. — M. Barre, que vous avez nommé, a mis quarante et un jours à se présenter devant l'Assemblée nationale. Je veux dire par là que pendant quarante et un jours il a bien fallu qu'il fasse quelque chose.

M. GISCARD D'ESTAING. — Non...

M. MITTERRAND. — Ah ! il n'a rien fait !

M. GISCARD D'ESTAING. — Il a géré les affaires courantes. C'est une tradition, monsieur Mitterrand. Et cela veut dire dans ce cas-là, et c'est important, que votre dissolution, elle ne pourra intervenir que mi-juin ou fin juin parce que, si vous regardez le calendrier — je l'ai fait avec soin — vous savez que l'installation du président de la République se fait, à un jour près — c'est le problème en discussion — vers le 25 ou 26 mai, qui est l'anniversaire de ma prise de fonction. La convocation de l'Assemblée nationale, c'est début juin. Il y a quelques jours nécessaires, d'autant plus que c'est l'Ascension à ce moment-là. Le gouvernement va devant l'Assemblée nationale. S'il met du temps à y aller, comme l'avait fait M. Barre, cela veut dire que votre dissolution ne peut intervenir qu'à la mi-juin et que les Français voteront à la mi-juillet ou fin juillet. Est-ce réaliste ?

M. MITTERRAND. — Le président de la République peut dissoudre quand il le veut. Et je dissoudrai quand je le déciderai. A ce moment-là je ne serai pas dans l'obligation de vous rendre compte et j'agirai selon mes devoirs et la Constitution. croyez-moi, elle sera respectée. J'ai l'intention de dissoudre et j'ai l'intention de faire procéder à des élections avant le 1er juillet. Si un argument majeur s'opposait à cela, de toutes manières ma décision serait maintenue. Je veux dire par là que je ne serais pas en mesure de garder cette Assemblée. Le problème pour moi

« Voilà mon programme », vous direz : « Messieurs les députés, je vous renvoie chez vous ». Ce qui veut dire, d'ailleurs, que les conditions de l'élection et leurs significations pour le président de la République seront très fortes. Car si vous renvoyez les députés sans même qu'ils aient eu droit à un exposé de la politique de votre gouvernement et aux possibilités d'exprimer la censure, ensuite si le suffrage universel renvoie les mêmes, c'est un désaveu au président de la République. Il ne faut pas confondre avec la situation de 1978, dont nous avons débattu. Quant il y

Dissolution et affaires courantes

Jean BOISSONNAT. — J'aurais voulu poser une question à M. Mitterrand sur la question de M. Giscard d'Estaing. Parce que M. Mitterrand a déjà eu l'occasion de dire qu'il ne serait pas le seul contraint de dissoudre l'Assemblée si vous étiez élu. Il m'intéresserait de savoir en votre présence comment il argumente sur ce point.

M. MITTERRAND. — Après avoir entendu ce qui vient d'être dit par M. Giscard d'Estaing, j'avais moi aussi envie de lui poser une question selon les règles qui ont été établies. Ce sera donc une question indirecte, qui sera quand même entendue. Je voudrais simplement qu'on m'explique, c'est-à-dire que l'autre candidat veuille bien m'expliquer. Son raisonnement ne tombe-t-il pas dans le vide ? Le 17 mai 1974 vous déclariez, c'était une autre élection présidentielle il y a sept ans : « Je vous demande de me croire. » Vous vous adressiez aux

Français : « Vous ne serez pas déçus, vous serez surpris par l'ampleur, par l'audace, par la rapidité du changement que je veux introduire dans la politique de notre pays. » Et voilà que celui que vous proclamez comme votre partenaire avec lequel vous n'avez jamais eu d'ennuis, peut-être quelques troubles dans la majorité, en tout cas jamais de motion de censure, voilà que M. Chirac, responsable du R.P.R., vous répond, le 22 mars 1981, au « Club de la Presse » d'Europe 1 : « La France est dans une situation extraordinairement difficile. Je suis certain que la voie que nous suivrons, si M. Giscard d'Estaing était réélu, serait la même et conduirait encore plus vite à des désordres plus graves. » Deuxième citation, il n'y en a pas beaucoup, toujours M. Jacques Chirac, 9 mars 1981, à l'émission « Cartes sur table » d'Antenne 2 : « Nous sommes dans une situation extrêmement préoccupante qui exige un changement complet de politique, et on ne change pas de politique avec les mêmes hommes. »

Et une troisième citation très rapide, en date du 4 mars 1981 : « Out, je porte un jugement négatif sur le septennat. » Sans doute, Monsieur Giscard d'Estaing, considérez-vous que M. Chirac fait partie du « chœur des pleureuses », mais il n'empêche que j'aperçois une contradiction entre votre apparente tranquillité d'il y a un moment sur l'avenir de votre majorité — pour peu que vous soyez élu — et des déclarations aussi contradictoires qui montrent que, si vous êtes élu, vous n'avez pas de majorité. Mais bien entendu j'ai une réponse à apporter. Je constituerai un gouvernement comme je le dois. Après mon élection, quand le moment sera venu d'assumer mes responsabilités. Ce gouvernement sera composé des personnes, femmes et hommes, que j'aurai choisies. Ces personnes seront celles qui auront approuvé des options pendant la campagne présidentielle.

Je ne serai pas en état de débattre ou de discuter, pour la raison que la campagne présidentielle m'absorbe, qu'elle retient entièrement mon attention, que c'est à elle que je dois me consacrer, qu'elle est d'une nature particulière, que ce n'est pas l'affaire d'un parti. Je constituerai ce gouvernement après la désignation du premier ministre, de telle sorte que celles et ceux qui m'ont approuvé dans ma démarche à moi, candidat des socialistes, puissent s'y retrouver. Je serai ainsi assuré de la cohérence de ce gouvernement.

Vous savez que quelques formations politiques nombreuses, m'ont rejoint pour le deuxième tour de scrutin et bien entendu la question m'est posée : « Est-ce que vous ferez appel aux représentants de ces partis, et particulièrement du parti communiste, pour entrer dans ce gouvernement ? » Et je rappellerai à cet égard que si l'union de la gauche s'est rompue en 1977, c'est précisément autour de la discussion sur un programme de gouvernement. Je ne peux donc pas considérer à l'heure actuelle que cette question soit réglée. C'est une question sérieuse. La plus sérieuse de toutes.

J'entends donc former un gouvernement qui sera constitué par ceux qui m'auront approuvé, et ce n'est qu'après l'élection présidentielle et en vue des élections législatives dont nous avons parlé tout à l'heure, que les organisations politiques responsables examineront en commun, si elles le désirent, si elles sont en mesure ou non de signer entre elles un contrat de gouvernement et donc d'aborder les élections législatives futures en situation d'accord. Quant au gouvernement que j'aurai constitué, il sera tout simple-

men de passage, ou concours d'entrée à l'Elysée. Le professeur Giscard essayait de coller l'élève Mitterrand : n'essayez pas de tricher, j'ai entre les mains le projet socialiste, combien d'entreprises exactement avez-vous l'intention de nationaliser ? Les questions étaient pertinentes, impertinentes parfois : Pouvez-vous me donner le cours du mark ?, niais c'était des questions, pas des réponses, ou rarement, sur ce qu'il ferait, lui, en cas de victoire.

Chargés d'arbitrer le match — ils s'en sont d'ailleurs très bien tirés —, Michèle Cotta et Jean Boissonnat avaient beau relancer la balle dans le camp du président sortant, elle rebondissait presque toujours dans celui du prétendant.

Pour finir, chacun d'eux s'est tourné vers nous et, là encore, la différence de ton, de préoccupation sautait au nez. Le tenant du titre ne nous a parlé que de lui ; il avait changé, il avait appris par la voie dure, il s'était battu pour nous, il méritait confiance et récompense. Le challenger, en revanche, nous a parlé de nous, du pays qu'on aimerait habiter, de la société qu'on voudrait former, plus juste, plus généreuse, plus humaine. L'un s'est montré pratique, l'autre lyrique. Normal : ne représentent-ils pas l'un et l'autre deux faces opposées de l'opinion publique ?

CLAUDE SARRAUTE.

Concours d'entrée

Ce coup-ci, c'était du sérieux. Tant pis pour la télégraphie ! Le candidat du rassemblement retirait et remettait sans arrêt ses lunettes en père tranquille scrutant les registres du règne. Quant au candidat-président, il n'a pas quitté les siennes. Lui y voyait mieux, nous on voyait moins l'ironie aculée de ses regards et de ses remarques.

Comme en 1974, exactement pareil, l'al revu avant hier leur précédente rencontre : Valéry Giscard d'Estaing a essayé d'envoyer son adversaire dans les cordes en l'asticotant sur la question de la dissolution de l'Assemblée nationale et de l'éventuelle participation de ministres communistes au gouvernement. Cette fois-ci pourtant — en sept ans les choses ont le temps de bouger, — François Mitterrand s'est avancé paisible dans le rond de lumière pour évoquer la dynamique du succès et la force de l'élan populaire qui le porterait à la barre de l'Etat. Vous ne semblez pas mesurer, a-t-il dit à peu près, le désir de changement des Français. A quoi on était tenté d'ajouter l'usure inexorable du pouvoir dont la télé élimine, soir après soir, la trame.

Au-delà des petites phrases — Vous êtes l'homme du passé. Vous êtes le ministre, de la parole, — ou des considérations extrêmement difficiles à suivre pour le gros du troupeau sur la politique européenne, on avait l'impression d'assister à un ex-



Blazer pure laine
2 coloris
960 F.
Jupe plissée à carreaux
coordonnée
6 coloris
610 F.

BOUTIQUE
DORMEUIL
261, rue Saint-Honoré Paris 1^{er}

entre les deux candidats

POLITIQUE

le rôle du challenger

la crise mondiale avec des succès — la croissance de la production, l'augmentation du niveau de vie, les efforts de solidarité — et des revers — l'inflation et le chômage. « Vous vous êtes toujours trompé », lance M. Mitterrand. Il y aura d'autres formules : « Vous gérez le ministère de la parole, moi j'ai géré la France », assène le président sortant. « Vous ne voulez pas parler du passé parce que vous êtes l'homme du passif », ou, encore : « Je ne suis pas votre élève », rétorque le candidat socialiste.

M. Giscard d'Estaing veut mettre en valeur une conséquence du programme socialiste : pour 50 % l'industrie sera nationalisée. « Nous serions en économie socialisée comme aucun autre pays en Europe. » M. Mitterrand pense qu'il n'y aura pas plus de nationalisations que ce qui est prévu. « C'est la gauche qui nationalise, mais c'est la droite qui étatisse », ajoute-t-il en relevant que son adversaire est mis en cause par ses propres partenaires sur la tendance à la bureaucratisation, alors que ce sont eux qui gouvernent.

Le candidat socialiste reproche au président sortant d'avoir « accepté le chômage ». Celui-ci lui répond : « Si vous êtes élu,

à une élection normale en France, si elle envoie une majorité différente, le président de la République doit en tirer un certain nombre de conséquences. Il doit, avec sagesse, essayer de trouver une formule. Mais si le président de la République prend l'initiative, et vous venez de le dire, de renvoyer la représentation parlementaire sans même la réunir, et si la même représentation parlementaire revient, quelle est l'autorité, quelle est la situation du président de la République et, en tout cas, dans l'intervalle, le gouvernement ainsi formé ne peut qu'expédier les affaires courantes. Il ne peut entreprendre aucune des grandes actions, aucune des grandes décisions que vous avez évoquées dans vos déclarations.

JEAN BOISSONNAT. — Monsieur Giscard d'Estaing, en ce qui concerne l'expédition des affaires courantes, je voudrais que vous puissiez préciser avec M. Mitterrand trois points précis, parce que M. Marchais a déclaré au lendemain du comité central du parti communiste, qu'il attendait d'un gouvernement de gauche trois mesures précises : la hausse du SMIC ; le blocage des prix ; la revalorisation des allocations familiales. Est-ce que sur ces trois mesures précises un gouvernement ne peut pas agir sans avoir recours à l'Assemblée nationale ?

M. MITTERRAND. — Je ne voudrais pas que nous passions notre temps à nous comporter en juristes compliqués discutant de choses que beaucoup de Fran-

çais risquent de ne pas aimer, dans la mesure où ça les ennuiera. Je suis quelqu'un qui a toujours respecté la loi, et je la respecterai. J'ajoute que, comme vous serez à ce moment-là un ancien président de la République, vous ferez partie du Conseil constitutionnel, et vous pourrez dire votre mot.

JEAN BOISSONNAT. — Sur les trois questions que je viens d'indiquer, est-ce que des décisions peuvent être prises sans l'accord du Parlement ?

MICHELE COTTA. — Et est-ce que vous les prendriez ?

M. MITTERRAND. — Plusieurs de ces mesures sont d'ordre réglementaire, c'est-à-dire sont de l'autorité du gouvernement.

JEAN BOISSONNAT. — Nous les retrouverons tout à l'heure.

M. MITTERRAND. — Le gouvernement, c'est toujours le gouvernement de la République. Toujours.

M. GISCARD D'ESTAING. — Ce sont des points très importants. Nous n'allons pas y rester. J'ai des questions encore plus importantes à vous poser. Mais ce sont des questions importantes car il ne faut pas faire croire aux Français que vous aurez le pouvoir de prendre, en mai ou en juin, des décisions que vous ne pourrez pas prendre, que, légalement, vous ne pourrez pas prendre. Quand vous dites, par exemple : « Je baisserai la T.V.A. sur les produits de consommation courante », vous n'aurez pas le droit de le faire...

Quels ministres ?

JEAN BOISSONNAT. — Vous pouvez augmenter le SMIC, monsieur Giscard d'Estaing...

M. GISCARD D'ESTAING. — Ah ! le SMIC, on peut le fixer ! JEAN BOISSONNAT. — Et on peut bloquer les prix...

M. GISCARD D'ESTAING. — C'est à la limite. On n'a jamais pris, dans des périodes qui ne sont que des périodes électorales, des décisions qui bouleversent les conditions de l'activité économique.

JEAN BOISSONNAT. — C'est contraire à la coutume, mais ce n'est pas contraire à la loi...

M. GISCARD D'ESTAING. — C'est contraire à la coutume, et une décision de cette nature serait d'ailleurs très vivement critiquée. Alors, deuxième question à M. Mitterrand : il y a donc des élections. Si, comme vous le dites, vous renvoyez l'Assemblée nationale, c'est parce que vous voulez avoir une autre majorité. Et cette autre majorité, on voit bien de qui elle est composée. Elle est composée des 26 % d'électeurs que vous avez eus — dont, d'ailleurs, quelques points de communistes — et puis, il faut encore trouver 24 % ou 25 %, donc la totalité de l'électorat communiste. Comme nous avons un scrutin d'arrondis-

sement à deux tours, et que vous venez de dire à l'instant que vous dissolviez tout de suite — donc il n'y a pas de changement de loi électorale, — il faut un accord électoral. Vous n'allez pas le faire avec ceux que vous allez chasser, vous le ferez donc avec ceux que vous voulez ramener, c'est-à-dire avec le parti communiste. Quelles sont les conditions que le parti communiste demandera pour aboutir à un tel accord électoral ? Et, deuxièmement, quand vous aurez nommé votre premier ministre ensuite et qu'il viendra vous dire : « Monsieur le président de la République, je vous propose des ministres communistes », quelle sera votre réponse ?

M. MITTERRAND. — J'ai déjà répondu au premier élément de la question posée, non pas spécialement par vous, mais par l'opinion publique. J'ai d'ailleurs eu l'occasion d'y répondre au cours des multiples débats qui m'ont conduit aux postes de télévision ou aux postes de radio-diffusion. Et je répète — car j'ai déjà abordé de moi-même ce sujet — que le premier gouvernement que je constituerai sera composé des femmes et des hommes qui se seront engagés sur les options du candidat socialiste que je suis toujours. Bien entendu, à partir du moment où les élections législatives devront être

le chômage augmentera à cause des mesures que vous prendrez et qui pèseront sur les entreprises. Il n'y aura plus d'investissements et personne n'embauchera. » Les deux interlocuteurs confrontent leurs positions en matière fiscale, ainsi que sur le développement des sources d'énergie nationale : tout nucléaire ou diversification ?

Les échanges deviennent plus confus, en fin de débat, sur l'Europe, les rapports Est-Ouest, la politique africaine. C'est l'occasion pour M. Giscard d'Estaing de noter que les socialistes n'ont pas voté un centime pour la défense, et pour M. Mitterrand d'affirmer que les socialistes ne sont pas des « mauvais Français ». Il est temps de conclure.

Le président sortant le fait en résumant le message qu'il a voulu faire passer sur les risques que ferait courir à la France le succès de son adversaire et en mettant en garde les Français contre leur goût du changement. Et puis, il parle de lui, qui a changé, qui s'est transformé, qui a acquis de l'expérience sous la pression de dures épreuves. Bref, il est mieux armé pour poursuivre sa tâche.

M. Mitterrand observe qu'il est dans la position de quel-

moins que vous n'avez déjà des objections à me faire sur ce sujet, que cette question, sans cesse posée... on s'aperçoit d'ailleurs bien pourquoi elle l'est. Je trouve ça très intéressant, parce que, moi, j'ai l'intention de parler de façon très claire. Cela fait déjà très longtemps que je me suis battu dans ce pays pour tenter de réussir l'union de la gauche, et je n'ai jamais désavoué ma démarche. Simplement, je me suis trouvé devant une situation qui la

rendait impossible. A partir de là, j'ai dû le constater. Mais les socialistes, dont je ne suis plus le premier responsable, dont je ne serai plus responsable, ni membre, mais proche cependant, une fois élu président de la République, ce parti socialiste restera maître de ses décisions et, bien entendu, je pense qu'il restera l'ami aussi fidèle à l'axe de sa politique, qui tend au rassemblement populaire autour de ces objectifs. Voilà ce que j'entends faire...

« On ne peut pas conduire un peuple les yeux bandés »

MICHELE COTTA. — Monsieur Mitterrand, est-ce que, au fond, vous ne reculez pas pour mieux sauter, parce que cet accord avec les communistes, que vous ne recherchez pas entre le premier et le deuxième tour de l'élection présidentielle, vous allez le rechercher dès que l'élection présidentielle sera terminée ?

M. MITTERRAND. — Ce n'est pas mon affaire comme candidat à l'élection présidentielle.

MICHELE COTTA. — Est-ce que ce n'est pas une réponse un peu facile ?

Mais je voudrais vous dire, à

qu'un qui se voit contester son permis de conduire par un conducteur dont la voiture a versé dans le fossé. Il s'envole, ensuite, pour évoquer d'autres sujets, non traités mais chers à la gauche, comme le tiers-monde, et pour opposer à la « politique du passé » celle qui est maintenant possible. Le candidat socialiste termine par un long développement sur la défense des libertés.

On vient d'assister à un débat tendu, mais digne, moins spectaculaire que ne le promettait sa difficile préparation, mais moins superficiel qu'on ne pouvait le craindre. M. Giscard d'Estaing a fait preuve d'une agressivité bien contenue et M. Mitterrand de sa capacité à contrer les attaques les plus incisives. Dommage que ce genre de débat n'ait lieu que tous les sept ans ! Cette fois, c'est le tenant du titre qui se comportait en challenger, tandis que le représentant de l'opposition s'expliquait sur ce qu'il ferait à l'Elysée. Un renversement des rôles qui, dans l'immédiat, confèrait à M. Mitterrand le crédit qui lui était pourtant contesté.

ANDRÉ LAURENS.

majorité aura été adoptée par les Français ; puisque ce sont les Français qui décideront. J'ai personnellement le sentiment qu'élus président de la République, c'est-à-dire disposant d'une majorité, la majorité, elle, se formera le 10 mai : cette majorité-là, elle aura une force entraînée formidable. Ce sera un événement, vous savez, pour la France, que l'élection d'un président de la République socialiste. Et le rassemblement qui se constituera nous placera dans une situation psychologique et politique différente de celle d'aujourd'hui. Et j'espère, en effet, que ce rassemblement populaire se constituera.

MICHELE COTTA. — Et si la majorité n'est pas conforme à ce que vous en attendez, vous gouvernez avec elle ?

M. MITTERRAND. — Je suis un démocrate. A ce moment-là, je serai contraint de répondre, comme M. Giscard d'Estaing à Verdun-sur-le-Doubs, lorsqu'il pouvait redouter la victoire de la gauche en 1978 : j'appliquerai la loi et je resterai là où je suis en essayant de veiller aux intérêts de la France de mon mieux.

(Lire la suite page 10.)



NOUVEAU PARIS-MEXICO.

Le 26 avril, Pan Am ouvre sa nouvelle ligne Paris-Mexico. Au départ d'Orly parce que c'est plus pratique. Le lundi et le samedi via Miami. Le jeudi via Tampa. Et tous les jours via New York.

Pour Mexico, viva Pan Am. Vive les nombreux avantages : accueil, confort, service... que vous trouverez à bord de chacun de nos avions. Avec Paris-Mexico, c'est encore une nouvelle destination offerte par Pan Am.



Pan Am vous ouvre les bras.

Interrogez votre agent de voyages ou appelez Pan Am : 266.45.45.

HORAIRE (effectif au 26 avril 1981)		
Départ de Paris-Orly	via	Arrivée à Mexico
Lundi - Samedi à 12.00	Miami	à 17.30
Jeudi à 12.45	Tampa	à 20.00
Quotidien à 12.00	New York	à 23.15
Départ de Mexico	via	Arrivée à Paris-Orly
Vendredi-Dimanche à 11.35	Miami	à 08.30*
Mercredi à 10.25	Tampa	à 09.00*
Quotidien à 08.55	New York	à 09.45*

* arrivée le jour suivant le départ.

PAN AM

A LA MAISON DE LA RADIO

« Y'a rien à voir ! »

Tout bien réglé à l'intérieur, curieux et importuns chassés pour éviter qu'au détour d'un cadrage subtil ou malintentionné, l'un de nos candidats fit grimace ou grise mine aux chas-seurs d'images, restait à faire régner ordre et respect aux abords du ring. Ainsi fut fait.

MM. Giscard d'Estaing et Mitterrand n'ont eu qu'à se féliciter de la discipline des reporters photographes. Interdits de séjour dans le studio — comme tout journaliste non « élu » par les candidats... et il n'y en avait que deux ! — les hommes de la pellicule ont, à leur façon, complété le bel ordonnancement, tout en rigueur austère, de la soirée.

Foin de ces bousculades, de ces coups de coude et de ces jeux d'épaule qui font l'ordinaire agité des perrons élyséens les jours de grande visite ! Les photographes ont, à la porte F de la maison ronde, délégué tout pouvoir à un seul d'entre eux : à charge pour lui d'immortaliser

la mauvaise humeur digne mais résolue de ses confrères qui, rejetés, floués, mis au chômage technique, ont accueilli l'arme au pied, dans une haine d'honneur, les deux acteurs du grand débat et leurs rares invités : lieutenants fidèles et, côté V.G.E., quelques jeunes gens récompensés pour leur militantisme.

Rogne et grogne sous la pluie. Des journalistes de France-Inter et de la télévision se voyaient, eux aussi, priés de faire place nette. Ainsi l'avait voulu... Mari-gnan ? « Faux, c'est Mitterrand qui veut. » Solferino ? « Non, c'est la commission de contrôle. » Les officiels donc, gardiens de l'équité ? « Mais non, voyez les candidats... » Il n'y eut rien à faire : « Circulez, circulez, disait le vigile zélé de l'entrée, y'a rien à voir... »

Un seul privilégié a pu « voir » : un photographe de la S.F.P., censé travailler pour tous et fixé pour la postérité la pol-gnée de mains aimables des adversaires. — D. P.

VIVA MEXICO!

NOUVEAU PARIS-MEXICO.

Le 26 avril, Pan Am ouvre sa nouvelle ligne Paris-Mexico. Au départ d'Orly parce que c'est plus pratique. Le lundi et le samedi via Miami. Le jeudi via Tampa. Et tous les jours via New York.

Pour Mexico, viva Pan Am. Vive les nombreux avantages : accueil, confort, service... que vous trouverez à bord de chacun de nos avions. Avec Paris-Mexico, c'est encore une nouvelle destination offerte par Pan Am.



Pan Am vous ouvre les bras.

Interrogez votre agent de voyages ou appelez Pan Am : 266.45.45.

HORAIRES (effectif au 26 avril 1981)

Départ de Paris-Orly	via	Arrivée à Mexico
Lundi - Samedi à 12.00	Miami	à 17.30
Jeudi à 12.45	Tampa	à 20.00
Quotidien à 12.00	New York	à 23.15
Départ de Mexico	via	Arrivée à Paris-Orly
Vendredi-Dimanche à 11.35	Miami	à 08.30*
Mercredi à 10.25	Tampa	à 09.00*
Quotidien à 08.55	New York	à 09.45*

* arrivée le jour suivant le départ.

PAN AM

POLITIQUE

Le débat radio-télévisé

(Suite de la page 9.)

M. GISCARD D'ESTAING. — On ne peut pas défendre des théories de cette nature, je vous le dis très franchement. D'abord, on ne peut pas conduire un peuple les yeux bandés. C'est un peuple majeur qui doit savoir où il va. Vous venez de nous dire, il y a quelques minutes, que vous prendriez une décision tout de suite, qui était de dissoudre l'Assemblée nationale, parce que vous ne pouvez pas travailler avec la majorité qui existe, que vous avez qualifiée de « conservatrice ». Donc, vous renvoyez les députés et vous nous dites ensuite : « Eh bien, on verra avec qui on s'entendra... » On ne verra pas avec qui puisque, dès lors que la majorité s'en va, vous êtes obligé de rechercher un accord à l'intérieur de ceux qui vous auront soutenu, c'est-à-dire socialistes et communistes. Il n'y a, aucune autre alternative. Et j'imagine qu'à l'heure actuelle vous y avez réfléchi ! Vous n'avez pas découvert, le 15 juin, qu'un accord entre les socialistes et les communistes est impossible, alors qu'on sera en plein milieu d'élections que vous aurez vous-même décidées. Et, deuxièmement, vous ne pouvez pas dire aux Français : « Je veux conduire un grand changement avec n'importe qui ». Et c'est ce que vous êtes en train de nous dire. Vous n'avez même l'Assemblée actuelle, parce que, dans ce cas-là, vous ne la dissolvez pas, et surtout, si vous voulez conduire un grand changement avec n'importe qui, c'est que vous ne pouvez pas conduire un grand changement ; parce que vous savez très bien que le projet socialiste — que j'ai là, — qui est d'ailleurs un texte important, et dont nous lirons tout à l'heure des extraits, c'est un changement important de la vie de la France et que la majorité actuelle non seulement n'y est pas favorable, mais y est absolument hostile.

Si donc votre projet, votre ambition, c'est le projet socialiste ou une forme voisine, il faut avoir une majorité pour le faire. Je n'imagine pas l'autorité, ni intérieure, ni extérieure, du président de la République française — et ça compte, j'ai porté le poids de cette fonction pendant sept ans — si, étant élu avec les voix communistes, il voit revenir, après avoir congédié le Parlement, une majorité qui lui soit hostile et qu'il dise à ce moment-là : « Mais tout va bien. Je continue, je vais diriger les affaires de la France... » C'est totalement invraisemblable. A Verdun-sur-le-Doubs, ce que j'avais dit, c'est que dans une échéance électorale normale le

président de la République en fonction a le devoir de tenir compte de ce que choisissent les électeurs. Mais s'il prend l'initiative — car c'est vous qui prenez l'initiative — de congédier le Parlement, et si l'opinion publique le désavoue, car c'est ça que cela veut dire, en renvoyant une majorité de sens inverse, le président de la République n'a plus aucune autorité et, à mon avis, il ne peut pas rester, et d'ailleurs, à mon avis, il ne resterait pas. Dans une autre situation, ce serait différent. La vérité, c'est que vous avez besoin d'une majorité pour faire ce que vous voulez faire, et que cette majorité c'est l'alliance, d'ailleurs normale, des socialistes et des communistes. Mais, dans ce cas-là, il faut vous battre ouvertement pour dire : cette majorité, il faut la rassembler. D'abord lors de l'élection présidentielle, ensuite lors des élections législatives. Sinon, nous entrons dans un système politique de désordre et de confusion, comme la France en a connu dans le passé et comme la V^e République, heureusement, nous en a délivrés.

M. MITTERRAND. — Monsieur Giscard d'Estaing, je souhaite gagner l'élection présidentielle, je pense la gagner mais quand je l'aurai gagnée je ferai tout ce qu'il conviendra de faire, dans le cadre de la loi, pour gagner les élections législatives. Mais si vous n'imaginez pas ce que sera, à partir de lundi prochain, l'état d'esprit de la France, sa formidable volonté de changement, alors c'est que vous ne comprenez rien à ce qui se passe dans ce pays. Et si tous ceux qui veulent se rassembler autour du président de la République élu le 10 mai veulent l'aider par la suite, de plus en plus nombreux, à former la majorité législative, elle me trouvera à ses côtés. Quant à votre dégoût, disons anti-communiste, permettez-moi de vous dire qu'il mériterait quelques correctifs. Car c'est quand même un peu trop facile... Vous comprenez, les travailleurs communistes sont nombreux. On finit par pas croire, dans votre raisonnement : « A quoi servent-ils ? » Ils servent à produire, à travailler, ils servent à payer des impôts, ils servent à mourir dans les guerres. Ils servent à tout, mais ils ne peuvent jamais servir à faire une majorité en France. La façon dont vous le dites implique une sorte d'exclusion de la vie nationale qui n'est pas dans mon état d'esprit. De telle sorte que si les Français élisent une majorité lors des élections législatives qui soit une majorité de rassemblement populaire, bien entendu, je travaillerai avec eux.

le reproche, mais je demande que ceci soit bien entendu et compris par nos concitoyens.

M. MITTERRAND. — Vous trompez nos concitoyens lorsque vous prétendez avoir une majorité. Ce que j'ai dit tout à l'heure de la pensée exprimée par M. Chirac, au sujet de votre septennat, de la dureté de ses propos, de [son] sentiment de votre échec et que le changement de politique nécessaire devrait entraîner un changement d'homme, et donc un changement de président... Permettez-moi de vous dire que Jacques Chirac en a dit davantage : « Si l'on peut rendre à ce pays la confiance et l'espoir, fut-ce au

prix de la défaite du président de la République — vous —. C'est l'intérêt de la France qui m'importe et non pas de l'intérêt de tel ou tel homme, y compris le mien. »

JEAN BOISSONNAT. — Et c'est comme cela que vous allez faire une majorité ?

M. MITTERRAND. — J'entends, en effet, une fois élu président de la République, entraîner la majorité des Français qui auront voté pour moi le 10 mai. Le 10 mai, si je suis élu, c'est bien parce que j'ai la majorité. Pardonnez cette vérité de La Palice. Avec toutes celles et tous ceux qui m'auront soutenu, oui, j'essaierai

de faire avec eux une majorité pour les législatives.

M. GISCARD D'ESTAING. — Je voulais qu'il y ait un point clair, pour clarifier le débat. Les Français attendent des réponses. Si vous êtes élu président de la République, vous souhaiterez l'élection d'une majorité composée de socialistes et de communistes lors des élections législatives qu'entraînera la dissolution immédiate de l'Assemblée nationale. Je voulais que ce point soit connu.

M. MITTERRAND. — Je souhaiterai battre les forces conservatrices qui ont marqué sous votre conduite le déclin de la France.

parti, qui est devenu un parti menaçant pour la majorité présidentielle que vous représentez aujourd'hui. Donc je n'ai pas perdu mon temps, et si je pouvais faire pour la France, à la mesure de la France bien entendu, ce que j'ai pu faire pour le socialisme en France, ma foi, ce ne serait pas perdu.

Les deux choses pétrolières, c'est vrai — ce n'est pas la peine de prendre un ton professoral pour le dire. Figurez-vous qu'on l'a remarqué, nous aussi, le choc pétrolier, et je ne suis pas de ceux qui vont dire que le coût du pétrole ne compte pas lourdement dans les difficultés qui sont les nôtres. Mais tout rejeter sur le pétrole, ce n'est pas vrai.

Sur le plan de l'inflation, le pétrole pèse lourd, disons 3 % sur les quelque 14 % de l'année 1980. De telle sorte qu'il faut que vous vous expliquiez aussi sur votre responsabilité dans la vie chère en France. J'en reviens maintenant à la question que vous m'avez posée après avoir simplement fait remarquer que la Grande-Bretagne, qui produit du pétrole, est dans une grave crise, et que le Japon, qui n'en produit pas, supporte très bien le choc de la concurrence internationale, ce qui démontre pour une part le raisonnement de M. Giscard d'Estaing.

M. GISCARD D'ESTAING. — Un mot simplement. L'Angleterre n'arrive pas à se remettre des conséquences de la gestion travailliste, c'est-à-dire socialiste, dont elle a souffert pendant cinq ans. Le Japon, au contraire, stimulé par son économie libérale, est, en effet, capable de se dégager du choc pétrolier.

Les nationalisations

M. MITTERRAND. — Ce n'est pas exact du tout, la crise avait commencé avec les conservateurs et les deux pays qui en Europe s'en tirent le mieux aujourd'hui sont un pays à gestion socialiste, l'Autriche, et un pays dont la gestion socialiste fut si longue qu'elle pèse encore sur les décisions du gouvernement lui ayant succédé, je veux dire la Suède. Mais on ne va pas s'attarder sur cette discussion, nos auditeurs concluront demain.

Ce que je veux dire c'est qu'en ce qui concerne le programme commun et la liste des nationalisations qui y figurent, bien entendu elles se trouvent un peu contredites par l'événement, dans la mesure où, vous le savez, un certain nombre de ces sociétés que vous ne voulez pas que le nationalisme ont été dans l'intervalle internationalisées par le grand capital. Je pense en particulier à Roussel-Uclaf et à certaines branches — mais ça c'est un problème très actuel — de Pechiney. Mais la liste en question reste la liste que je retiens. Je compte nationaliser les banques. Ce qui reste non nationalisé depuis la nationalisation des banques exécutées...

JEAN BOISSONNAT. — Toutes les banques, Monsieur Mitterrand ?

M. MITTERRAND. — Les banques, toutes les banques. Le général de Gaulle avait fait l'essentiel en 1945. (Il avait regretté en 1947 de ne pas avoir tout fait. Eh bien, il m'incombera de le faire à mon tour.) Et onze, je crois, groupes industriels. Ce que j'entends dire, c'est que la liste que j'ai déjà produite a valeur de contrat. Ce qui veut dire que ce qui n'est pas dans cette liste ne sera pas nationalisé. Si, plus tard, il devait y avoir des évolutions — c'est-à-dire de nouvelles concentrations capitalistes, tendant au monopole dans les secteurs-clés de l'économie, — alors il appartiendra au Parlement, lors de futures élections, c'est-à-dire lorsque les Français seront en mesure de souscrire un nouveau contrat avec les responsables politiques, d'agir, mais tant que je serai responsable dans la situation présente, la liste est une liste limitative.

JEAN BOISSONNAT. — Monsieur Mitterrand, je voudrais vous poser une question plus personnelle. Est-ce que quand vous dites : « C'est un contrat, je le respecte », vous voulez signifier par là qu'il y a des symboles

La crise, les succès et les revers

JEAN BOISSONNAT. — Nous abordons les questions économiques. Dans ce domaine, vous avez chacun un pacte. M. Valéry Giscard d'Estaing a le passé d'un homme qui a été président de la République pendant sept ans, c'est donc un bilan que certains jugent bon, d'autres médiocre, voire désastreux. M. Mitterrand a le passé de ses idées, de ses alliances et de ses amis. Le programme commun de la gauche pendant un temps, le projet socialiste aujourd'hui. Et je voulais vous demander, monsieur Giscard d'Estaing si vous vous sentez prisonnier des échecs de votre septennat et monsieur Mitterrand, si vous vous sentez prisonnier des idées que certains définissent comme étant des idées collectivistes.

M. GISCARD D'ESTAING. — Non, pas de simplification abusive. La France a vécu pendant sept ans une période de crise mondiale très difficile. J'en ai porté le poids, j'en assume les responsabilités. Je ne nie rien de ce qui a été fait pendant cette période, vous le savez, qui était une période de crise. La seule question n'est pas de savoir si la France a pu se soustraire à la crise, elle ne le pouvait pas ; j'indique qu'elle ne le peut pas plus maintenant. La question est de savoir si elle fait tout ce qu'elle peut, compte tenu de ses ressources et de sa politique. Et je vous rappelle que, dans cette période de crise, la production française a augmenté plus que celle de tout autre pays industrialisé. Le niveau de vie et le pouvoir d'achat des Français a progressé plus que dans n'importe quel autre pays industrialisé et, malgré la crise, nous avons réalisé des actions de solidarité envers des catégories démunies, personnes âgées, handicapées, travailleurs manuels, familles, femmes seules. Donc, je considère qu'un pays qui fait cela pendant une période de crise, la plus forte augmentation de la production, la plus forte augmentation du niveau de vie et un effort de solidarité, ce pays a montré ce dont il était capable.

Il y a deux grands revers, deux grandes difficultés, la hausse des prix et le chômage. Nous avons entrepris dans ce domaine des actions. Vous savez qu'à l'heure actuelle la hausse des prix est encore trop forte en France mais qu'elle diminue. Je suis convaincu que le programme, tel que je l'ai lu, proposé par M. Mitterrand relancerait immédiatement l'inflation et la hausse des prix. D'autre part, en matière de chômage, j'ai entrepris une action depuis plusieurs années. Cette action peut se développer. J'en ai indiqué les modalités et les conditions. Donc, je prends la responsabilité de ce qui a été fait. Je ne fuis aucune responsabilité et j'indique seulement que les efforts que nous avons accomplis seraient compromis, excusez le mot : ruinés, si le programme tel qu'il est présenté par M. Mitterrand entraînait en application l'été prochain.

MICHELE COTTA. — Monsieur Mitterrand, êtes-vous prisonnier des idées socialistes en la matière ?

M. MITTERRAND. — Je dois quand même répondre à ce qui a été dit par M. Giscard d'Estaing avant de développer ma propre thèse, sans quoi on risque de s'embrouiller. Je tiens simplement à dire à M. Giscard d'Estaing : vous vous êtes toujours trompé, on ne peut plus vous

Expliquez-moi, expliquez aux Français et aux Françaises qui vous écoutent. Lorsque vous disiez en 1974, c'est-à-dire au moment des promesses électorales : « Je prendrai toutes les mesures nécessaires pour garantir votre emploi à vous salariés, à vous travailleurs, à vous ouvriers ; et aussi pour garantir votre revenu à vous épargnants, à vous agriculteurs. » Lorsque vous disiez, toujours pendant votre septennat, en 1978 : « C'est grâce à cet effort — le vôtre — que la France n'est pas comme d'autres pays sur la voie d'un accroissement du chômage mais qu'au contraire elle a pu entamer une réduction significative du nombre des demandeurs d'emploi. » C'était le 26 janvier 1978 à Auxerre, lorsque vous disiez dans le même discours : « L'emploi, en particulier celui des jeunes, ne cesse de s'améliorer. On nous prédisait un million et demi de chômeurs, ils seront bientôt moins d'un million. » Ils sont aujourd'hui un million sept cent mille. Lorsque vous disiez : « Un certain nombre de signes qui ne trompent pas montrent que le creux de la vague est derrière nous », le 4 décembre 1975, vous vous êtes toujours trompé. Et

Le « ministère de la parole »

M. GISCARD D'ESTAING. — Maintenant je vais répondre d'une phrase. Après cette charge. Vous me faites penser au mot de Rivarol : « C'est un terrible avantage de n'avoir rien fait. Mais il ne faut pas en abuser. » En effet, vous gèrez le ministère de la parole, ceci depuis 1965 ou depuis 1974. Moi, je gère la France.

Vous faites d'abondantes citations de Jacques Chirac, pour quoi ne citez-vous pas une seule fois le nom de M. Marchais depuis le début de cette émission, ce serait plus intéressant. Il apporterait des éléments plus proches de votre analyse. Et, concernant les performances économiques, j'ai eu l'occasion de répondre. Un président de la République doit entraîner son pays. Il ne doit pas le décourager. Il est donc naturel qu'à tout moment, il cherche à lui proposer des objectifs de redressement ou d'amélioration. Je suis prêt à entrer dans le détail, nous ne le ferons pas.

Vous vous rappellerez que ce que je disais en 1978 était exact. Il y a eu deux chocs pétroliers. Vous direz : ils n'expliquent pas tout. Mais ils ont ébranlé notre économie. Le premier a eu lieu en 73-74. Nous commençons à en sortir dans les années 77-78. Monsieur Boissonnat, je vous prends à témoin. Nous avons à l'époque une diminution légère du chômage, la hausse des prix était

tombe au-dessous de 10 %, nous avions une croissance supérieure à 3 % par an, nous étions en train d'en sortir. Vous savez sans doute qu'il y a eu un second choc pétrolier avec les événements d'Iran, et ceci à partir de la mi-79, et qui a relancé à nouveau les difficultés économiques et le chômage. Je me suis efforcé, face au premier et au second, de redresser la situation de la France.

Il y a eu un premier redressement dans les années 77-78, il est incontestable. Nous sommes actuellement en train de nous dégager lentement du second choc pétrolier. Aujourd'hui, la balance des paiements de la France pour le premier trimestre 81 marque un net progrès par rapport à 1980. Donc, ne recherchons pas les citations du passé dans lesquelles vous vous complaisez. Je n'aurai pas la cruauté de vous relire ce que vous disiez quand vous appeliez à la réalisation du programme commun, avant 1978, ou lorsque vous vous opposiez à la Constitution de 1958 dont vous cherchiez en même temps à être le président de la République. Ceci, c'est le passé, nous devons éclairer les Français sur ce que nous allons faire, nos choix pour l'avenir. J'ai proposé un programme pour l'emploi, critiquez-le, mais ne jouons pas à ce petit jeu des citations.

L'homme du passé et l'homme du passif

JEAN BOISSONNAT. — Peut-être qu'avant de revenir à l'emploi nous allons demander à M. Mitterrand de répondre à la critique de ceux qui lui reprochent d'être encore prisonnier du programme commun ou tout au moins de sa philosophie qu'ils croient retrouver dans le projet socialiste, et je prends un seul exemple, celui des nationalisations, parce que c'est celui qui est le plus public. Est-ce que vous avez toujours le programme des nationalisations, est-ce que vous pensez que ça résoudre le problème des entreprises que vous entendez nationaliser et comment seraient indamnifiés les propriétaires actuels de ces entreprises ?

M. MITTERRAND. — Vous ne voulez pas parler du passé ; je le comprends bien, naturellement, le refrain d'il y a sept ans, l'homme du passé. C'est quand même ennuyeux que dans l'intervalle vous soyez devenu l'homme du passif. Cela gêne un peu votre démonstration d'aujourd'hui. Vous m'avez reproché d'avoir exercé une sorte de ministère de la parole, mais moi j'étais dans l'opposition. J'ai rempli mon rôle démocratiquement dans l'opposition. Qu'est-ce que vous voulez que je fasse d'autre ?

Et l'opposition ce n'est pas rien dans une République. J'ajoute que j'ai utilisé ce temps pour faire, avec d'autres, un grand

RUE DE MARIGNAN

Discretion et retenue

6, rue de Marignan, le quartier général du citoyen-candidat, avait, mardi soir, des allures de salle à manger, et la réunion des responsables giscardiens se situait à mi-chemin de la soirée familiale et de la réception — autour d'un buffet — entre gens de bonne compagnie. D'animation il n'y eut point, d'énervement moins encore.

Quelques grimaces contenues, quelques verres de whisky rapidement vidés puis remplis, furent d'entrée les seuls symptômes visibles : M. Mitterrand marquait des points. Puis tous comprurent bien vite : M. Giscard d'Estaing enfermait son adversaire, l'encerclait, l'obligeait, comme le confiait M. Jean-Pierre Solsson « à sortir du flou de la chambre noire où il voulait s'enfermer ». L'attention soutenue de l'assemblée ne se relâcha pas. On prenait des notes, on prévoyait les réparties présidentielles. On avait osé rire sur le premier cadrage de M. Mitterrand, mais sans grossièreté.

La cloaque était présente mais discrète. Bien sûr, une oreille attentive aurait sans doute perçu quelques propos désobligeants

sur les travailleurs portugais (« Qu'ils restent chez eux si leur régime marche bien »), un « oh ! » d'indignation quand M. Mitterrand fit référence à l'électorat communiste. Des réflexions empreintes d'un certain humour quand, au moment de la conclusion, le réalisateur ne cadra pas assez vite sur le visage de M. Giscard d'Estaing : « Qu'il est mauvais ! On va le fusiller ». Vers la fin pourtant on manifesta plus bruyamment son sentiment : Mitterrand était « crevé » comme prévu « il n'avait pas tenu la distance ». Une victoire du président sortant alors ? Non, un débat très court, dans lequel les journalistes avaient été parfaits, bien qu'accusés tour à tour d'interrompre les participants, de poser de mauvaises questions et de faire perdre du temps à M. Giscard d'Estaing.

La soirée finie, alors que M. Deniau et Mme Pelletier descendaient des étages vers le rez-de-chaussée à la rencontre des journalistes, une cohorte de jeunes se précipitait, avant d'aller dormir, sur la buvette qu'on avait réaménagée.

J.-Y. N.

GEORGES CASTELLAN



"DIEU GARDE LA POLOGNE!"

Polonais = catholique.

On ne peut plus ignorer cette évidence. Les ouvriers agnoulés devant les grilles des chantiers de Gdansk, la visite de Lech Walesa au pape polonais nous rappellent qu'il n'y aurait pas de Pologne sans catholicisme. Georges Castellan nous montre cette histoire singulière qui fait qu'un peuple se définit par sa religion.

ROBERT LAFFONT

« Le Rendez-vous avec la France »

MANIFESTE DES GAULLISTES DE GAUCHE

dirigé par Pierre DABEZIES

FÉDÉRATION DES RÉPUBLICAINS DE PROGRÈS

6, place du Palais-Bourbon - 75007 PARIS
Tél. : 705-29-93

EN VENTE EN
RISQUE OU SUR
COMMANDE. 15 F.

en politique qui ont leur importance? (...) Etes-vous, vous, au fond de vous-même, convaincu qu'en faisant cela vous résolvez les problèmes de la France, ou convaincu qu'en faisant cela vous créez un symbole autour duquel vous pouvez réunir des forces qui permettront de résoudre d'autres problèmes?

M. MITTERRAND. — Je suis convaincu que le gouvernement de la France aura le plus grand besoin pour conduire l'économie d'un vaste secteur public qui, déjà, aujourd'hui, est la véritable locomotive de l'investissement et de l'exportation. Lorsqu'il y a un secteur important où la concurrence a cessé d'exister, c'est-à-

« Une économie socialisée »

M. GISCARD D'ESTAING. — Vous vous trompez naturellement tout à fait. Je reviens en arrière pour noter les points forts de ce débat. Les nationalisations. Donc, M. Mitterrand, s'il était élu président de la République, ferait nationaliser l'ensemble du système bancaire et onze grands groupes industriels. C'est un point très important. J'ai fait vérifier ce que cela représente : cela veut dire que dans l'industrie française il y aura 50 % d'industries nationalisées. La France sera nationalisée pour la moitié de son industrie.

Aucun pays d'Europe, aucun pays occidental n'aura une telle structure. Je le dis pour les télé-spectateurs parce qu'ils croient que la gestion de M. Mitterrand apportera quelques modifications à quelques conditions de vie. Pas du tout, nous serions donc une économie socialisée. A partir du moment où tout le système de crédit est un système étatique, où la moitié de l'activité industrielle est étatique, c'est une économie socialisée, il faut le savoir. Et ça me permet de répondre à ce que vous disiez tout à l'heure de Jacques Chirac, monsieur Mitterrand. Jacques Chirac nous écoutant, vous écoutant, ayant enregistré au cours de sa campagne l'appel à

dire où le grand capital a dévoré de petites et moyennes entreprises, je pense qu'il appartient à la nation d'intervenir. MICHELE COTTA. — Monsieur Giscard d'Estaing, pour en arriver au problème de l'emploi, vous avez dit et vous avez redit tout à l'heure que c'était, à vos yeux, un échec du septennat. Vous avez rendu public un plan pour l'emploi, mais en essayant de le résumer tout à l'heure avec Jean Boissonnat on avait l'impression que vous déplaciez les emplois, que vous les aménagiez en quelque sorte, mais que vous n'en créez pas de nouveaux. Est-ce que vous pouvez me dire si nous nous trompons?

la liberté d'une grande partie du secteur productif français, notamment les petites et moyennes entreprises, et entendant cette socialisation du crédit et de la moitié de l'industrie française, est, en effet, porté par un mouvement spontané à soutenir celui qui défend la conception de la liberté dans la vie économique. Ce point, là aussi, il faut que les Français le connaissent. Je ne vous en fais pas grief. Je vous ferais, au contraire, grief qu'il restât dans l'ombre.

A l'heure actuelle, on le sait, ce sera une société plus bureaucratique, la moitié de l'industrie française sera étatisée, car c'est cela la nationalisation, la totalité du système de crédit sera également étatisée. Alors je vous pose une question par rapport à l'indépendance pétrolière, tout à l'heure. Pourquoi voulez-vous arrêter le programme électro-nucléaire français?

M. MITTERRAND. — C'est beaucoup de questions à la fois.

M. GISCARD D'ESTAING. — Il n'y a pas de questions. Prenez acte...

M. MITTERRAND. — Si vous voulez on va y revenir tout à l'heure, mais je voudrais qu'on procède par ordre.

L'emploi

M. GISCARD D'ESTAING. — Vous voulez qu'on parle de l'emploi?

Nous ne pouvons pas commenter un dispositif général sur l'emploi. Le point central de mon dispositif, c'est qu'il arrive à l'heure actuelle sept cent cinquante mille jeunes sur le marché du travail en France. Cette arrivée de jeunes n'est pas l'unique cause, mais est un facteur du déséquilibre de notre marché du travail. Et il faut donc offrir des emplois ou des formations à la totalité des jeunes Français qui arrivent sur le marché du travail.

M. MITTERRAND. — Le problème est différent, offrir des emplois ou des formations, car si vous offrez des formations pour lesquelles il n'y a pas d'emplois, ce n'est pas du tout la même chose.

M. GISCARD D'ESTAING. — J'ai dit des emplois, ou des formations, ce qui assure pour un jeune le fait que ou bien il travaille ou bien il est en formation. Pendant ce temps le développement de l'activité économique ou la reconquête de certains secteurs du travail, liée au problème de l'immigration en France, permettent de restituer ensuite des emplois aux jeunes Français en fin de formation. Lorsque j'ai été élu président de la République, il y avait encore un grand nombre de jeunes Français qui arrivaient sur le marché du travail sans formation.

« C'est la droite qui étatisé »

JEAN BOISSONNAT. — Monsieur Mitterrand, vous avez aussi vos projets en matière d'emploi. Voulez-vous réagir à celui de M. Giscard d'Estaing?

M. MITTERRAND. — Il faut que je revienne un peu en arrière et je dispose d'un crédit de temps assez mince. Donc je vais être obligé de parler en langage un peu schématique. Nationalisations : je rappellerai que c'est le général de Gaulle qui a nationalisé en 1945 l'essentiel de ce qui aujourd'hui est nationalisé : sociétés nationa-

les, charbonnages, électricité, gaz, Renault, assurances, banque, banques de dépôt. Je rappellerai qu'un pays comme le Portugal a nationalisé ses banques, et ce n'est pas un pays socialiste. Je dirai également que si l'on comparait l'état des nationalisations en Autriche et en Italie avec ce qui existe en France, on aurait des surprises.

Je voudrais enfin rappeler, mais ça nous lancerait dans une discussion d'école, qui serait un peu compliquée, qu'en France c'est la gauche, en effet, qui

nationalise parce que c'est nécessaire pour défendre les intérêts des petites et moyennes entreprises, contre la toute-puissance de quelques groupes nationaux ou internationaux. Mais c'est la droite qui étatisé, nous n'étatisons pas. La bureaucratie c'est vous qui l'avez faite, d'ailleurs c'est vous qui gouvernez. Si vous vous plaiguez aujourd'hui, dans vos homélies, de tous les méfaits de l'administration et de la bureaucratie, d'où est-ce que ça vient?

Les trente-cinq heures

M. MITTERRAND. — ... J'entends m'exprimer absolument comme je le veux et je le ferai dans des termes tout à fait corrects à votre égard, sauf que lorsqu'il s'agit de parler de notre débat politique je n'entends pas être interrompu.

Maintenant, vous m'avez parlé vous-même de l'emploi. Un million sept cent mille chômeurs, demandeurs d'emplois. Je sais bien la distinction sémantique qui permet d'éviter des mots qui brûlent la bouche, mais le chômage est ressenti comme le chômage et non pas comme la demande d'emploi, pour des millions et des millions de gens qui nous entendent.

Chômeurs : un million sept cent mille. On nous en promet, ce sont les experts, deux millions cinq cent mille si votre politique continue pour les années prochaines d'ici à 1985. C'est une association d'économistes qui disait que nous aurions cinq cent mille chômeurs de plus dans les années prochaines et vous savez très bien que c'est également l'opinion du grand patronat français si j'en juge par les dernières déclarations du C.N.P.F. Si cette politique continue, nous aurons au moins deux millions cinq cent mille chômeurs. Vous n'avez pas agi contre cela. Vous l'avez accepté. C'est même la plaie de votre expérience, de votre septennat. Non seulement vous avez considéré au fond que le salaire et le salaire c'était l'ennemi, que l'on pouvait lutter contre l'inflation à condition de tenir le salaire, et vous n'y êtes pas parvenu. Vous avez eu et l'inflation et le chômage mais, en plus, c'est la tare, c'est la maladie, une maladie qui risque d'être mortelle pour notre société : 60 % des chômeurs sont des femmes, la plupart des chômeurs non indemnisés sont des femmes et des jeunes. C'est un mal immense et on fait des statistiques, ici, et des pourcentages. En réalité, c'est la vie quotidienne, c'est une atteinte dramatique à la dignité de l'homme et de la femme.

Ceux qui n'osent même pas dire pourquoi on les rejette éprouvent une sorte de honte, et d'ailleurs ils se trompent. Ils ne devraient pas éprouver cela. Ils ont le sentiment d'être des exclus. Et quand on parle de la dévalorisation de la France, il faut comprendre que le chômage est la raison principale de cette dévalorisation. Voilà pourquoi je pense, monsieur Giscard d'Estaing, que l'axe principal d'une politique

« Personne n'embauchera »

M. GISCARD D'ESTAING. — M. Mitterrand a parlé avec émotion, et je le comprends, j'ai la même que lui, du problème du chômage. Il en a parlé, j'ai agi. Il y a plusieurs années que nous travaillons sur ce problème et nous avons pris un certain nombre d'initiatives. Peut-être que M. Mitterrand n'a pas entendu parler des pactes nationaux pour l'emploi. Il y en a eu trois. Auxquels ont été associés les entreprises et les syndicats et qui ont permis de placer de nombreux jeunes. D'autre part, il faut savoir qu'il y a un grand mouvement sur le marché du travail en France. Il ne faut pas présenter la situation du chômage comme une situation statique. Je vous indique que dans les douze mois de 1980, deux millions huit cent vingt-neuf mille demandes d'emploi ont été satisfaites, deux millions huit cent vingt-neuf mille en douze mois.

Ce qui prouve le grand mouvement qu'il y a en matière de marché du travail en France. Alors moi je vous dis une chose tout à fait simple : si vous êtes élu, le chômage augmentera. Vous faites allusion à des études, de je ne sais qui d'ailleurs, car il faut des experts pour faire des pronostics

Eh bien, c'est vous qui gouvernez, c'est vous qui êtes responsables. Vous vous tapez sur la poitrine! A trois jours naturels d'une élection, je comprends pourquoi vous le faites, mais qu'est-ce qui nous laisserait penser que pendant les sept ans qui viendraient vous feriez autrement que ce que vous avez fait pendant sept ans...

M. GISCARD D'ESTAING. — Gardons dans ce débat le ton qu'il convient.

doit tourner autour des solutions à apporter au chômage, et aucune de vos réponses ne peut nous satisfaire. C'est la reprise, comme ça, à distance, de tout ce que vous disiez déjà en 1974. Moi j'ai parlé de problèmes précis, j'ai parlé de la réduction de temps de travail, des trente-cinq heures hebdomadaires, qui devront être négociées par les partenaires sociaux.

Progressivement, j'entends d'abord en débattre avec les partenaires sociaux, dont j'ai dit que je les rencontrerai sitôt que je serai élu président de la République, entreprise par entreprise si je peux, mais branche par branche en tout cas. Je pense qu'il était plus simple d'adopter la retraite à soixante ans, naturellement facultative et volontaire, comme je le demande depuis si longtemps, plutôt que d'imposer la préretraite ; car en réalité comment ça se passe dans nos villages et dans nos villes? C'est imposer la préretraite quand le patronat fait savoir que si l'on veut ramasser les miettes, il faut partir tout de suite ; alors on obtiendra quand même quelque chose. La préretraite est plus qu'une imposition, c'est une contrainte. J'ai également évoqué une politique de grands travaux, une politique d'aide aux petites et moyennes entreprises pour le développement de la main-d'œuvre. Naturellement, il faut aussi soutenir l'agriculture et le commerce si l'on ne veut pas que leurs enfants, leurs filles et leurs garçons viennent grossir le lot du chômage. Bien entendu, il faut aussi s'attaquer à la formation professionnelle et... pour ce qui concerne la formation professionnelle il y a une loi, je crois qu'elle date de 1971, qui permet sur le plan de la formation continue — c'est un élément important de la formation professionnelle — d'aller jusqu'à 2 % du total des salaires de l'entreprise, sous forme de taxes, pour disposer des moyens de développer la formation. On en est à 1,1 %, c'est-à-dire que le gouvernement n'a pas fait l'effort qu'il fallait pour inviter les entreprises à respecter la loi. J'arrête là, parce que nous avons besoin naturellement d'échanger des propos et que le temps passe. J'y reviendrai dans un moment.

MICHELE COTTA. — Je vous rappelle qu'à ce moment précis, monsieur Mitterrand, vous n'avez plus que moins de trois minutes, M. Giscard d'Estaing a environ sept minutes.

dans un sens ou dans l'autre. On l'a vu dans les sondages électoraux. Je vous dis ceci très simplement : si vous êtes élu, le chômage augmentera. Pourquoi? A cause des mesures que vous prendrez. Parce que vous avez dit d'abord que vous prendrez rapidement des mesures concernant l'augmentation des salaires, l'augmentation du SMIC. Vous savez quel est l'état actuel de la situation des petites et moyennes entreprises : elles ne sont pas en état de supporter des charges supplémentaires. Et donc les petits employeurs, les petits patrons à qui l'on dira : on majore votre SMIC de... JEAN BOISSONNAT. — Combien, le SMIC?

M. MITTERRAND. — Cela reste à discuter. J'ai pendant tout le cours de ma campagne indiqué que si le gouvernement avait, comme c'est la loi, autorité pour décider le SMIC, je ne voulais pas me passer de la concertation avec les organisations syndicales.

M. GISCARD D'ESTAING. — Dans le projet socialiste il y a un chiffre qui figure et ce chiffre comme vous le savez, donne lieu à une augmentation,

augmentation des prix, qui est de l'ordre de 30 à 33 %. Hors augmentation des prix, ce qui veut dire pour l'année, compte tenu de l'augmentation des prix, quelque chose comme 40 à 43 %. Les petites entreprises auxquelles ceci sera imposé seront hors d'état de recruter. Deuxièmement, vous avez dans votre projet, et je donne lecture, le fait que le comité d'entreprise disposera dans certains domaines d'un droit de veto ; et notamment les décisions d'embauche et de licenciement, celles concernant l'organisation du travail, le plan formation de l'entreprise, entrent en particulier dans cette catégorie où le comité d'entreprise aura droit de veto. Et vous allez plus loin, pages 242 et 243 (cet exemplaire m'a été remis gratuitement par le parti socialiste, il est un petit peu abîmé, sans doute on n'a pas voulu me le faire payer).

Il est indiqué, page 243 : Dans les entreprises de moins de dix salariés — où il y a, vous le savez le problème des seuils qui se pose... — vous dites : des dispositions seront prises pour que les travailleurs puissent jouir également des mêmes droits, être associés de la même façon aux décisions les concernant. Au lieu de modifier ou de relever ces seuils, vous les abaissez, vous les faites disparaître de façon à avoir les mêmes dispositions contraignantes sur la totalité des entreprises. Alors je vous indique qu'à partir du moment où il y aura dans l'air la nationalisation de tout le système bancaire les petites entreprises n'oseront plus investir. Lorsqu'il y aura des pro-

Le budget et l'emprunt de 1973

M. MITTERRAND. — Il y a beaucoup de choses à faire à la fois, puisqu'il me faut contredire mon interlocuteur et lui signaler que sur le plan du chômage la France est au dixième rang, au triste dixième rang, sur les quinze plus grands pays industriels. Ce n'est pas une réussite... Il est vraiment très difficile de discuter quand on représente deux politiques différentes, car M. Giscard d'Estaing — et c'est tout à fait normal d'ailleurs — me place à l'intérieur de sa politique. Il raisonne comme si je devais exercer ma politique dans le cadre de la sienne. Alors bien entendu, j'échouerais comme il a échoué.

Le point de départ de la politique économique, il naît d'une sorte de volonté que vous n'avez pas eue d'aller vers la croissance. Non pas n'importe quelle croissance. On ne va pas passer, comme cela, de zéro à cinq, malheureusement. Il faudra bien y arriver. Chaque point de croissance peut créer environ une disponibilité de 30 milliards — trois points sur les quatre-vingt-dix — une centaine de milliards qui permettent déjà à l'Etat de disposer de 42 milliards environ puisque telle est la masse du prélèvement de l'Etat (charges sociales et fiscales). La collectivité peut disposer d'une somme importante.

Mais ce n'est pas tellement une question de chiffres ou une question de dispositions générales. Ou bien on adopte une politique dynamique de croissance, on essaie de reconquérir le marché intérieur, on donne les moyens, aussi, aux entreprises qui n'ont pas investi, dont le profit n'a pas contribué à l'investissement, pas du tout, c'est même stupéfiant dans les erreurs d'analyse du plan Giscard-Barre. Au fond, les

jets fiscaux dont nous allons parler tout à l'heure, et notamment des projets fiscaux sur les successions sur les petites entreprises, elle n'osera plus investir, et, bien entendu, personne n'embauchera. Je ne vois pas quelle entreprise prendra, au cours de l'été 1981, la décision d'embaucher. Vous verrez arriver la vague des jeunes sur le marché du travail sans aucune structure d'accueil pour leur offrir des emplois nouveaux.

C'est la vérité. Il faut savoir qu'il n'y aura pas diminution du chômage, il y aura augmentation du chômage. D'ailleurs ça n'est pas extraordinaire, parce que nous ne sommes pas le pays qui a le pourcentage le plus élevé en Europe, hélas ! Il y a des pays comme, par exemple, la Belgique, qui ont 10 % de chômeurs à l'heure actuelle et qui ont eu des socialistes dans leurs gouvernements jusqu'à la période récente. Les mesures que vous proposez conduiront à ce résultat. Alors trois questions. Monsieur Mitterrand, Première question : quel est le montant du déficit budgétaire que vous jugez acceptable, puisque vous prévoyez une grande augmentation des dépenses? Deuxièmement : est-ce que vous maintiendrez le franc dans le système monétaire européen et comment le ferez-vous à partir du moment où le déficit budgétaire créera l'alarme dans le système monétaire? Et, enfin, les trente-cinq heures, avec quel salaire? Est-ce que c'est le salaire de quarante heures? Est-ce que c'est le salaire de trente-cinq heures?

M. GISCARD D'ESTAING. — En voilà une!

M. MITTERRAND. — Voyez, je les concède très aisément. C'est que vous avez facilité ma tâche. Le déficit budgétaire par rapport aux pays voisins parmi les plus importants me laisse une marge suffisante pour continuer de pouvoir animer l'économie de mon pays. Deuxièmement, le franc restera-t-il dans le système monétaire européen? Eh bien, je pense que oui! J'espère que cela marchera bien et je ferai tout pour cela. Si vous tirez la conclusion de votre postulat qu'il y a un déficit insupportable, eh bien, naturellement, on ne peut plus rester dans le système. Mais comme le déficit sera supportable, on restera dans le système.

Enfin, est-ce que les salaires seront diminués avec le système des trente-cinq heures? La négociation commence, l'espère qu'elle aboutira dans des conditions heureuses. Il n'est pas question de diminuer les salaires. Les trente-cinq heures sont faites pour des hommes. Les machines tourneront davantage. Il faut qu'elles travaillent davantage. Elles ne vont pas au bout de leurs capacités. Il faudra donc de nouvelles équipes. La production et la productivité s'en porteront mieux et l'investissement reprendra.

(Lire la suite page 12.)

RUE DE SOLFÉRINO

Soulagement

Les premières réactions après le débat, rue de Solférino, au siège du P.S., tiennent en un seul mot : soulagement. « Non seulement Mitterrand a été infiniment mieux qu'en 1974, mais il a marqué des points sur Giscard — sans faire de gaffe comme nous le craignons. » L'euphorie des militants délie les langues. « En tenant tête à Giscard, sans s'abriter derrière les journalistes, il a montré que ses exigences pour un débat loyal ne constituaient pas une dérobade. D'ailleurs, dans les deuxième et troisième parties, Giscard était constamment sur la défensive : il ne parlait plus en président — et même plus en pro! »

Auparavant, dans la salle Marie-Thérèse-Eyquem, devant les trois postes de télévision placés sur l'estrade, les membres de l'état-major et les militants du P.S. n'avaient pas ménagé le citoyen-candidat, tout au long du débat. La mise en garde de celui-ci contre une conception trop personnelle de la fonction présidentielle chez M. Mitterrand a provoqué l'hilarité, ainsi que ses admonestations pérorées — « Gardons le ton, je vous en prie! » — à la suite de quelques banderilles adroitement plantées par le candidat socialiste.

Au chapitre sur l'Afrique, les passions se sont quelque peu échauffées. M. François Mitterrand a-t-il eu raison, comme certains le pensaient, de garder la mesure sur l'affaire centrafricaine? Toujours est-il que

lorsque le président sortant, en parlant de l'amitié dont continue, selon lui, de jouir la France en Afrique, s'est écrié : « J'en ai le témoignage », des voix se sont élevées : « Eh, oui! les cadeaux, les diams... » Et la réponse à la question sur la vente d'armes à la Libye — « A ma connaissance, non » — a suscité ce jugement sans appel : « C'est une réponse à la Nixon! » La joie fut à son comble, enfin, lorsque M. Giscard d'Estaing, après avoir mis les Français en garde contre les dangers que représente leur goût pour le changement, les a solennellement appelés à voter pour lui, « car, dit-il, moi, j'ai changé! »

L'arrivée du premier secrétaire du P.S., M. Lionel Jospin, pendant le buffet campagnard, a ajouté à la liesse générale. Se refusant à « mettre une note à ce débat », M. Jospin s'est réjoui du caractère démocratique de la rencontre, « grâce à la vigilance et à la compétence des journalistes ». Pour M. Jospin, dans la première partie, « M. Giscard d'Estaing est allé à la chasse aux voix R.P.R., alors que M. Mitterrand a montré sa volonté de rassembler les Français : dans la deuxième partie, ce dernier a prouvé qu'une autre société est possible et dans la troisième, M. Giscard d'Estaing s'est embrouillé dans sa politique africaine ». Conclusion : « Ce soir, nous avons assisté au commencement de la relève. »

ALAIN WOODROW.

Les enjeux culturels de l'informatisation

ouvrage collectif sous la direction de F. GALLOUEDEC-GENUYS et Philippe LEMOINE



Patrice Rey, Les Humanoïdes Associés, 1980

Collection Informatisation et Société

LA DOCUMENTATION FRANÇAISE

29/31, quai Voltaire — 75007 PARIS

165, rue Garibaldi — 69003 LYON

En vente en librairie

OPÉRATION SPÉCIALE SÉRIE III ALFA ROMEO
DU 15 AVRIL AU 15 MAI 1981

Gagnez 3000 F

Sur la reprise de votre voiture.

Pour tout achat de la nouvelle Super Série III, votre concessionnaire Alfa Romeo ajoutera 3000 F au prix de reprise de votre voiture. Et vous repartirez au volant de la nouvelle Super Série III.

Alfa Romeo

Paris 12° : GAP PARIS-EST
37, avenue Michel Bizot. Tél. : 340.80.47

Paris 13° : LE CALVEZ 6, rue Vulfran. Tél. : 535.98.69

Paris 16° : MOLITOR AUTOMOBILES

48, rue Molitor. Tél. : 651.80.60

92200 Neuilly : Gd GARAGE DE NEUILLY

23, rue Madeleine Michellis. Tél. 637.14.50

93130 Noisy-Le-Sec : GAP PARIS-EST

122, rue Vaillant-Couturier. Tél. : 843.93.39

(Suite de la page 11.)

Je voudrais enfin terminer par trois observations. Premièrement, mon programme ne coûtera jamais aussi cher aux Français que ce que vous leur avez coûté par le chômage : 135 milliards cette année. Deuxièmement, mon programme ne coûtera jamais aussi cher que l'emprunt Giscard 1973 à 7 % — 6 milliards et demi — qui coûtera en 1988 97 milliards ! On n'a pas connu dans l'histoire financière de la France un emprunt aussi hasardeux, indexé qu'il est sur le lingot d'or. C'est une faute inimaginable de la part de quelqu'un qui s'estime compétent dans le domaine des finances. Troisièmement, mon programme ne coûtera jamais aussi cher que le vol de l'épargne populaire réalisé par l'inflation au cours des sept ans de votre présidence.

M. GISCARD D'ESTAING. — D'abord la volonté, monsieur Mitterrand. Il y avait un problème important dans cette période, c'était l'indépendance énergétique de la France. Ce que vous proposez c'est d'arrêter notre programme national là où je l'ai conduit. Donc la volonté aura été la mienne, l'arrêt sera la vôtre. Avec notre programme électro-nucléaire, si nous le complétons — vous voulez l'interrompre — nous assurerons notre indépendance énergétique absolue pendant cinq ans. Cela veut dire que si nous étions coupés de toutes sources d'approvisionnement extérieures, j'ai fait prendre des dispositions telles que les Français garderaient leur électricité indépendante pendant cinq ans. Avec le pétrole et le gaz pendant trois mois. Voilà la volonté.

Alors le déficit. Vous n'avez pas répondu à ma question. Vous avez simplement constaté que nous avions bien géré les finances publiques françaises et que vous alliez creuser le déficit. Je vous en donne acte. J'en étais sûr.

Vis-à-vis du système monétaire européen, vous dites qu'il ne serait pas mal d'y rester. Cela ne se passe pas comme cela, monsieur Mitterrand. Actuellement, du seul fait de nos incertitudes politiques, nous sommes au plancher. Donc, il faut agir et nous agissons à l'heure actuelle.

Nous sommes passés comme

vous le savez, pour le deuschemark... Pouvez-vous me dire les chiffres ?

M. MITTERRAND. — Je connais bien la chute du franc par rapport au mark entre 1974 et... M. GISCARD D'ESTAING. — Non, non, mais aujourd'hui ?

M. MITTERRAND. — Le chiffre de la journée, de la soirée ? M. GISCARD D'ESTAING. — Oui, comme ordre de grandeur ?

M. MITTERRAND. — Cela s'est aggravé... D'abord, je n'aime pas beaucoup — hein ! Je vais vous dire les chiffres, — je n'aime pas beaucoup cette méthode. Je ne suis pas votre élève et vous n'êtes pas le président de la République ici. Vous êtes simplement mon contradicteur, et j'entends bien...

M. GISCARD D'ESTAING. — Oui, et je vous ai posé une question...

Les charges du chômage

M. GISCARD D'ESTAING. — Si. Le franc est resté au contraire une des monnaies du monde qui est restée la plus stable au cours des dernières années. J'indiquais seulement que dans le système monétaire européen, nous avons perdu un peu de terrain sur les dernières semaines du fait de notre débat politique. Donc, si l'on veut rester dans le système monétaire européen, on ne peut pas dire « on souhaite y rester ». Il faut dire « on agira pour y rester ». On agira comment ? On peut agir soit par les taux d'intérêt, soit par des dispositions concernant les changes. Il faut avoir un dispositif à cet égard.

Coût du chômage ? Il ne faut pas dire aux Français — on ne peut pas leur faire croire des choses pareilles — qu'il est dans le pouvoir de qui que ce soit — et ni de vous, dans votre système — de faire disparaître en quelques mois la difficulté de l'emploi en France.

Lorsque vous débattiez avec M. Raymond Barre, il y a quelques années, vous aviez dit : « Il nous faudra cinq ans pour faire disparaître le problème de l'emploi en France. » Vous aviez dit cela en 1977, nous sommes en 1981. Donc, de toute façon, vous ne l'auriez même pas encore fait disparaître. Donc, on ne peut pas

M. MITTERRAND. — Non, pas de cette façon-là ! Je n'accepte pas cette façon. Je n'accepte pas cette façon de parler.

M. GISCARD D'ESTAING. — Le fait de vous demander quel est le cours du deuschemark...

M. MITTERRAND. — Non, non, pas de cette façon-là ! Ce que je veux simplement vous dire c'est que lorsque l'on passe de 1,87 F à 2,35 F environ en l'espace de sept ans, cela n'est pas une réussite pour le franc ; pas davantage par rapport au dollar que par rapport au mark. Alors je suis presque étonné que vous me lanciez dans cette discussion qui, tout à coup, se greffe d'une façon un peu inattendue dans notre conversation alors qu'elle est plutôt la preuve que le franc, dont on se flatte beaucoup dans les propos officiels, n'a pas aussi bien réussi qu'on le pense.

Les charges du chômage

dire que le coût c'est un coût que nous avons créé ou imposé en quelque sorte à l'économie française. On ne peut pas considérer que vous disposerez des ressources correspondant à la réduction rapide des charges du chômage. Les charges du chômage, vous me les reprochez, mais c'est une aide apportée aux chômeurs. Si nous n'avions pas eu un dispositif de soutien des revenus des chômeurs nous aurions eu la dépression des années 30. Si nous avons eu un dispositif de soutien des revenus des chômeurs nous aurions évité cette dépression — je vous rappelle que dans toute cette période nous n'avons jamais eu de croissance négative en France et que nous avons eu une seule année avec une croissance nulle, 1975, — c'est parce que nous avons maintenu les revenus des chômeurs au travers d'un système qui est d'ailleurs un système de politique contractuelle géré avec les syndicats.

Quant à l'emprunt 1973, je vous indique simplement que l'Etat a gagné autant qu'il a perdu dans cette affaire. Comme l'Etat avait acheté par mes soins, des quantités importantes d'or dans toute la période précédente, comme nous avions échangé nos réserves en dollars contre des réserves en or, l'Etat a gagné tout autant qu'il verse au titre de l'emprunt. Il se trouve seulement que les souscripteurs à cet emprunt se sont placés dans la même situation que celle de l'Etat français en ce qui concerne la gestion de ses réserves d'or.

Et enfin, les derniers emprunts qui ont été lancés, quelles qu'aient été les circonstances actuelles, ont été lancés à des taux d'intérêts positifs. Le dernier était, vous le savez, aux alentours de 14 %. Pourquoi ? C'était précisément pour faire en sorte que l'épargne qui apportait son concours à l'Etat ne soit pas privée de sa rémunération. Donc, à cet égard, l'Etat a tenu compte des obligations qu'il a vis-à-vis de l'épargne populaire.

Les droits de succession

M. GISCARD D'ESTAING. — ... qui ont un revenu compris — par foyer fiscal — entre 8 000 et 15 000 F. Il y a là incontestablement un poids trop lourd de l'impôt. Deuxièmement, je suis contre la disposition proposée au cours de l'automne dernier par le parti socialiste — j'ai là l'amendement n° 40 du 16 octobre 1980 — majorant les droits de succession à partir de 500 000 F en ligne directe. 500 000 F, vous voyez ce que ça veut dire pour les exploitants agricoles, pour les propriétaires de leurs logements, pour les propriétaires de leurs fonds de commerce ou de leurs petites entreprises.

Les droits sont actuellement de 20 %. Par cet amendement, ils passeraient à 45 %. Le problème, à l'heure actuelle, au contraire, c'est de préserver le capital de ces petits producteurs. Si on leur prend la moitié lorsque ça passe du père au fils ou du mari à la femme, il est impossible qu'ils continuent leurs activités. Je suis donc contre cette formule.

Il y a dans votre projet — je l'ai sous les yeux — la suppression du quotient familial ; qui sera d'abord plafonné, puis supprimé. Je suis contre la suppression du quotient familial ; c'est une des mesures d'encouragement à la famille qui a été la plus efficace en France. En ce qui concerne les plus-values, j'ai indiqué que j'étais favorable à un système de type forfaitaire. On a voulu faire une législation très compliquée. Je vous rappelle que le président de la République ne participe pas aux délibérations parlementaires. Ce système était sans doute trop perfectionné et trop compliqué, et finalement a fait apparaître un certain nombre de défauts. Donc je suis favorable à un retour au système de taxation forfaitaire suivant les types de plus-values. Enfin, la taxe professionnelle. Je vous rappelle que je ne l'avais pas proposée comme ministre des finances, qu'elle a été assez profondément transformée au cours du débat parlementaire de 1975, auquel je ne participais pas, et que, depuis, on s'est efforcé de la réformer. Et il y a une commission parlementaire qui est au travail, qui a d'ailleurs reçu mandat de l'Assemblée de présenter des propositions pour le prochain budget ; je souhaite que ces propositions puissent venir en discussion et qu'on puisse réformer ainsi la taxe professionnelle.

JEAN BOISSONNAT. — Au fond, monsieur Giscard d'Estaing, pour un monarque républicain, vous avez fort peu de pouvoir, puisque quand vous êtes président, l'As-

semblée vous laisse tout le pouvoir. Vous avez tous les deux curieusement pris des engagements dans le domaine de la fiscalité pendant la campagne électorale, et je dirais des engagements de même nature, comme si un vent venait d'Amérique vous avait converti l'un et l'autre à la nécessité de rassurer les Français. M. Mitterrand a dit : « La pression fiscale, c'est-à-dire le volume des impôts et des cotisations sociales par rapport au revenu des Français, ne sera pas alourdi par rapport à ce qu'elle est aujourd'hui. » Et M. Giscard d'Estaing a déclaré récemment « qu'il s'engageait, lui, à faire mieux encore, à la ramener de 42 % à 40 % ». Personnellement, je suis toujours éberlué de ce type de promesses, mais probablement que vous avez l'un et l'autre des raisons fortes pour démontrer que vous pouvez les tenir.

MICHELE COTTA. — Monsieur Mitterrand, pour vous le point central est un impôt sur le capital, mais faire payer les riches, qu'est-ce que ça veut dire, et à partir de quand est-on riche ? M. Giscard d'Estaing, vous avez créé deux impôts pendant votre septennat, l'impôt sur les plus-values et la taxe professionnelle. Or l'impôt sur les plus-values, tronqué par le Parlement peut-être, n'a pas été appliqué autant que vous l'auriez souhaité ; et la taxe professionnelle a été en quelque sorte la vedette de cette campagne, puisque Jacques Chirac en a réclamé la suppression et vous-même, maintenant, vous en réclamez la réforme. Alors, peut-on faire des réformes en France quand on est Valéry Giscard d'Estaing ?

M. GISCARD D'ESTAING. — Nos programmes fiscaux sont totalement différents, et c'est normal puisque vous avez une conception différente de la mienne. En ce qui concerne l'impôt sur le revenu, vous envisagez de l'alourdir, de l'alléger dans les basses tranches, de l'alourdir dans les tranches moyennes et supérieures. Moi je suis partisan de l'ensemble de notre système d'impôt sur le revenu, pour deux raisons. La première, c'est que je crois qu'il faut élargir les tranches du barème, comme nous l'avons fait cette année et, ensuite, j'ai observé — c'est un des points sur lesquels nous n'avons pas agi comme nous le devions — que les classes moyennes, la catégorie des employés, des cadres, avaient une surcharge fiscale au titre de l'impôt sur le revenu, importante au cours des dernières années. Je suis donc favorable à l'élargissement progressif des tranches moyennes ; ce qui est difficile et coûteux, et qui donc doit se faire sur quelques années. Je suis contre l'augmentation...

JEAN BOISSONNAT. — Les tranches moyennes, monsieur Giscard d'Estaing, ce sont des gens qui ont un revenu de quel ordre de grandeur ?

semblait fait des choses qui vous déplaissent et votre ministre des finances aussi.

M. GISCARD D'ESTAING. — C'est un fait que le président de la République n'intervient pas dans le débat fiscal parlementaire ; tout le monde le sait. Il peut donner des indications, marquer des préférences, mais il ne participe pas à la discussion ni au vote des projets.

MICHELE COTTA. — Monsieur Mitterrand, vous répondez sur l'impôt sur le capital ?

M. MITTERRAND. — Je vais répondre, encore une fois d'une façon trop rapide. Il faudra que ceux qui nous écoutent remplissent mon raisonnement, qui va être très sec. Je dirai simplement que le prélèvement fiscal — les impôts — et social — sécurité sociale — est passé de 36 % à 42 % pendant ce septennat. C'est-à-dire que si tout cela a été augmenté, c'est dans le cadre de la gestion de M. Giscard d'Estaing. Tout cela pour être clair, simplement, car, après tout, je comprends qu'il ait eu des problèmes. Deuxièmement si je veux en rester à 42 %, malgré les charges que je prévois, c'est parce que j'entends engager une autre politique, notamment une politique de croissance et, en même temps, une nouvelle répartition — là, j'arrive à votre question — à l'inférieur de ces 42 %. Bien entendu, 42 % de 3 000 milliards, ce n'est pas la même chose que 42 % sur 3 500 milliards de produit intérieur brut.

D'autre part, impôt sur les grandes fortunes ? Oui, à partir de 3 millions de francs — 300 millions de centimes — compte tenu, évidemment, de l'instrument de travail. L'instrument de travail — la terre pour l'agriculteur, dans l'entreprise ou dans le commerce, l'instrument de travail — ne compte pas, n'est pas décompté dans cette somme de 3 millions de francs. Nous considérons que c'est indispensable pour parvenir à l'élargissement du barème de l'impôt sur le revenu dont a parlé M. Giscard d'Estaing. Parce que je me demande comment il comprend la perte de recettes pour l'Etat. Moi, je pense qu'on ne peut la compenser que si les très hauts revenus sont frappés, c'est-à-dire les grandes fortunes. A partir de là, on pourra permettre, précisément, que les cadres, dont on a parlé tout à l'heure, soient mis à l'abri des charges trop lourdes qui pèsent sur eux.

Je voudrais également préciser à M. Giscard d'Estaing — car j'ai déposé un programme pendant cette campagne (...) — que je tiens à supprimer les droits de succession en ligne directe ou

entre époux, au bénéfice de charges plus lourdes sur les successions pour les colatéraux ou des personnes éloignées. Deuxièmement, je ne demande pas la suppression du quotient familial — c'est une erreur — je demande son plafonnement. Troisièmement, je ne demande pas — je suis candidat à la présidence de la République ; mon programme a été imprimé et vous pouvez en prendre connaissance — la suppression de la taxe professionnelle. M. Chirac et M. Giscard d'Estaing s'en disputent la paternité ; ils ont fait un mauvais impôt, je n'y puis rien.

MICHELE COTTA. — Nous passons peut-être, si vous le voulez bien, à la politique étrangère. Monsieur Giscard d'Estaing, vous avez un léger retard sur... votre... Alors je vais commencer en parlant de l'Europe...

« Les œufs dans le même panier »

M. MITTERRAND. — Mais je veux autant que vous assurer l'indépendance énergétique de la France. C'est une démarche nationale. Il n'y a pas un Français qui, conscient et responsable, ne le veuille. C'est évident ; simplement, je ne prends pas le même itinéraire que vous. Vous misez sur ce que l'on appelle le tout-nucléaire, vous mettez tous les œufs dans le même panier, pas moi. Je pense qu'il est possible de diversifier davantage les ressources énergétiques, qu'il est possible de réveiller plus que vous ne le faites le charbon avec les techniques modernes de la carbocchimie. Je pense qu'on peut, plus que vous ne le faites, contribuer au développement des énergies renouvelables, non polluantes. Je pense que l'on peut faire, plus que vous ne le faites, des économies d'énergie dont la commission énergie du VIII^e Plan disait que c'était l'axe principal de l'indépendance énergétique de la France, ce qui peut me permettre, je le pense très sérieusement, d'aboutir exactement aux mêmes chiffres, c'est-à-dire aux mêmes millions de tonnes équivalent-pétrole, sans précipiter notre marche en avant vers le tout-nucléaire. Je demande donc à parachever les centrales nucléaires en construction et, avant d'entreprendre un plan, savoir l'acte-ment de quoi il retourne. Il est quand même normal que je fasse votre bilan, surtout lorsque je sais, et vous le savez sans doute comme moi, que les technologies du nucléaire sont très changeantes. Vous savez très bien que l'on commence à débattre, simplement à distance d'une génération, du problème de la fusion des atomes d'hydrogène, et que l'on ne s'en tiendra plus d'ici peu de temps au problème de la fission de l'hélium et d'isotopes 235, c'est-à-dire que nous sommes dans une charnière au cours de laquelle il convient de ne pas exposer la France à une extension indéfinie d'un type d'énergie nucléaire qui peut être dommageable, étant bien entendu que, comme il faut assurer le présent et, pour l'avenir, faire tourner nos usines, assurer le chauffage et le reste, j'entends mener hardiment, de front, les quatre types d'énergie : nucléaire, économies d'énergie, énergies renouvelables et anciennes énergies qui doivent nous

permettre de diversifier de façon plus heureuse ce que vous avez, vous, simplifié.

MICHELE COTTA. — Référendum sur le nucléaire ou pas ?

M. MITTERRAND. — C'est une proposition, en effet, que j'ai faite. Seulement elle se heurte à une grande difficulté, c'est la réforme de la Constitution. Comme tous ces référendums dont vous avez parlé et sur lesquels vous avez bien voulu vous ranger à mon avis. Il est certain que ce type de référendum serait très heureux, mais comme la Constitution s'y oppose, avant qu'on ne soit parvenu à modifier la réforme de la Constitution, vous savez, nous aurons tellement de choses à faire après le 25 mai que je ne veux pas me consacrer à des travaux de juriste, je veux entrer dans l'action, m'attaquer au chômage et au reste.

JEAN BOISSONNAT. — Une dernière question sur le problème de l'énergie monsieur Giscard d'Estaing. Mais, avant, sur le plan précis du nucléaire et des décisions juridiques, est-ce que vous donneriez à une commune le droit de veto contre l'installation d'une centrale nucléaire sur son territoire ?

M. MITTERRAND. — Le droit de veto, non. La consultation, oui.

M. GISCARD D'ESTAING. — La consultation, elle existe déjà, il n'y a pas besoin de la lui donner. Je note sur le programme nucléaire, monsieur Mitterrand, que chaque fois que vous avez une décision à prendre, la décision que vous proposez c'est simplement de vous contenter d'arrêter ce qu'ont décidé les autres. Vous l'avez déjà proposé, ce n'est pas nouveau. Vous avez proposé en 1977, vous le reconnaissez, un moratoire sur le nucléaire. Les Français s'en souviennent. Et donc le programme qui aura été fait de 1977 à 1981 aura été fait sans vous. Vous ne l'avez pas soutenu ou facilité. Alors maintenant vous dites, j'empêche votre nucléaire, si je comprends bien, et je ne décide rien moi-même. Ce que vous présentez, c'est ce que vous dites, c'est : « Je continuerai ce que vous avez décidé, et je ne décide rien. » Mais vous vous appuyez sur des évaluations sur ce qu'on pourrait faire d'autre.

L'indépendance énergétique

Vous avez parlé de la fusion des atomes d'hydrogène. Vous savez très bien que ce n'est pas avant l'an 2020 que cela peut devenir industriel. Nous sommes en 1981. Nous n'allons pas attendre l'an 2020 pour obtenir notre indépendance énergétique. Moi, j'ai fixé un objectif pour 1990. Cet objectif, c'est que nous ayons aux alentours de la moitié de notre indépendance énergétique. Toutes les économies d'énergie, nous les faisons ; toutes les recherches nouvelles sur la biomasse, le charbon, l'énergie solaire, nous les faisons ; j'ai créé le Commissariat à l'énergie solaire, l'utilisation du charbon ; M. Giraud, qui est compétent en la matière, a élaboré un plan d'utilisation, d'inventaire maxima de nos ressources charbonnières ; je l'ai retenu, l'autre jour, dans le Pas-de-Calais.

Donc, nous savons très bien ce que nous pouvons faire à partir de nos ressources non nucléaires. Si nous ne faisons rien de plus dans le domaine nucléaire, nous n'atteindrons pas notre objectif de moitié d'indépendance énergétique dans les années 90. Alors, au fond, pendant votre septennat, vous verrez arriver les centrales que j'ai décidées, et puis ensuite il y aura un trou dans l'approvisionnement de la France parce que l'on aura pas pris les décisions suivantes. La difficulté, ce n'est pas d'achever les travaux, c'est de décider la construction de centrales nouvelles. Et je disais tout à l'heure et je dis, pour les téléspécialistes, ce qui est pour moi l'enjeu. Et quand on est président de la République, on ne peut pas dire : « Je verrai plus tard, etc. », on prend des décisions. J'ai pris la décision, avec le gouvernement, bien entendu, d'approvisionner la France en uranium de telle manière que, quoi qu'il arrive dans le monde, à partir d'aujourd'hui, nous ayons notre production d'électricité nucléaire assurée pour les cinq ans suivants. Il peut y avoir une guerre, une crise au Proche-Orient, nous avons, pendant cinq ans, l'électricité assurée pour les Français. L'électricité, ça veut dire l'électricité domestique, mais aussi l'artisanat, l'agriculture, et de plus en plus l'industrie. Si nous continuons notre programme

JEAN BOISSONNAT. — Peut-être faut-il, Michèle, faire l'articulation avec la politique énergétique, puisque c'est au milieu de la politique économique que de la politique internationale. C'est un point tout à fait capital. M. Giscard d'Estaing souhaitait interroger M. Mitterrand sur le pense, souhaite s'expliquer sur ce terrain.

M. GISCARD D'ESTAING. — J'ai demandé à M. Mitterrand pourquoi veut-il interrompre le programme électronucléaire français exactement là où je l'ai conduit. Je considère que la poursuite de ce programme électronucléaire est indispensable pour assurer l'indépendance énergétique de la France et pour nous libérer de la contrainte humiliante et inquiétante des producteurs de pétrole sur la France, au point de vue des approvisionnements et de nos prix.

permettre de diversifier de façon plus heureuse ce que vous avez, vous, simplifié.

MICHELE COTTA. — Référendum sur le nucléaire ou pas ?

M. MITTERRAND. — C'est une proposition, en effet, que j'ai faite. Seulement elle se heurte à une grande difficulté, c'est la réforme de la Constitution. Comme tous ces référendums dont vous avez parlé et sur lesquels vous avez bien voulu vous ranger à mon avis. Il est certain que ce type de référendum serait très heureux, mais comme la Constitution s'y oppose, avant qu'on ne soit parvenu à modifier la réforme de la Constitution, vous savez, nous aurons tellement de choses à faire après le 25 mai que je ne veux pas me consacrer à des travaux de juriste, je veux entrer dans l'action, m'attaquer au chômage et au reste.

JEAN BOISSONNAT. — Une dernière question sur le problème de l'énergie monsieur Giscard d'Estaing. Mais, avant, sur le plan précis du nucléaire et des décisions juridiques, est-ce que vous donneriez à une commune le droit de veto contre l'installation d'une centrale nucléaire sur son territoire ?

M. MITTERRAND. — Le droit de veto, non. La consultation, oui.

M. GISCARD D'ESTAING. — La consultation, elle existe déjà, il n'y a pas besoin de la lui donner. Je note sur le programme nucléaire, monsieur Mitterrand, que chaque fois que vous avez une décision à prendre, la décision que vous proposez c'est simplement de vous contenter d'arrêter ce qu'ont décidé les autres. Vous l'avez déjà proposé, ce n'est pas nouveau. Vous avez proposé en 1977, vous le reconnaissez, un moratoire sur le nucléaire. Les Français s'en souviennent. Et donc le programme qui aura été fait de 1977 à 1981 aura été fait sans vous. Vous ne l'avez pas soutenu ou facilité. Alors maintenant vous dites, j'empêche votre nucléaire, si je comprends bien, et je ne décide rien moi-même. Ce que vous présentez, c'est ce que vous dites, c'est : « Je continuerai ce que vous avez décidé, et je ne décide rien. » Mais vous vous appuyez sur des évaluations sur ce qu'on pourrait faire d'autre.

MICHELE COTTA. — Répondez, si vous le voulez bien, au problème de l'Europe...

M. MITTERRAND. — Si vous permettez, madame, je veux dire que je n'arrête absolument pas de la façon que vient de dire M. Giscard d'Estaing l'indépendance énergétique de la France. J'ai là, moi, mon projet. Et mon projet aboutit en 1990 à ce que 230 millions de tonnes équivalent-pétrole puissent être mises à notre disposition, de telle sorte que notre indépendance sera en chemin. La différence avec le projet de M. Giscard d'Estaing est extrêmement mince. J'entends simplement diversifier. Je ne révoque pas le nucléaire. J'entends le maîtriser. C'est tout ce que je veux dire. Je voudrais simplement signaler que les économies d'énergie peuvent représenter un moyen formidable, qui n'a pas été suffisamment utilisé pendant le septennat de M. Giscard d'Estaing, qui doit me permettre d'aboutir, autant que M. Giscard d'Estaing, à l'indépendance énergétique de la France.

JEAN BOISSONNAT. — Pour favoriser les économies d'énergie, êtes-vous favorable à la revalorisation intégrale de la hausse du dollar sur le prix de l'essence ?

M. MITTERRAND. — La revalorisation du dollar sur le prix de l'essence a naturellement une incidence dans notre conversation. Les économies d'énergie que j'entends aujourd'hui mener à bien, elles le seront par des incitations à l'intérieur même de l'économie française, dans le cadre de notre

VU DE PARIS

Chez les Marocains de la Cité universitaire...

Sixième étage sans ascenseur. A la Maison du Maroc de la Cité universitaire internationale de Paris, la télévision se mérite. Une centaine d'étudiants — l'affluence des jours des matches de foot — ont assisté au « grand débat ». Les uns en pantoufles et robe de chambre bien installés au premier rang, certains avec leur femme et leurs enfants, la plupart debout jusqu'à la fin de l'émission, tous curieux du sort de la France qui, paraît-il, se nouait ce soir-là.

Politisés, très au fait des méandres de la campagne électorale, les étudiants étrangers suivaient les passes des candidats avec une aisance qu'auraient pu leur envier bien des auditeurs de la France profonde. « Le chômage est ressenti comme le chômage, non comme une demande d'emploi », rétorque Mitterrand. « Bravo, bien envoyé ! » Les jumelles de Longchamp ? Ils n'en reviennent pas. Le « peuple centralin chassant Bokassa » ? « C'est un peu fort ! »

Les avis sont partagés. Qu'on soit favorable à Mitterrand ou à Giscard, on trouve naturellement l'un plus sincère et l'autre plus éloquent. « Tout de même, Mitterrand a mal commencé, lui qui est juriste, il a été moins bon que Giscard sur les questions constitutionnelles. »

Pour ce jeune Marocain, il y a eu chassé-croisé. « De son côté, l'économiste Giscard n'a pas été meilleur que son adversaire dans

sa spécialité. » On s'étonne que des questions n'aient pas été approfondies ou même évoquées. « Remarquez, dit un étudiant de Guinée, venu en visite. Il était inutile de parler des diamants, puisque tout le monde est au courant. » « Je comprends mal, dit un autre « politiquement orienté », pourquoi les deux candidats sont favorables à l'autodétermination des peuples, et pourquoi ils ne veulent pas entendre parler d'un Etat palestinien. » Une Zaïroise, de passage à la Maison du Maroc n'est pas d'accord sur l'interprétation de Kolwezi. Un autre, plus naïf, est tracassé par cette histoire de jumelles : « Quel mal y a-t-il à regarder Israël avec des jumelles ? » Le débat a-t-il bien illustré l'exercice de la démocratie ? « Oui et non, disent-ils. Cela contribue à personnaliser le pouvoir, mais tout de même les socialistes, cette fois, ont su s'entourer de garanties, et la présence de journalistes a permis plus d'équité », pensent les plus favorables à M. Mitterrand. Ils ne votent pas, bien entendu, ils ont dans leur propre pays leurs démêlés et leurs débats, mais ils sont concernés par les destinées de la France. Sans doute à cause de ce « poids moral » dont parlait un candidat. « Mais, concluaient-ils pour la plupart, si c'est Mitterrand, nous autres les immigrés, nous aurons plus de chances de rester sur votre terre d'accueil. »

CHRISTIAN COLOMBANI.

...et parmi des jeunes travailleurs du quatorzième

Parler de « passion » serait très excessif. Dans la petite salle réservée à la télévision de ce foyer de jeunes travailleurs, rue Didot, à Paris (quatorzième arrondissement), une trentaine seulement des cent cinquante locataires sont en place lorsque commence le débat. Parmi eux une moitié d'immigrés.

Mieux vaudrait parler d'intérêt, et même d'intérêt soutenu, puisque seulement trois personnes « décrocheront » en cours d'émission, quittant la salle pour n'y pas revenir. D'entrée de jeu, les pointes que M. Mitterrand décoche à son vis-à-vis suscitent force ricanements. Ainsi, lorsque le candidat sortant prie son concurrent d'oublier le passé, « qui est derrière nous », des « Tu parles ! Ça l'arrange ! » fusent ici et là. De même, le « laissons cela, cela ne m'inté-

resse pas », prononcé par M. Giscard d'Estaing, visiblement irrité par les références à M. Chirac dont M. Mitterrand use au bon moment, fait rire tout le monde : « Mais nous, ça nous intéresse... », dit une voix dans l'ombre.

Les deux combattants ayant disparu de l'écran et la publicité s'est vidée en un éclair d'une façon générale, on s'accordera à parler de « match nul », avec « peut-être un très léger avantage aux points pour Mitterrand ». « Peut-être, rétorque quelqu'un, mais Giscard, lui, il était au charbon » pendant ces sept ans. Alors, critique, c'est facile ! M. Raymond Barre aurait-il fait des émules parmi les jeunes travailleurs ? — J.-M. D.-S.

politique, sans avoir affaire avec les cours internationaux. Ce sont des techniques tout à fait connues, qui sont tout à fait à la mesure de multiples petites et moyennes entreprises que de parvenir, sur le plan du développement, sur le plan des transports,

sur le plan industriel, par le développement des composants électroniques, à une très puissante économie d'énergie qui répond à la question posée. C'est tout ce que je veux dire puisque le temps passe et nous avons d'autres choses à dire.

L'Europe et la Grande-Bretagne

MICHELE COTTA. — Etes-vous tous les deux pour l'entrée du Portugal et de l'Espagne dans le Marché commun ? Etes-vous tous les deux pour le maintien de la Grande-Bretagne dans le Marché commun ?

M. GISCARD D'ESTAING. — Je suis pour le maintien de l'Angleterre dans le Marché commun selon les dispositions existantes du traité de Rome. Je me suis battu depuis un an pour qu'il n'y ait pas de modification de ces dispositions, ni en ce qui concerne la pêche ni en ce qui concerne l'agriculture. Je n'accepterai pas de modifications de ces dispositions si elles devaient être demandées comme la condition du maintien de la Grande-Bretagne dans le Marché commun. En ce qui concerne l'Espagne et le Portugal, j'ai indiqué qu'il fallait une négociation très attentive, car leur situation économique, la situation de certaines de leurs productions, est très différente de la nôtre ; notamment les productions agricoles méditerranéennes. Il y a une négociation en cours ; elle doit être conduite avec toute la minutie désirable et elle doit comporter, en particulier, une longue période de transition — à l'heure actuelle, les Espagnols paraissent demander eux-mêmes une durée de dix ans, — et en même temps des garanties concernant l'organisation des marchés des productions méditerranéennes.

MICHELE COTTA. — Est-ce que vous n'espérez pas, au début, que cela irait plus vite et qu'il n'y aurait pas besoin de décréter une pause ?

M. GISCARD D'ESTAING. — Non, pas du tout. J'ai toujours distingué deux choses. D'une part la position politique de la France : je disais, d'un point de vue politique, la France, qui est la voisine et l'amie des pays latins, ne va pas prendre une position négative alors que tous les autres pays d'Europe sont favorables. Mais, j'ai indiqué, dès le départ — je vous renvoie à un discours que j'ai prononcé à Carpentras à cet égard — qu'il fallait une négociation très attentive, une longue période de transition et des garanties pour nos produc-

tions méditerranéennes. Je n'ai pas changé d'avis.

JEAN BOISSONNAT. — Monsieur Giscard d'Estaing, vous dites : « Le maintien de la Grande-Bretagne dans le Marché commun dépend de telle ou telle condition ». Mais avez-vous le moyen de faire sortir la Grande-Bretagne du Marché commun si les Anglais ne veulent pas en sortir ?

M. GISCARD D'ESTAING. — Je dis simplement — vous avez mal interprété ma pensée — que j'étais favorable à ce que la Grande-Bretagne reste dans le Marché commun à condition, bien entendu, qu'elle accepte les règles qui régissent le Marché commun, c'est-à-dire, les règles du traité de Rome. Or, la Grande-Bretagne ne peut pas [les] modifier. Si donc elle estimait que ces règles ne lui convenaient pas, c'est elle qui devrait en tirer les conséquences, ce n'est pas nous. Nous ne modifierons pas les règles du traité de Rome pour faciliter ou maintenir l'adhésion de tel ou tel pays particulier.

JEAN BOISSONNAT. — Vous ne craignez pas que la politique agricole commune européenne, où se décide le sort des paysans français aujourd'hui, ne soit bloquée par le système tel qu'il existe ?

M. GISCARD D'ESTAING. — Premièrement, nous avons obtenu une décision sur les prix, au prix d'un débat difficile où je me suis engagé personnellement...

JEAN BOISSONNAT. — C'était peut-être pour vous faire plaisir, monsieur Giscard d'Estaing...

M. GISCARD D'ESTAING. — C'était pour tenir compte de l'importance que nous attachons à la situation de l'agriculture française ou européenne. Faire plaisir, cela n'a pas de sens. J'indique aux agriculteurs français que l'effort pour l'année 1981 c'est de modérer les coûts de production, de façon à ce qu'ils soient inférieurs à ce qui a été décidé pour les prix. Pour les prix, on a obtenu 12,2 % et vous savez que le rythme actuel de hausse des prix en France a diminué d'environ un point depuis le début de l'année. Il est encore à l'heure actuelle trop fort ; il est de l'ordre de

12,50 % environ. Si nous poursuivons notre effort, nous serons à la fin de l'année — nous devrions être normalement, d'après les évaluations — à un rythme qui sera inférieur à l'augmentation des prix agricoles. Et les dispositions seront prises pour que l'augmentation des coûts de production en agriculture ne soit pas supérieure à la hausse des prix que nous avons obtenue à Bruxelles. Quant au reste, la discussion sur le Mar-

L'Europe, la pêche et Varsovie

MICHELE COTTA. — M. Mitterrand : sur l'Europe ?

M. MITTERRAND. — Je suis favorable au maintien des dix pays qui se trouvent actuellement dans le Marché commun, même si certains de ces pays ne se comportent pas comme je le souhaiterais. Je voudrais simplement que notre diplomatie, face à la Grande-Bretagne, soit plus vigilante. Elle ne l'a pas été dans l'affaire des moutons, elle ne l'a pas été dans l'affaire des pêcheurs. Elle l'a été insuffisamment dans l'affaire des prix agricoles.

Pour l'Espagne et le Portugal, j'ai fait valoir, avant 1979, ce que je pensais de ce problème. J'ai posé divers préalables — économique, agricole, industriel — à caractère régional, comme la pêche en Méditerranée — à l'entrée de l'Espagne, notamment. A l'époque, quelqu'un m'a contredit avec une certaine véhémence : c'est M. Giscard d'Estaing, qui estimait que c'était se montrer absurde et avoir le regard tourné vers le passé que de refuser l'entrée immédiate de l'Espagne et du Portugal dans le Marché commun. Je suis heureux de voir que le bon sens l'a emporté et que le président de la République rejoint mon point de vue dans cette affaire.

L'Europe, c'est une affaire de volonté ; c'est aussi une affaire d'intérêts sans doute. Encore faut-il vouloir faire de l'Europe une force politique, une force économique, sociale, culturelle, qui soit en mesure de restituer à chacun des pays qui la composent le rang que la France tient encore et dont elle a bien besoin pour, face aux super-puissances, disposer d'alliés sûrs, qui représenteront une force commune dans le monde. C'est vrai, déjà, sur le plan commercial. Cela devrait être vrai dans d'autres domaines, sinon l'Europe se dissociera inévitablement.

JEAN BOISSONNAT. — Monsieur Mitterrand, pour gérer l'Europe, il faut de l'argent dans la caisse. (...) Etes-vous favorable à l'accroissement des ressources propres de la Communauté ? C'est-à-dire à lever un impôt supplémentaire ?

M. MITTERRAND. — C'est une très grande difficulté. Si elle est mal gérée je n'y suis pour rien. Ce qui est vrai, c'est qu'il faut que la Communauté reste dans la mesure par rapport aux Parlements nationaux. Il ne faut pas qu'elle déborde, par rapport aux gouvernements nationaux, par rapport aux pays qui la composent. Et pourtant, je lui reconnais un grand rôle, notamment dans le domaine des relations entre l'Europe et le tiers-monde. Quand on pense que la Communauté exporte 40 % de ses marchandises vers le tiers-monde, je considère que, là, on manque une très grande occasion de développer nos industries, pour rallumer notre croissance, par une politique audacieuse, intelligente et généreuse à l'égard du tiers-monde.

M. GISCARD D'ESTAING. — Vous nous direz ce que vous nous reprochez en matière de pêche concernant l'action diplomatique de la France et vous m'expliquerez pourquoi, monsieur Mitterrand, le groupe socialiste à l'Assemblée

parlementaire européenne a voté pour une augmentation des prix agricoles de 7 % alors que nous avons obtenu 12,2 % lors de la discussion de Bruxelles.

M. MITTERRAND. — Sur la pêche, vous avez échoué par, je crois, manque de ténacité dans l'affaire de Maastricht, si bien que vous comptez un peu sur le délai de 1982, c'est-à-dire en fermer la Grande-Bretagne dans un délai de dispositions transitoires qui fera qu'elle sera, si j'ose dire, forclosée au moment où elle voudra continuer de fermer les bancs de pêche aux pêcheurs venus de chez nous. Je pense que là vous avez manqué de fermeté. Cela vous arrive assez souvent.

M. GISCARD D'ESTAING. — Monsieur Mitterrand, je vous arrête tout de suite. Expliquez-vous : « Vous avez manqué de fermeté », ce sont des propos désobligeants. Quand je vous demande le taux du deutchemark, vous dites que c'est une offense, mais vous dites que j'ai manqué de fermeté pour défendre les intérêts de la France. Et ceci fait partie de la conversation. A Maastricht, c'était la Grande-Bretagne qui était demanderesse. Ça n'était pas nous. Et donc, si j'y ai échoué, c'est un échec de la Grande-Bretagne. La position de la France dans l'affaire de la pêche est tout à fait simple : nous demandons qu'on s'en tienne aux accords existants. Et le pays qui demande une modification de ces accords, c'est la Grande-Bretagne. Tant qu'il n'y a pas d'accord, la position qui est maintenue est la position qui défend les intérêts des pêcheurs français. A l'heure actuelle, aucune de nos zones de pêche n'est effectivement troublée. Donc, je n'admets pas qu'on présente un échec de la Grande-Bretagne, en ce qui concerne les demandes nouvelles concernant des droits de pêche, comme un échec de la France.

M. MITTERRAND. — En attendant, nos pêcheurs savent très bien à quoi s'en tenir, et c'est eux qui concluront.

JEAN BOISSONNAT. — Le groupe socialiste au Parlement européen, ce qui ne concerne pas le seul parti socialiste français, a voté une demande de 7,5 % d'augmentation des prix agricoles ?

M. MITTERRAND. — J'ai pris une position qui m'engage en demandant une augmentation de 15 %, et le gouvernement n'a obtenu que 12,5 %. C'est mieux que rien, ce n'était pas suffisant. C'est tout ce que j'ai à dire là-dessus.

JEAN BOISSONNAT. — Vous avez eu directement ou indirectement une grande controverse à propos de la rencontre que M. Giscard d'Estaing a eue avec M. Brejnev à Varsovie. Vous appréciez s'il convient que vous reveniez sur cette querelle, mais il est une question que, semble-t-il, les Français se posent dans l'hypothèse où l'Union soviétique serait amenée à intervenir de nouveau dans un pays extérieur à elle-même — ce fut le cas en Afghanistan, ce pourrait être éventuellement le cas en Europe orientale ou ailleurs. — Quelles sont les sanctions que vous souhaiteriez voir prendre pour répliquer à une telle intervention, et la croyez-vous possible, voire probable ?

Le voyage à Varsovie

M. MITTERRAND. — J'ai, en effet, condamné le voyage de M. Giscard d'Estaing à Varsovie dans les conditions où ce voyage s'est produit. Le président de la République rencontre qui il veut si cela sert les intérêts de la France. Je pense que, peu de temps après l'invasion de l'Afghanistan, c'était un geste qui cautionnait un acte contraire au droit des gens, au droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Tout acte de ce genre est naturellement dommageable pour la paix. Comme une controverse s'est engagée à ce sujet, je voudrais faire deux remarques pour bien montrer que telle était l'intention de M. Giscard d'Estaing en se rendant à Varsovie que de faire autre chose que ce qu'il a dit. Dans une conférence de presse, parlant du peuple afghan, qui se bat pour sa liberté, il a dit « les rebelles ». Et le 1^{er} mai de l'année suivante, c'est-à-dire en 1980, l'ambassadeur de France était le seul ambassadeur des pays occidentaux à assister au défilé de la place Rouge. Je suis très partisan naturellement d'un accord avec la Russie, mais dans la fermeté et non pas dans une certaine forme de soumission au fait accompli. Voilà ce que je veux dire.

M. GISCARD D'ESTAING. — Vous savez, je n'ai pas accepté les propos désobligeants tenus par M. François Mitterrand vis-à-vis du président de la République française lorsqu'il a commenté de façon sarcastique la rencontre de Varsovie, à la télévision. Je ne rappellerai même pas les termes que vous avez employés, vous ne le souhaitez pas. Lorsqu'on doit juger un acte, il faut en connaître le déroulement. Je vous rap-

porterai d'abord la déclaration, elle mérite la lecture, d'un parti socialiste après les événements d'Afghanistan. Le 2 janvier 1980, après qu'il y ait déjà eu les déclarations publiques des pays occidentaux, tout le parti socialiste a dit ceci : « A la suite de l'invasion de l'Afghanistan par les troupes soviétiques, le bureau exécutif du parti socialiste déclare : le parti socialiste condamne cette intervention, comme il a condamné les interventions américaines en Asie du Sud et en Amérique latine ou les interventions du gouvernement français en Afrique. » Voilà la position qui a été prise sur l'Afghanistan. Si je suis allé à Varsovie, j'y suis allé au printemps, je n'y suis allé dans les semaines qui ont suivi l'entrée des troupes soviétiques en Afghanistan, c'est parce que, dans l'intervalle, j'ai échangé plusieurs messages avec le président Brejnev, et que la lecture de ces messages — que je ne peux pas rendre publics, — que vous connaissez le moment venu, si vous accédez à nos archives bien entendu, faisait apparaître qu'il y avait eu de grandes hésitations dans la direction soviétique ; et un débat Et même un doute sur la décision d'intervenir en Afghanistan. Et je me suis donc dit : il y a des éléments qui doivent être portés à la connaissance des plus hautes autorités soviétiques directement au cas où des situations similaires viendraient à se reproduire. Et ce que je suis allé dire à M. Brejnev, c'est que les évaluations et les conséquences qui lui avaient été décrites sur l'entrée des forces soviétiques en Afghanistan étaient inexactes. On lui avait dit sans doute que c'était une opé-

ration qui durerait quelques semaines, qu'il n'y aurait pas de résistance du peuple afghan et que, donc, il n'y aurait pas des conséquences importantes sur les relations internationales.

Ce que je suis venu lui dire c'était le contraire. Et je lui ai indiqué également, comme nous le disons dans notre communiqué franco-allemand (pour appuyer la partie française, le chancelier Schmidt avait signé avec moi ce document), que tout nouveau manquement à la détente entraînerait les conséquences les plus graves dans les relations Est-Ouest.

Je crois qu'on ne doit pas agir, quand on est un homme d'Etat, uniquement comme un prophète qui prévoit les événements, mais comme quelqu'un qui façonne les événements. Concernant les relations avec l'Union soviétique, j'ai souvent tenté de les maintenir, dans toute la mesure du possible, dans le chemin du règlement pacifique des situations. A partir d'une situation de force. Alors, monsieur Mitterrand, ne me parlez pas de faiblesse, alors que vous n'avez pas voté un centime de crédits militaires depuis 1958, et que, donc, toute la force française s'est faite alors que vous étiez parlementaire sans un seul vote de votre part. Et c'est donc nous qui avons eu la responsabilité de la puissance et de la force militaire de la France dans l'intervalle. J'avais à dire des choses importantes à M. Brejnev. S'il y avait eu un président des Etats-Unis capable de mener à cette époque un dialogue de haut

niveau, il eût été utile qu'il le fasse de son côté. Je note qu'on a critiqué ma rencontre de Varsovie et qu'on n'a pas critiqué le voyage du chancelier Schmidt à Moscou au mois de juin (je serais curieux de savoir pourquoi) et qu'on n'a pas critiqué non plus le voyage de M. Genscher à Moscou qui vient de se produire il y a quelques semaines.

M. MITTERRAND. — Vous connaissez cette déclaration de M. Chirac, le 9 mars 1981...

M. GISCARD D'ESTAING. — Non, je vous en prie, nous parlons...

M. MITTERRAND. — Sur l'Afghanistan. « C'est une honte de s'être tu dans ces circonstances ». Il parlait de vous. Donc, je ne suis pas le seul à avoir éprouvé un sentiment de malaise au moment de votre visite à Varsovie. C'est tout ce que je voulais dire.

M. GISCARD D'ESTAING. — Revenons à la défense. M. Mitterrand n'a pas voté un centime de crédits pour la défense de la France. J'ai vérifié.

M. MITTERRAND. — Je vais répondre d'un mot. Je suis dans l'opposition et je suis hostile à un ensemble de dispositions budgétaires qui sont prises par les gouvernements que je combats. Bien entendu, M. Giscard d'Estaing voudrait-il dire que les socialistes sont de mauvais Français, qu'ils ne veulent pas défendre leur pays. Comme il ne veut pas dire cela, c'était donc une parole inutile.

L'Afrique et la défense

M. GISCARD D'ESTAING. — Non, non, ce n'est pas une parole inutile, monsieur Mitterrand, parce que vous êtes allé beaucoup plus loin. Vous avez voté des textes législatifs pendant cette période. J'ai là sous les yeux la liste des textes de loi que vous avez votés. Donc vous en avez votés lorsqu'ils étaient conformes aux vues du parti socialiste et même certains projets de loi qui ont été présentés du temps de mon septennat. Mais lorsqu'il s'est agi de la défense, vous n'avez, au contraire, jamais voté un crédit et vous avez voté contre toutes les lois de programme relatives à la défense. Ces lois-programmes étaient présentées en dehors de la discussion budgétaire. Donc on pouvait très bien imaginer que soit votre parti, soit votre groupe ou vous-même, conscients du très grand enjeu du problème de la sécurité de la France, émettent

un vote non partisan sur les lois-programme militaires.

Je note que vous n'avez voté aucune des trois lois de programme militaire. Vous êtes allés plus loin, d'ailleurs, car vous avez accompagné vos votes d'explications, et ces explications étaient contraires à notre effort de dissuasion atomique, notamment le 24 janvier 1983 à l'Assemblée nationale quand nous engageons ce grand programme.

MICHELE COTTA. — Après sept ans, monsieur Giscard d'Estaing, n'avez-vous pas l'impression que la politique africaine a réussi au Zaïre, mais a échoué au Tchad et au Centrafrique ? Pourquoi et à cause de quoi ? Et vous, monsieur Mitterrand, êtes-vous sûr qu'on puisse négocier en Afrique autrement qu'avec des hommes, dont certains, affectivement, sont des dictateurs à nos yeux ?

(Lire la suite page 12.)

VU DE PROVINCE

Qui a gagné, qui a perdu ?

De notre envoyé spécial

Saint-Loup-sur-Semouse — « Douze secondes monsieur Mitterrand », « Quarante-huit secondes monsieur Giscard d'Estaing ». C'est donc cela aussi la politique : une lutte entre l'horloge qui, ici, a tout son temps, et la télévision, là-bas, qui le pèse sur ses chronomètres égaux.

Encore une minute, monsieur le bourreau, encore une minute, monsieur Boissonnat. Sur la table, les cendriers sont pleins, les verres de goutte vides, comme après le tarot, signe incontestable que le match fut ardent. Les huit personnes rassemblées, se défendant mal d'y avoir pris tant d'intérêt, mettent quelque temps à sortir de l'état hypnotique qu'ont provoqué l'observation trop prolongée, la tension trop soutenue.

Un vieil homme, giscardien présumé, abrégé, satisfait, son commentaire : « Ouais, ouais ». Un jeune homme, chiracien affirmé, rigole : « Eh bien ! l'effet Chirac, si ça n'existait pas, Mitterrand l'aurait inventé ». Une jeune femme, mère de trois enfants, indécise convaincue, fait semblant de se fâcher : « Et les femmes ? Pas un mot. Il vaut mieux être écologiste, chômeur, agriculteur, militaire, marin, pêcheur ou gaulliste que femme pour qu'on vous dise des choses gentilles ». Et son mari, indécis lui aussi, fait semblant de combler cette lacune : « Ne l'en fais pas, cela je m'en charge ».

Grand rire général. Le mitterrandiste dit, en regardant les verres : « Allez tiens, cela s'arrose ». Le « cela » est assez parfaitement vague pour ne tenir lieu ni de commentaire triomphaliste ni de gentille provocation. Personne dans le groupe ne se risquera à un jugement définitif sur l'issue de ce débat Mitterrand-Giscard d'Estaing : « Un partout, la balle au centre », « Vivement le 10 mai qu'on sache enfin qui a gagné ».

C'est étonnant. Dans ce groupe de personnes, il n'en fut aucune pour ne pas poser la question : « Mais qui peut bien encore être convaincu par un pareil débat ? » et aucune, dans le même temps, pour ne pas le suivre avec une

ferveur inquiète, une sorte d'appétit féroce, d'attente gourmande, pour les méchants coups de verbe, les prises à contre-pied, les retours-massues d'arguments.

A ce tennis de télévision, qui a gagné ? Le Giscard d'Estaing du début, assez « à son affaire » sur la dissolution et la Constitution pour que son meilleur soutien de l'endroit regarde, l'air de n'y pas toucher, le reste de la table, en se délectant d'un lapidaire : « Il dérobe, l'autre, hein ! » Giscard d'Estaing, très, très sûr de lui, faisant la lacon au gérant « du ministère de la parole », à un Mitterrand jugé, à ce moment-là, « mort de trac, embarrassé, cliant trop Chirac pour ne pas aller à la pêche avec du gros câble ».

Qui a gagné ? Le Mitterrand du milieu, de la partie économique, faisant la joie des convives, presque unanimes à estimer que sa contre-attaque d'« homme du passé » vers l'« homme du passé » était bien envoyée, et que sa révolte soudaine d'élève face au professeur Giscard lui fut bien venue.

Qui a perdu ? M. Giscard d'Estaing, dans sa tentative d'explication assez mal racontée d'un septennat nouveau par ce surprenant : « J'ai changé », qui lui valut, en retour immédiat, un : « Il serait temps, nous aussi ! ». Ou M. Mitterrand l'ouvrier du déficit budgétaire, dans une démonstration qui fit sursauter des auditeurs assez peu préparés à accepter même ce mot de déficit.

Et ainsi de suite, jusqu'à la fin de l'affrontement, jugé d'ailleurs « escamoté faute de temps ». Aux deux journalistes qui animèrent l'émission, on rapporta simplement un mot les concernant il vint un moment où, sur une question « pointue » de Jean Boissonnat ou de Michèle Cotta, on ne sait plus, quelqu'un dit, spontanément, devant une télévision en Haute-Saône : « Eh bien ! ceux-là, ils n'ont vraiment pas peur de perdre leur place ». Ce compliment ne valait pas à ras de terre.

PIERRE GEORGES.

(Publitéc)

RÉUNION PUBLIQUE

AVEC :

Emma BONINO

Jean FABRE

Maria-Antonietta MACCIOCCHI

Marco PANNELLA

Leonardo SCIASCIA

Jeudi 7 mai

A 20 heures

HOTEL NIKKO

61, quai de Grenelle - PARIS (15^e)

Métro : Bir-Hakeim ou Charles-Michels

UN APPEL SERA LANCÉ PAR :

AMICI DELLA TERRA (Italie)

AMIS DE LA TERRE (Belgique)

AMIS DE LA TERRE (Suisse)

AMIGOS DE LA TIERRA (Espagne)

JORDENS WANNER (Amis de la Terre, Suède)

DIE GRUNEN (Parti écologiste vert allemand)

ECOLO (Parti écologiste wallon)

AGALEV (Parti écologiste flamand)

MILIEU DEFENSIE (Arts de la terre hollandais)

COMITE LARZAC-PARIS

Les interventions télévisées, prévues ce jour, de MM. Mitterrand et Giscard d'Estaing seront retransmises en direct dans la salle.

(Suite de la page 13.)

M. MITTERRAND. — L'affaire du Zaïre ? Vous voulez dire Kolwezi. L'intervention militaire était une intervention de sauvetage à l'égard des Français qui se trouvaient à Kolwezi. Le président Mobutu, responsable de ce pays, se trouvait confronté à une grave crise de caractère séparatiste intéressant une large province, le Shaba, et posant des conditions ethniques. Le comportement du gouvernement français a indiscutablement provoqué de très graves difficultés avec la population intéressée du Shaba, qui a considéré que la France s'était comportée en adversaire, et cette colère s'est retournée dans une large part contre nos compatriotes. Le gouvernement a bien fait d'aller les sauver. Il y avait très longtemps que l'on était informé des menaces qui pouvaient peser sur cette population. Bref, on aurait pu rapatrier plus tôt si on y avait pensé.

Pour ce qui concerne le Centrafrique, je suis intervenu en 1972 à l'Assemblée nationale pour interdire le gouvernement de l'époque — le ministre des affaires étrangères était M. Maurice Schumann. J'ai fait état des terribles choses qui se passaient dans ce pays sous l'autorité de celui qui était à l'époque le président Bokassa. Des crimes de toutes sortes. Quatorze parlementaires français de droite, de gauche, après moi, au cours de ces dernières années, sont intervenus de la même façon. C'est-à-dire pour alerter les responsables des pouvoirs publics.

Ce que je reproche essentiellement au président de la République, au gouvernement, c'est de ne pas avoir tenu compte de ces avertissements et d'avoir continué de considérer ce régime comme supportable au-delà de ce qu'on peut admettre dans les relations d'Etat à Etat. Même avec des dictatures, et je reconnais que c'est un problème moral difficile, il y a un point limite qui, indiscutablement, à mes yeux, a été dépassé.

M. GISCARD D'ESTAING. — L'Afrique, ce n'est pas l'Europe, ce n'est pas la France. C'est un continent très important pour nous, c'est un continent qui a des problèmes politiques et sociaux différents des nôtres. Et donc, il ne faut pas juger collectivement les situations dans les différents Etats africains comme vous le faisiez. Il faut distinguer l'Afrique de l'Ouest, où la situation a évolué de façon positive et même nous avons pu renouer des relations avec des Etats avec lesquels nous les avions interrompues. Je pense à la Guinée, je pense, à l'heure actuelle, au Bénin. Donc, il y a eu incontestablement un développement de nos relations et une consolidation des liens politiques avec une partie de l'Afrique.

Au Zaïre, qui n'est pas une ancienne possession française, nous nous sommes trouvés face à une situation qui était d'extrême urgence. On pouvait imaginer qu'il se produirait tel ou tel mouvement au Zaïre, mais, enfin, les autorités elles-mêmes ne le savaient pas puisqu'elles ne l'avaient pas prévu. Les autorités locales, qui n'étaient pas françaises, les entreprises, qui sont des entreprises minières belges, ne l'avaient pas prévu non plus ; les événements ont commencé un dimanche et les massacres ont commencé le jeudi.

La question qui s'est posée à moi est de savoir si je devais prendre les dispositions nécessaires et prendre la décision de faire interrompre ce massacre. J'ai donc pris, avec le ministre de la défense, le chef d'état-major des armées, la décision de faire partir un régiment entier de parachutistes et de le faire sauter à une distance de plusieurs milliers de kilomètres de la France sur un

terrain que nous ne connaissions pas, et nous n'avions aucun moyen de les récupérer si les choses tournaient de façon difficile.

Maintenant, tout le monde dit : il était bien de le faire, personne ne m'a soutenu. J'ai relu encore les déclarations qui ont été faites dans la journée du vendredi où j'étais à l'Elysée.

Quant à la Centrafrique, effectivement, le régime centrafricain donnait prise à beaucoup de critiques. Les événements dont vous parliez étaient en 1972, je n'étais pas président de la République. La question qui s'est posée était de savoir si nous pouvions intervenir plus directement dans les affaires de la Centrafrique, voisine du Tchad. Le Tchad lui-même était en état de grande crise politique et militaire. Et ceci nous amenait à une attitude dont on peut juger qu'elle aurait pu être différente, à condition de prendre le risque d'abandonner la Centrafrique.

Finalement, ce que nous avons pu faire, c'est d'obtenir le départ du chef de l'Etat par les Centrafricains eux-mêmes et l'instauration d'un régime qui vient de tenir des élections et qui commence à conduire une vie démocratique dans ce pays.

M. MITTERRAND. — Je voudrais quand même faire observer qu'avec l'affaire du Centrafrique, l'affaire du Tchad, l'histoire de nos relations avec la Libye, certains de nos soldats étaient exposés dans leur vie. Pendant ce temps, on continuait à armer la Libye. Il y a un double jeu qui, je crois, nous a fait perdre beaucoup d'autorité dans l'ensemble des pays d'Afrique. Aujourd'hui, après l'affaire du Centrafrique et de l'affaire de la Libye, plus l'affaire du Tchad, le poids moral et politique de la France a diminué. Je le regrette.

M. GISCARD D'ESTAING. — Sur ce point, vous vous trompez tout à fait. Le poids politique et moral de la France est, au contraire, très élevé en Afrique. J'en ai regu les témoignages de la quasi-totalité des hommes d'Etat africains. Simplement, je n'ai pas voulu en faire état dans cette campagne. C'est été déplacé. Et en ce qui concerne la Libye, vous savez fort bien que nos livraisons d'armes ont été interrompues dès le début des interventions militaires libyennes au Tchad.

M. MITTERRAND. — Une question : on n'a pas vendu des tonnes d'engins Matra, des fusées, en décembre à la Libye ?

M. GISCARD D'ESTAING. — A ma connaissance, non.

JEAN BOISSONNAT. — Monsieur Mitterrand, si vous étiez en charge de la responsabilité de président de la République, seriez-vous favorable ou non à la construction de la bombe à neutrons (...) ?

M. MITTERRAND. — C'est une bombe d'une portée assez réduite, qui s'inscrit dans une autre stratégie que la stratégie de dissuasion nucléaire, qu'on appelle la bataille de l'avant. Elle implique que des discussions aient eu lieu entre les alliés, et, de ce point de vue, je pense que la France, sous l'autorité de M. Giscard d'Estaing, n'était pas prête à cela. Il y a donc un problème qui se pose, et je ne suis pas favorable à la construction de la bombe à neutrons.

M. GISCARD D'ESTAING. — Mon avis est tout à fait différent. La France doit pouvoir disposer de tous les moyens d'armement modernes pour faire face à tous les types de situation possibles. Et, en particulier, elle ne doit pas prendre de retard. Nous n'avons pas décidé la fabrication, mais nous avons pris les dispositions nécessaires pour que nous puissions être capables de la fabriquer si nous le décidons.

L'accord de Camp David et la Jordanie

M. MITTERRAND. — Nous nous rejoignons alors. Je suis tout prêt à céder une part de mon modeste temps à M. Giscard d'Estaing pour qu'il me réponde à la question que je lui pose à propos d'Israël. Le gouvernement français a-t-il été à ce point hostile aux accords de Camp David, alors que c'était une marche vers la paix, et, d'autre part, pourquoi M. Giscard d'Estaing est-il allé en Jordanie pour observer, ce qui était un symbole fâcheux, le territoire israélien d'un fortin de Jordanie ?

M. GISCARD D'ESTAING. — Sur la question d'Israël monsieur Mitterrand, vous avez prononcé une phrase que je n'ai jamais prononcée. J'en ai le texte sous les yeux, c'est l'expression « Etat palestinien ». Je connais le sens et la portée des mots dans cette affaire du Proche-Orient. Je n'ai jamais prononcé le mot d'Etat palestinien. J'ai parlé d'autodétermination du peuple palestinien avec, ensuite, des développements politiques, jamais d'Etat palestinien. Vous avez parlé des rapports entre les deux Etats, l'Etat palestinien et l'Etat d'Israël, j'ai ici votre déclaration écrite. Deuxièmement, la photo qui a été présentée me représentant regardant Israël avec des jumelles, vous savez où elle a été prise ? Vous ne savez pas ?

M. MITTERRAND. — Je ne m'y suis pas intéressé.

M. GISCARD D'ESTAING. — A l'hippodrome de Longchamp. J'étais au Prix de l'Arc de Triomphe (...). Je suis allé en Jordanie, tout le monde le sait, et j'ai demandé à ce qu'il n'y ait aucune présence journalistique parce que j'allais visiter les installations

agricoles du fleuve du Jourdain, à l'invitation du gouvernement jordanien. Et quand j'ai vu qu'il était question d'installations militaires, j'ai dit : je refuse de visiter des installations militaires. La photo qui a été montrée, il faut le savoir, est une photo prise à l'hippodrome de Longchamp. Je le dis pour les Français, pour qu'ils soient éclairés sur un certain nombre de procédés.

Quant à la question de Camp David, j'ai reçu récemment le président Sadate. Le président Sadate m'a dit, et m'a écrit à son départ : « Je reconnais que c'est vous qui aviez raison ». J'aurais raison sur le point suivant : ce qui est important pour le Proche-Orient, c'est d'arriver à une paix globale. Il n'y aura de sécurité pour Israël et, bien entendu, nous ne ferons jamais rien qui mette en danger la sécurité d'Israël — que s'il y a une paix globale. Or, dans le dispositif qui est engagé, il y avait des dispositions intéressant l'autonomie de la Cisjordanie, dont j'ai dit que vous n'aboutiriez jamais à les mettre au point. C'est tout ce que j'ai dit. Or il y a un an que ces dispositions auraient pu être adoptées, elles ne le sont pas encore à l'heure actuelle.

S'il y a un progrès d'ici à la fin de l'année pour aboutir à la conclusion de ce processus, j'ai indiqué récemment à des visiteurs israéliens que nous accueillerions positivement la conclusion de telles dispositions.

JEAN BOISSONNAT. — Messieurs, le temps de débat est donc terminé. Il vous reste un temps de conclusion, pour l'un et pour l'autre, de cinq minutes.

Pour conclure

LE PRÉSIDENT SORTANT : moi, j'ai changé, je me suis transformé.

M. GISCARD D'ESTAING. — C'est une conclusion, donc je ne m'adresse plus à François Mitterrand, il le comprendra. Je m'adresse aux télespectateurs. Je souhaitais que ce débat soit utile et je l'ai conduit — mon interlocuteur également — de telle façon qu'il soit utile, c'est-à-dire que vous connaissiez mieux la position de l'un et de l'autre.

Vous avez vu d'abord qu'il y avait le choix entre deux majorités de type tout à fait différent : une majorité à partir de la majorité actuelle, sans dissolution, au cas où je serais élu président de la République ; une dissolution conduisant à une majorité alternative, c'est-à-dire composée principalement de socialistes et de communistes dans le cas où M. Mitterrand serait élu.

Le deuxième point important était de savoir dans quelle direction nous engagerions l'économie et la société françaises. Je crois que les Français aspirent à davantage de liberté et de responsabilité. Je crois que c'est leur aspiration profonde. Elle s'est d'ailleurs exprimée largement au cours de cette campagne. Ce qui veut dire : moins de tutelle, moins de bureaucratie, moins d'intervention. Mon interlocuteur me disait tout à l'heure à la bureaucratie, c'est vous, mais il propose de recruter cent soixante mille fonctionnaires supplémentaires alors que dans mon programme il n'y a, vous le savez, aucune création d'emplois de plus dans la fonction publique. D'autre part, il propose l'extension massive du secteur nationalisé, c'est-à-dire la perte de la vitalité et de la responsabilité d'une partie importante de l'industrie française. Ce sont donc deux directions complètement différentes.

Concernant les mesures économiques et sociales, je crois que nous sommes engagés dans une direction où nous devons continuer d'avancer. C'est pourquoi j'ai proposé des mesures précises concernant l'emploi des jeunes, et je souhaite que l'Assemblée nationale des sa réunion, c'est-à-dire à la moitié de mai, si je suis élu, puisse adopter des mesures favorables à l'amélioration de l'emploi des jeunes.

En ce qui concerne l'économie, je vous dis que l'économie française ne résistera pas à une injection de dépenses et de charges nouvelles. Naturellement, c'est tentant dans une première phase, mais il faut voir que très vite ces charges il faudra les payer soit vis-à-vis de l'extérieur parce que nous aurons des importations massives attirées par notre supplément de demande intérieure et notre déficit se creusera, soit sur le plan de nos finances publiques et de nos impôts parce que notre déficit budgétaire augmentera — mon inter-

locuteur le reconnaissait tout à l'heure — et que tôt ou tard il faudra créer des ressources pour y faire face. Je vous dis qu'à l'heure actuelle, avec les difficultés économiques que nous avons, l'économie française n'est pas en état de faire face à de telles surcharges. Chacun de vous qui croira pouvoir vivre mieux, vivra en réalité plus mal. J'ai le devoir de le lui dire.

En ce qui concerne la politique extérieure, je maintiendrai bien entendu les grands principes de la politique que vous avez vu se dérouler pendant sept ans, c'est-à-dire la sécurité de la France appuyée sur son important dispositif de sécurité et en même temps la participation à la vie internationale pour combattre comme je l'ai fait et malgré les critiques pour la cause de la paix.

Je voudrais vous dire en conclusion — et je ne polémiquerai pas avec mon interlocuteur — je ne le souhaite pas — qu'il y a quelque chose qui joue pour lui ; c'est le goût du changement des Français. Et ce goût existe et dans le passé d'ailleurs. Il nous a joué beaucoup de mauvais tours parce que l'on croit toujours que ce qui sera nouveau sera meilleur. Il arrive souvent, malheureusement, dans les temps difficiles que ce qui est nouveau soit au contraire pire et plus difficile. Or nous avons tenu un débat ensemble en 1974, peut-être même d'ailleurs dans cette pièce. J'observe en l'écoutant que ce qu'il dit n'a pas changé. Naturellement ce n'est pas le programme commun, mais c'est dans la ligne du programme commun. Ce sont les mêmes alliances politiques, alliances politiques avec le parti communiste, et donc finalement ce sont les mêmes propositions, remises naturellement au goût de l'événement et de l'actualité. Au contraire, moi j'ai changé parce que j'ai eu à supporter le poids de la conduite des affaires de la France pendant sept ans et ceci m'a changé. C'étaient des temps qui étaient durs et difficiles. J'ai appris par ce que j'appellerai la voix dure et en même temps il m'est arrivé de le savoir d'avoir tort. Je ne crois pas m'abaisser en le disant. Mais je me suis battu pour la France et pour les Français. Je crois que cette action, au lieu de m'éloigner d'eux, m'a en réalité rapproché d'eux. Si bien que l'expérience que j'ai acquise me permettra mieux qu'auparavant d'exercer les fonctions de président de la République. Au travers de tout ce que j'ai vu, entendu et fait — dont je prends la responsabilité — pendant ces sept ans, je me suis transformé et préparé à exercer, je le crois, une présidence qui sera une présidence de progrès pour la France.

J'indique que ce que je souhaite c'est mobiliser ces forces, en effet, pour le progrès et l'avenir de la France que je souhaite avec vous porter très loin.

L'alternance est-elle permise ?

(Suite de la première page.)

Réélu, M. Giscard d'Estaing n'aurait pas à dissoudre l'Assemblée élue en mars 1978 puisque le problème de la majorité est « réglé ». L'action gouvernementale ne connaît pratiquement aucune solution de continuité et pourra s'exercer dans sa plénitude aussi bien dans le domaine des affaires intérieures que dans celui de la diplomatie.

Elu, M. Mitterrand nommera un gouvernement composé, dit-il, « de personnes qui auront approuvé mes options pendant la campagne présidentielle », ce qui n'a rien de parfaitement normal et naturel. Mais ensuite ?

C'est ici que le candidat socialiste a semblé hésiter pour la première fois depuis le début de sa campagne électorale entre deux possibilités, puisqu'il a déclaré : « Je ne pose pas le problème de la dissolution en principe. » Faut-il comprendre qu'il envisagerait de mettre la majorité existante au pied du mur, conformément à la thèse qui a la préférence de M. Rocard ? On a pu le croire lorsqu'il a indiqué : « Je ne compte pas soumettre la politique de (mon) gouvernement à l'approbation de l'Assemblée nationale élue en 1978. Si je changeais d'avis, c'est-à-dire si j'avais le sentiment que cette Assemblée serait en mesure, par exemple, de voter une réforme du mode de scrutin... Si j'étais en mesure de le faire, je le ferais. »

« Si je changeais d'avis... » L'adversaire a bondi sur la balle : « Vous êtes bien changeant M. Mitterrand ! » Et d'expliquer, non sans raison, que si le Parlement s'engageait dans une discussion sur la modification de la loi électorale, les élections législatives consécutives à la dissolution de l'Assemblée ne pourraient avoir lieu avant l'été. Sensible à la pertinence de cet argument, et sans doute conscient que la droite ne lui faciliterait pas la tâche en votant la représentation proportionnelle, le candidat socialiste est revenu à sa préférence : « Le président de la République peut dissoudre quand il veut, et je dissoudrai quand je le déciderai... J'ai l'intention de dissoudre et de faire procéder à des élections avant le 1^{er} juillet. »

Abstraction faite de cette partie de la discussion, en vérité un peu confuse, un peu floue, M. Giscard d'Estaing, plus « parlementariste » que jamais a prétendu dicter à M. Mitterrand ce que devrait être son comportement : « La Constitution dit que le gouvernement est responsable devant le Parlement... Si votre gouvernement ne va pas devant le Parlement, il ne pourra rien faire, il n'aura le droit de rien faire. »

Outre qu'il serait parfaitement fondé à agir par la voie réglementaire, par exemple pour augmenter le SMIC ou pour bloquer les prix, pourquoi ce gouvernement serait-il contraint de se précipiter devant l'Assemblée nationale, alors que M. Barre nommé le 25 août 1976 ne s'était rendu au Palais Bourbon que le 5 octobre suivant ? Y aurait-il des obligations et des contraintes différentes selon que l'on est élu par une majorité de droite ou par une majorité de gauche ?

C'est la question que l'on ne cessait de se poser tout au long de la première partie du duel du 5 mai M. Mitterrand, s'il l'emportait dimanche, serait-il le premier président de la V^e République à n'avoir pas le droit d'affirmer la primauté de l'élection présidentielle sur toutes les autres ? N'aurait-il ni la possibilité de garder deux fers au feu (dissolution ou non) ni le loisir de s'interroger librement sur les conclusions à

LE CANDIDAT SOCIALISTE : la politique du passé et celle du possible.

M. MITTERRAND. — J'évoquerai d'abord les questions que j'aurais aimé traiter ce soir. Mais voilà, les conditions d'un débat sont toujours incertaines. J'aurais aimé parler davantage du tiers-monde, j'aurais aimé parler de l'Amérique centrale, des drames qui se déroulent actuellement au Nicaragua, au Salvador ; du rôle de la France, force morale, pays d'incitation, pour comprendre qu'il n'y a plus désormais que des politiques planétaires, dans l'interdit même de nos peuples. J'aurais aimé parler de problèmes touchant à la vie nationale en profondeur, parler des mutations technologiques. Au fond, si nous n'avons pas été en mesure de traiter le chômage comme il convenait, c'est parce que nous n'avons pas assez prévu — les responsables de la France — le phénomène extraordinaire de la mutation technologique, de l'arrivée, comme cela, sur le marché du travail, de machines sophistiquées extraordinaires qui peuvent à tout moment remplacer la force de l'homme, remplacer son intelligence et remplacer sa mémoire. Et, pourtant, il faut bien que les hommes, que les femmes, trouvent du travail, agissent. C'est un type de civilisation, qui est une civilisation de liberté, qui n'a pas été entreprise comme il convenait par le septennat et par son président entre 1974 et 1981.

J'entends bien, naturellement, lorsque je parle du chômage, de la nécessité de lutter pour l'emploi, un certain nombre d'observations un peu générales, mécontentes et, quelquefois, se voulant professorales. Je m'en amuse parfois un peu, qu'on me pardonne cette expression, en pensant que toute l'action de M. Giscard d'Estaing, c'est un peu — on me permettra de le dire — celle d'un conducteur qui vient de verser sa voiture dans le fossé et qui viendrait me demander, pour me surveiller, de repasser mon permis de conduire.

En vérité, il y a une politique du passé, c'est celle qui s'achève maintenant, en 1981 il y a une autre politique possible : c'est celle que je développe depuis plusieurs années, et notamment au cours de ces deux derniers mois, pendant lesquels j'ai dit partout comme je le pouvais, ce que j'entendais faire si j'étais élu président de la République.

Ce que j'entends faire surtout, c'est la défense de la liberté. Je sais bien qu'on peut débattre... Après tout, on ne peut pas toujours accuser les autres de vouloir attenter à nos libertés... La liberté, c'est un mot bien abstrait et il faut le traiter dans sa réalité quotidienne. Quelle est la liberté d'un chômeur ? Quelle est la liberté de quelqu'un qui, sans être chômeur, travaille à des cadences infernales ? La liberté sera sauvegardée si nous préservons l'équilibre des pouvoirs. Le président de la République, sous le septennat de M. Giscard d'Estaing, a abusé : il s'est emparé du gouvernement de la République ; il s'est

emparé, en réalité, de la vie parlementaire ; il a agi sur la justice ; il a agi sur l'information par les moyens audiovisuels. La liberté, elle tient à la décentralisation des pouvoirs, du fait que l'Etat cède une large part de son pouvoir aux régions, aux départements, aux communes, aux associations. C'est ça qui nous permettra de lutter utilement contre la bureaucratie.

La liberté, c'est la diffusion du savoir, c'est-à-dire le développement de l'école, la possibilité pour les enfants d'acquiescer les chances, l'égalité des chances, dans la vie, leur intelligence, leur caractère, de ne pas être rejetés parce qu'ils sont des enfants pauvres de familles pauvres. Ils doivent avoir autant de chances que les autres. La liberté, c'est aussi la conquête des droits sociaux, des droits collectifs des responsables. Moi, je pense à une société dans laquelle le socialisme permettra le développement de la responsabilité de chaque individu à l'intérieur de l'entreprise, dans la cité. La liberté supérieure, cela s'appelle la responsabilité. C'est comme cela que l'on aura une société plus harmonieuse où chacun sera plus libre.

La liberté, c'est encore la défense contre certains effets de la science et de la technique. On a parlé du nucléaire. On aurait pu parler de la biologie. Faut-il parler de l'informatique, de la menace qu'elle fait peser sur de nombreuses entreprises de presse écrite dans la mesure où un pouvoir central, un gouvernement, peut se substituer aux informations de la presse.

La liberté, c'est aussi la conquête du temps de vivre. Il faut bien vivre. La vie, ce n'est pas simplement une annexe du travail. Il faut organiser le temps de travail nécessaire, c'est pourquoi l'axe principal de mon action, c'est la lutte contre le chômage mais aussi le temps de vivre, faire qu'une femme, que les femmes, — on n'a pas parlé des droits de la femme, — un enfant, un homme, faire que tous ceux qui participent à la vie de notre cité puissent apprendre à mieux vivre et à vivre autrement.

Enfin, il y a un problème de liberté sur le plan international. On en a parlé tout à l'heure. C'est le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Pour cela, il faut un instrument. Cet instrument, cela commence par la présidence de la République, c'est-à-dire par le changement de président qui entraînera un changement de politique avec un changement de majorité. Le changement, pour quoi faire ? Pour essayer de rassembler.

J'ai eu avec moi d'abord les socialistes. Je vois la gauche se rassembler aujourd'hui dans un puissant mouvement populaire. Je voudrais que cela aille plus loin, que la France se sente à l'aise avec elle-même. La grandeur de la France, croire en elle-même ! La France est quelque chose de fort qui doit être respecté. Je ne condamne pas tout ce qui a été fait. C'est l'histoire de la France, et j'en hérite. Mais je voudrais pousser plus loin, peut-être réformer, corriger, et ce qui me permettra de réformer et de corriger, c'est de parvenir à établir dans un pays comme la France un peu plus d'égalité. Qu'on apprenne à vivre ensemble dans une société développée et harmonieuse. C'est tout ce que je veux faire.

LA VISITE EN JORDANIE

Pendant sa visite officielle en Jordanie, le 9 mars 1980, le président de la République est allé dans des exploitations agricoles de la vallée du Jourdain, mais au cours du même trajet en hélicoptère, il s'est aussi rendu au promontoire fortifié d'Oum-Qeis, qui domine le territoire israélien et la Syrie occupée par Israël.

Cependant, M. Giscard d'Estaing a refusé de descendre de l'appareil (bien que le roi Hussein eût déjà mis pied à terre) tant que les journalistes seraient sur place. Ceux-ci ont donc été refoulés (le Monde daté du 11 mars 1980). La photo du président regardant Israël à la jumelle reproduite sur des tracts électoraux ne peut être qu'un faux, mais sa visite à Oum-Qeis a bien eu lieu. — M. D.

M. Henri Hadjienberg, président du Renouveau juif qui a contribué à diffuser l'information selon laquelle M. Giscard d'Estaing aurait observé le territoire israélien à la jumelle depuis la Jordanie, nous affirme que cette information n'a reçu aucun démenti crédible.

Quant à la photo qui a servi à l'illustrer, dit-il, « le Renouveau juif n'a jamais prétendu qu'elle avait été prise en Jordanie ». Lors d'une récente conférence de presse, M. Hadjienberg avait même indiqué, en effet, qu'elle avait été prise à Ryad. « Elle a été prise à Ryad si non à Longchamp », nous confirme-t-il aujourd'hui, en précisant : « Nous favons acheté à l'agence Samma ».

SAGRÉES VACANCES

« Est-ce réaliste ? » de faire voter les Français au mois de juillet, a demandé M. Giscard d'Estaing à M. Mitterrand, estimant ainsi que les mois de vacances n'étaient pas faits pour les élections. En mai 1974, le même candidat à l'Elysée avait, devant le même concurrent, dans la même perspective, utilisé le même argument il devrait donc servir encore en mai 1981.

Quelques solutions à cette fatalité : changer la date des vacances, déplacer celle des élections ou proclamer enfin le septennat éternel.

ANDRÉ PASSERON.

On lui objecte, péle-mêle, que sa procédure « n'est pas réalisable », que « l'on ne peut pas conduire un peuple les yeux bandés », qu'il nous entraîne « dans un système politique de désordre et de confusion » et que le vaste rassemblement auquel il aspire, « c'est une nébuleuse ».

RAYMOND BARRILLON.

entre les deux candidats

ANALYSES ET COMMENTAIRES

ÉCONOMIE : c'est l'imagination qui manque le plus

Les débats télévisés nous laissent-ils donc toujours désenchantés ? Une des raisons de leur succès est d'aligner nos attentes, mais il y a fatalement quelque chose de décevant, de frustrant même, de devoir se contenter d'affirmations péremptives quand une question importante appelle l'exposé détaillé d'un problème, les diverses solutions envisageables, la façon dont les choix se posent et les raisons qui font que telle décision est finalement prise plutôt que telle autre. Il n'y a jamais — ou rarement — de vote unique en économie même si on a tendance à vouloir le faire croire quand on est au pouvoir. Ainsi sur l'agriculture et les prix agricoles, ainsi sur la pêche, ainsi sur l'Europe ou la fiscalité, ainsi sur le financement des diverses promesses lancées durant la campagne — Dieu sait qu'elle sont nombreuses — les deux candidats nous auront-ils laissés sur notre faim.

Si, à l'évidence, tout n'est pas possible en économie si les contraintes monétaires, financières, techniques et même psychologiques sont bien réelles et pèsent lourdement, la décision politique prime toujours, en fin de compte sur les pseudo-déterminismes. Gardons-nous de donner à l'économie une place unique et prééminente. C'est bien pour cela d'ailleurs qu'il est à la fois si difficile et si important de gouverner.

Sur le bilan du septennat d'abord. Les jugements portés, comme le rappelle Jean Boissonnat, ont épousé toutes les nuances d'une vaste palette, allant de l'approbation à la critique sans appel. Nous avons tenté en mars, dans les colonnes de ce journal, d'établir, sujet par sujet, le compte des réussites et des échecs, celui aussi des bilans mitigés. Si l'on considère les difficultés rencontrées (deux hausses massives des prix de l'énergie depuis 1974, et une formidable poussée du dollar depuis l'élection de M. Reagan qui renchérit nos achats à l'étranger, le tout dans un contexte de compétition mondiale exacerbée), le bilan global n'apparaît pas négatif. On pourra toujours discuter de l'importance relative qu'il convient de donner aux échecs (le chômage et la hausse des prix) par rapport aux réussites (les comptes de l'Etat, la tenue du franc, la maîtrise des évolutions monétaires, un endettement extérieur modéré), ou les demi-réussites (la meilleure santé de beaucoup d'entreprises, moins endettées et souvent mieux armées, le déficit relativement limité des paiements extérieurs).

Une politique conjoncturelle

Ce qui est moins discuté, en revanche, c'est l'habileté dont a fait preuve le premier ministre dans la conduite, que l'on pourrait appeler conjoncturelle, de notre économie.

Si MM. Giscard d'Estaing et Barre se sont montrés plus habiles à gérer la crise que certains de leurs homologues étrangers, ils n'ont pas su résoudre deux problèmes fondamentaux, dont la persistance non seulement a partiellement annulé leurs efforts mais on a affaibli la portée et les résultats. Nous voulons bien sûr parler du chômage et de l'inflation.

M. Barre, dont le nom n'a même pas été prononcé par M. Giscard d'Estaing, a longtemps pensé qu'une gestion habile du crédit, le rééquilibrage des comptes de l'Etat et des entreprises, la bonne tenue du franc, déboucheraient à terme sur une reprise des investissements et de l'emploi. Le pense-t-il toujours ? Pour le savoir, il aurait fallu lui donner la parole. Son tort aura probablement été d'avoir trop négligé ce qu'on pourrait appeler les actions structurelles, c'est-à-dire les réformes en profondeur. Il est vrai, comme l'a dit M. Giscard d'Estaing, qu'à la fin de 1978 l'économie française allait mieux

et semblait avoir digéré le premier choc pétrolier. Mais, outre qu'un deuxième choc était rendu prévisible par la baisse des prix réels du pétrole depuis 1976 (1), le rétablissement opéré avait laissé sans solution le problème de l'inflation.

Il était illusoire dans ces conditions de penser pouvoir réaliser durablement les taux de croissance élevés (5,5 % annuellement) qui, seuls, auraient permis une diminution spontanée du chômage. Illusoire dans la mesure où une inflation plus forte en France qu'à l'étranger sape lentement mais sûrement notre économie et d'abord nos efforts industriels. Les effets ne s'en sont pas fait sentir sur les marchés étrangers parce que nos entreprises ont comprimé leurs marges bénéficiaires à l'exportation jusqu'à les rendre inexistantes. Mais ils sont tout à fait visibles en France : nos firmes augmentent beaucoup trop leurs prix et laissent peu à peu la place à des concurrents étrangers. C'est ce qui arrive aujourd'hui avec l'automobile. C'est ce qui arrivera demain dans d'autres secteurs.

Les critiques qui sont faites à la politique menée par MM. Giscard d'Estaing et Barre sont donc, de ce point de vue, parfaitement fondées : à quoi servent les politiques économiques très savantes qui nous sont offertes si elles ne peuvent subsister des problèmes assez graves pour miner les succès obtenus et les détruire à terme. Et, pour être plus précis, au lieu d'attendre vainement depuis quatre ans, d'une modération de l'inflation, un ralentissement naturel des hausses des coûts salariaux, n'eût-il pas mieux valu proposer quelque chose, susciter par exemple des contrats avec les syndicats ouvriers et le patronat, qui auraient programmé des hausses modérées des rémunérations moyennant certains avantages pour les travailleurs, fiscaux notamment. M. Debré avait lancé une telle idée durant la campagne. Elle était bonne et avait en tout cas le mérite de tenter de casser les enchevêtrements absurdes qui poussent mutuellement les prix et les salaires, pour le plus grand dommage de notre économie.

Ce qu'on peut finalement reprocher au gouvernement est son extraordinaire manque d'imagination, son incapacité à envisager des solutions neuves en dehors d'une gestion sage mais complètement routinière de l'économie. La liberté des prix et la poursuite du programme nucléaire auront fausement donné au pouvoir la conscience d'avoir mené une grande politique économique. Ce n'est pas non plus d'imagination dont débordait le programme de M. Giscard d'Estaing, mais de promesses. A examiner isolément chacune des propositions, le candidat socialiste on est tenté d'approuver : le SMIC à 3.300 F, le minimum vieillesse à 1.700 F, les allocations familiales majorées de 25 %, l'allocation-logement majorée de 50 %, la T.V.A. réduite au taux zéro sur les produits alimentaires, les taux d'intérêt des livrets de caisse d'épargne indexés sur l'inflation, les créations d'emplois : tout cela applicable en 1981 est en soi justifié comme serait justifiée la suite des mesures qui viendraient immédiatement en 1982.

Trente-cinq milliards de francs de dépenses supplémentaires au deuxième semestre 1981, 103 milliards de francs l'année prochaine : l'addition est lourde. Les experts gouvernementaux l'estiment à 306 milliards de francs par an lorsque toutes les promesses faites par M. Mitterrand seraient tenues (2). Il est vrai comme il l'a dit, qu'on ne peut juger ses projets en les inscrivant dans la politique du président sortant. Tout reposerait sur une forte croissance. Mais il n'est pas certain, malheureusement, que l'économie française puisse supporter autant de gratifications. Les économistes du parti socialiste, tout en soulignant les effets

bénéfiques immédiats d'une forte relance de la consommation, sur la croissance économique et l'emploi (moins deux cent cinquante mille chômeurs à la fin de 1982), admettent eux-mêmes que les mécanismes économiques se dégraderaient gravement à partir de 1983. On pense notamment à l'extraordinaire flot d'importations étrangères qui déferlerait sur le territoire national, rendant nécessaires des mesures protectionnistes. Aussi les conseillers de M. Mitterrand se donnent-ils un an et demi pour, comme ils disent, « engager très rapidement des actions structurelles fortes », c'est-à-dire changer les habitudes et les comportements, modifier radicalement les enchevêtrements économiques actuels.

A la veille des élections législatives de 1978, M. Rocard, au risque de passer pour un homme de droite, avait souligné publiquement les risques qu'impliquait une hausse trop forte des salaires et notamment du SMIC : la fermeture de très nombreuses petites entreprises incapables de supporter un supplément brutal des coûts salariaux. Ce risque est toujours aussi grand mais, apparemment, les « politiques » du parti socialiste l'ont encore une fois emportées sur les économistes. Le programme de M. Mitterrand n'y a rien gagné en crédibilité.

ALAIN VERHNOLES.

(1) Le redressement de la balance des paiements courants de la France s'était également opéré grâce à une dégradation, en notre faveur, des termes de l'échange vis-à-vis des pays en voie de développement et des pays de l'Est.

(2) Compte effectué sur l'hypothèse que l'Etat prendrait à sa charge les dépenses supplémentaires de sécurité sociale.

CHOMAGE : au milieu du peloton.

En matière de chômage, la France est dans le milieu du peloton des pays de la C.E.E. et de l'O.C.D.E., si l'on compare, en données observées, le nombre des demandeurs d'emploi à l'ensemble de la population active civile.

Selon l'Office statistique des Communautés européennes, le taux de chômage de la France était, fin mars 1981, de 7,4 %. Il était inférieur à celui de la Belgique et de l'Irlande (10,5 %), de la Grande-Bretagne (9,5 %), du Danemark (9,3 %) et de l'Italie (8,8 %). Il était supérieur à celui des Pays-Bas (6,7 %), de la R.F.A. (4,7 %), de la Grèce (1,8 %) et du Luxembourg (1 %).

Dans la zone de l'O.C.D.E. — Portugal et Turquie exceptés — la France est, par ordre croissant, au dixième rang des vingt-deux pays. Avec les cinq Etats membres de la C.E.E. précités, les Etats-Unis, le Canada, l'Espagne et l'Islande ont un taux de chômage supérieur au sien. Parmi les pays hors C.E.E. qui ont un taux de chômage inférieur figurent notamment le Japon, l'Australie, l'Autriche, la Suisse et les nations scandinaves (Finlande, Norvège et Suède).

LA NATIONALISATION : 50 % de l'industrie française ?

M. Giscard d'Estaing a chiffré à 50 % la part de l'industrie française qui serait nationalisée au lendemain des mesures prévues par M. Mitterrand.

Les canalis qui lui ont fournis ses services se décomposent de la façon suivante : sur 1.310 milliards de francs de chiffre d'affaires de l'industrie française, 22 % sont déjà assurés par le secteur public nationalisé : aéronautique (SNIA, SNECMA), pétrole et pétrochimie (Elf-Aquitaine, C.S.F., C.D.F., chimie), automobile (Renault-R.V.I.), etc. Le nouveau train de nationalisations porterait sur 375 milliards de francs, soit 28 % supplémentaires (50 % au total). Il s'agirait, rappela-t-il, de Dassault, Roussel-Uclaf (pharmacie), Rhône-Poulenc (chimie et textiles synthétiques), I.T.T.-France (maintenant réduit à la C.G.C.T.-Téléphonie), Thomson-Brandt, Pechiney-Ugine-Kuhlmann (P.U.K.), Saint-Gobain-Pont-à-Mousson et sa filiale C.I.L. — Honeywell — Bull (verres, tuyaux, isolants, informatique), Compagnie générale d'électricité (turbogénérateurs et chantiers navals, plus la partie aérienne de Matra et la partie nucléaire de Crensat-Loire, filiale du groupe Empain-Schneider). Au total, plus de 1 million de salariés.

Les services de M. Giscard d'Estaing n'ont pas voulu prendre en compte la filiale des banques d'affaires nationalisables (Paribas et Suez), soit 13 milliards de francs de chiffre d'affaires supplémentaires.

POLITIQUE SOCIALE : deux monologues

M. Giscard d'Estaing a-t-il mieux fait que les autres chefs d'Etat européens et va-t-il vraiment créer des emplois ? M. Mitterrand pourra-t-il compter sur les P.M.E. pour résorber le chômage ? Ces questions parmi d'autres que posent le bilan et les programmes sociaux des candidats méritaient un vrai débat permettant d'éclairer le téléspectateur et bientôt électeur. Or l'émission n'a pas apporté de véritables réponses et encore moins de démonstration contradictoire.

M. Giscard d'Estaing a certes raison d'affirmer que la France, durant son septennat, est l'un des rares pays à avoir amélioré le pouvoir d'achat des salariés et mener une politique de solidarité à l'égard des personnes âgées, des familles, des handicapés. Mais lorsqu'on par d'un niveau très faible, il est moins difficile de progresser. Pourquoi donc M. Mitterrand n'a-t-il pas rappelé que la France demeure, parmi les pays industrialisés l'un des nations les plus inégalitaires ? Pourquoi n'a-t-il pas indiqué que le montant des retraites ou celui des salaires et parfois l'effort contributif, sont plus élevés en R.F.A., au Danemark et ailleurs qu'en France ? Certes, notre pays s'est efforcé dans ces domaines, de rattraper les pionniers, mais il n'a pas comblé entièrement son retard. Le candidat de gauche n'a rien dit sur ce sujet si ce n'est pour rappeler que la France était mal placée pour l'importance du chômage.

De même, lorsque M. Giscard d'Estaing, interrogé par les journalistes sur ses mesures de lutte contre le chômage a affirmé qu'il était bien

question « d'aboutir à des créations d'emplois », M. Mitterrand ne lui a pas rétorqué que « l'élance de la formation, les préretraites anticipées, consisteraient à libérer et non pas à créer des emplois, soit en remplaçant des personnes de cinquante-huit ans par des jeunes, soit en découpant des postes à plein temps en deux pour favoriser le travail à temps partiel. Là encore, il n'y a pas eu de débat : le candidat de gauche est passé aussitôt à l'énumération de ses propres mesures sur la retraite, la réduction de la durée du travail, en se contentant de lancer quelques flèches acérées sur la dure réalité du chômage et sur la préretraites dite volontaire qui n'est souvent qu'une obligation habilement déguisée. Des critiques justifiées que le président sortant, à son tour, n'a pas daigné relever ou contester, pas plus qu'il n'a voulu discuter à fond de la réduction des horaires et de l'utilisation croissante des machines.

Ni véritable échange, ni débat

Quant à M. Mitterrand, il a lui aussi usé des mêmes artifices lorsque M. Giscard d'Estaing l'a accusé de pénaliser les P.M.E. et de les contraindre à ne pas embaucher si son programme était appliqué. L'augmentation importante du SMIC, le droit de veto accordé aux comités d'entreprise et l'élargissement du droit syndical dans les petites entreprises n'auraient-ils pas d'effet négatif sur l'emploi lorsqu'on

connaît l'état d'esprit des P.M.E. ? Ce danger, souligné à plaisir par M. Giscard d'Estaing, n'est-il qu'un argument électoral d'un candidat contrainant à la défense ? Le téléspectateur n'en sait rien, car M. Mitterrand a évacué ce débat.

Les rapides passes d'armes sur le quotient familial n'ont guère été plus riches en information. M. Giscard d'Estaing veut maintenir cette formule, qu'il juge bien rapidement efficace, et M. Mitterrand veut la modifier pour rendre le quotient familial forfaitaire. Mais ni l'un ni l'autre n'a justifié son projet, alors que des responsables du Plan et des syndicats jugent cette réduction d'impôt pour charges familiales anti-redistributive, puisqu'elle profite aux familles aisées et leur procure une aide financière parfois plus élevée que la seule addition des prestations familiales que reçoit un ménage ouvrier (voir encadré).

Sur la plupart des grandes questions sociales que sont la possibilité ou non de réduire les horaires, d'améliorer ou non les salaires, les prestations sociales, il n'y a pas eu de véritable échange. Chacun a même accusé l'autre d'être par avance coupable d'une nouvelle aggravation du chômage sans qu'il y ait eu véritable répartition et encore moins de démonstration solide apportant un démenti.

Les séries d'affirmation, de critiques et de propositions — pourtant discutables — que les deux candidats ont assénées n'ont pas été discutées. Deux longs monologues se sont poursuivis sans débat.

JEAN-PIERRE DUMONT.

CENTRALES NUCLEAIRES : cinq ans d'autonomie.

M. Giscard d'Estaing a affirmé que — en cas même d'une interruption totale des importations d'uranium — la France pouvait faire tourner ses centrales nucléaires pendant cinq ans. Les besoins d'E.D.F. sont actuellement de 6.000 tonnes par an et devraient rester stables jusqu'en 1985. Or les stocks français sont abondants (20.000 tonnes). Si l'on y ajoute la production nationale annuelle — de l'ordre de 2.500 tonnes en 1980 — on arrive bien à cinq ans d'autonomie.

Il faut remarquer cependant que les stocks sont abondants du fait de la dépréciation des cours mondiaux — ce qui ne sera peut-être pas toujours le cas — et que les besoins d'E.D.F. vont croître. Si M. Giscard d'Estaing est réélu et applique son programme nucléaire, à 8.500 tonnes par an en 1990 et à 10.000 tonnes en 1995.

FUSION THERMONUCLEAIRE : pas avant 2020.

La fusion thermonucléaire, que la nature met en œuvre dans les étoiles et l'homme dans la bombe H, est la plus grande ressource énergétique de l'univers. Au contraire de la fission, où l'on coupe en deux un gros noyau atomique, la fusion est la rencontre de deux petits noyaux qui en constituent un plus gros. Par rapport à la fission, la fusion a trois avantages :

1) Elle fournit plus d'énergie. C'est la supériorité de la bombe H (fusion) sur la bombe A (fission) ;

2) Elle ne fait pas appel à l'uranium, relativement rare, mais à des isotopes de l'hydrogène dont les ressources — l'eau, indirectement les sels de lithium — sont pratiquement inépuisables ;

3) Elle est plus « propre » que la fission car elle ne crée pas de déchets radioactifs à long terme — ce qui ne signifie pas qu'il n'y ait aucun problème de radioactivité.

Ces avantages sont compensés par une extraordinaire difficulté de mise en œuvre. M. Mitterrand a parlé de la fusion « à distance d'une génération » et M. Giscard d'Estaing a précisé qu'elle ne jouerait pas de rôle économique avant 2020, ce qui est exact. Elle n'a donc pas d'impact sur le programme nucléaire actuel, sauf peut-être sur l'avenir de la filière surrégénératrice. Les surrégénératrices (Phénix et Super-Phénix) doivent compléter les réacteurs actuels parce qu'ils permettent de beaucoup mieux utiliser l'uranium. La fusion — ou plus probablement l'énergie solaire — peut constituer une alternative à la filière surrégénératrice.

LE QUOTIENT FAMILIAL : une aide aux plus riches.

« Les modalités familiales de l'imposition favorisent les catégories de revenus les plus élevées ». En 1977, les familles ayant déclaré pour 1976 un revenu imposable supérieur à 70.000 F (gain mensuel de 8.000 F) ont bénéficié de 40 % de déductions fiscales pour charges familiales alors qu'elles représentent 10 % des familles. Ce constat émane de M. Lenoir, ancien secrétaire d'Etat de M. Giscard d'Estaing, dans un rapport sur la protection sociale.

Inégalitaire puisqu'elle favorise les ménages à revenu élevé, cette formule a pris une ampleur croissante, sous la V^e République. Toujours selon M. Lenoir, ces « aides croissantes avec le revenu (aide fiscale) » représentent 20 % du total des avantages consentis aux familles au lieu de 10 % en 1982.

Dans une étude publiée par la revue *Droit social* (janvier 1981), MM. Etienne Louis et Jean de Marillac démontrent que le système actuel des aides financières est « incohérent et injuste ». Non seulement il favorise les familles aisées, mais, contrairement aux préoccupations du pouvoir politique en faveur d'une relance de la natalité, « il profite davantage aux couples sans enfants et aux familles de un et deux enfants qu'aux familles nombreuses ». S'il faut parler d'efficacité, c'est d'efficacité à rebours qu'il s'agit. — J.-P. D.

HAUSSE DU DOLLAR ET PRIX DE L'ESSENCE

M. Mitterrand n'a pas répondu à la question de Jean Boissonnat sur une éventuelle répercussion de la hausse du cours du dollar sur le prix des produits pétroliers. La forte poussée de la devise américaine entraîne en effet un renchérissement de la facture pétrolière. Une hausse de 10 centimes du dollar par rapport au franc représente — en année pleine — 2,5 milliards de francs. Or, avant les élections, le gouvernement a préféré ne pas répercuter intégralement l'évolution relative des monnaies. Et la hausse de février prenait en compte un dollar à 4,40 F (il est aujourd'hui à 5,39 F).

Le retard pris depuis quelques mois devrait donc entraîner un renchérissement du prix des produits pétroliers (essence, super, gazole, fuel) de près de 20 centimes. Une décision difficile à faire admettre au parti communiste qui continue de parler de « racket des compagnies pétrolières » à chaque hausse des carburants. Le programme socialiste affirme cependant : « Le prix auquel est vendue l'énergie doit permettre de couvrir la totalité des coûts d'exploitation et une partie des investissements. Pour les raffineries françaises ce n'est pas, actuellement, le cas.

L'ÉCHEC DE MAASTRICHT

Réunis à Maastricht, aux Pays-Bas, les 23 et 24 mars derniers, les chefs d'Etat et de gouvernement des dix pays membres de la Communauté européenne avaient tenté de s'entendre sur trois dossiers épineux : la pêche, les prix agricoles et la sidérurgie.

Le chancelier Schmidt et M. Giscard d'Estaing avaient vivement reproché à Mme Thatcher de ne pas avoir tenu la promesse, faite en mai 1980, de favoriser la mise en place d'une politique commune de la pêche. Malgré ce rappel à l'ordre, le conseil des ministres de la pêche, réuni à Bruxelles quelques jours plus tard, le 27 mars, échouait et ne pouvait faire plier les Britanniques : ceux-ci continuaient de refuser l'accès des eaux communautaires proches de leurs côtes aux navires français notamment, et bloquaient l'accord avec le Canada, ce qui gênait particulièrement la flotte de haute mer ouest-atlantique.

LES PRIX AGRICOLES A STRASBOURG : erreur ou contre-vérité ?

Mme Edith Cresson et M. Georges Sutra, députés socialistes à l'Assemblée européenne, protestent « avec vigueur » contre les propos de M. Giscard d'Estaing qui a affirmé, au cours du débat télévisé, que les députés socialistes avaient demandé à Strasbourg une augmentation de seulement 7,5 % des produits agricoles.

« Tous les socialistes français, nous a déclaré M. Sutra, qui était leur porte-parole le 26 mars dernier à Strasbourg, ont réclamé un relèvement de 15,3 % et se sont opposés à la motion présentée par M. Ligios (démocrate-chrétien italien), qui se contentait d'un relèvement de 12 %. Cette motion a finalement été adoptée avec les voix des députés giscardiens répartis en deux groupes dans l'Assemblée (démocrates-chrétiens et libéraux). M. Giscard d'Estaing a donc menti. Même l'amalgame avec le groupe socialiste européen est mensonger, ajoute M. Sutra, car les socialistes des autres nations n'ont pas voté pour le chiffre qu'a dit M. Giscard d'Estaing. Ils se sont, en effet, divisés : seuls les socialistes belges, irlandais et italiens votant la motion Ligios. »

M. Sutra a saisi la commission de contrôle de ce « manquement grave ». Il demande que les trois chaînes de télévision présentent un démenti à une heure de grande écoute.

Les comptes rendus de presse (« Le Monde » du 28 mars) témoignent de l'erreur ou de la contre-vérité du président-candidat.

L'emprunt 7 % 1973 et l'or de la Banque de France

Comme on pouvait s'y attendre, M. Mitterrand a attaqué M. Giscard d'Estaing sur le coût de l'emprunt 7 % 1973, considéré comme « une faute inimaginable ». On sait que les intérêts et le capital de cet emprunt, à son remboursement au début de 1988, peuvent, sous certaines conditions actuellement remplies, être indexés sur le cours du lingot d'or à Paris. Ce dernier, depuis le lancement de l'emprunt au début 1973, a été multiplié par huit environ, ce qui, sur la base actuelle, conduirait à rembourser, en 1988, 52 milliards de francs, au lieu des 6,5 milliards recueillis initialement. Toujours sur la base actuelle, les intérêts versés —

10 milliards de francs depuis 1973 — dépasseraient 35 milliards de francs au total, d'où les 97 milliards de francs de coût total avancés par M. Mitterrand.

Pour sa défense M. Giscard d'Estaing a répondu que l'Etat avait gagné autant qu'il avait perdu, puisque, par ses soins, il avait acheté d'importantes quantités d'or dans la période précédente en convertissant des dollars. Effectivement, le stock d'or de la Banque de France est passé de 778 tonnes fin 1974 à 3.830 tonnes environ, la fin des achats ayant été effectuée en 1974-1975. La valeur de ce stock, compte tenu des acquisitions, de la hausse du métal, est passée de 4,8 milliards de francs à 28,4 milliards de francs.

Si, effectivement, on peut estimer que le « risque » de l'emprunt 1973 a été « couvert », il n'en reste pas moins que l'« explosion » de l'indexation de cet emprunt est sans précédent, comme, d'ailleurs, la revalorisation du stock d'or de la Banque de France.

Atelier de poterie

« LE CRU ET LE CUIT »

accueille en groupe

les amateurs de 3 à 83 ans

RUE LACEPEDE, PARIS-5

Téléphone : 01.50.11.797-83.41

POLITIQUE

LES RÉACTIONS

En faveur de M. Giscard d'Estaing

● M. JEAN LECANUET, président de l'U.D.F., sénateur de Seine-Maritime : « François Mitterrand a été arraché au flou dont il tentait jusqu'à ce soir d'envelopper sa candidature. Sa démagogie et sa faiblesse n'ont pas résisté à la compétence, à la solidité de Valéry Giscard d'Estaing. (...) Les Français savent désormais que l'élection du candidat du P.S. les conduirait à une situation de désordre et de confusion politique et finalement à un gouvernement socialo-communiste. »

● M. MICHEL PINTON, député général de l'U.D.F. : « Le débat télévisé a démontré de façon éclatante que des deux candidats, le premier a la carrure d'un chef d'Etat, alors que le second ne parvient pas à être plus qu'un politicien. »

● M. ROGER CHINAUD, président du groupe U.D.F. à l'Assemblée nationale : « Finalement s'affrontaient d'un côté le sérieux et la sincérité, de l'autre l'approximation et le « on verra après », d'un côté celui qui a conduit l'action, de l'autre l'escamoteur du présent et de l'avenir. »

● M. ANDRÉ DILIGENT, secrétaire général du C.D.S. : « Fuyant toute réponse précise sur des questions fondamentales telles que l'énergie, la défense, le fonctionnement des institutions,

François Mitterrand a fini par reconnaître la permanence du contrat qui le lie depuis le programme commun au parti communiste et aux projets collectivistes que les Français ont toujours rejetés. »

● M. DIDIER BARIANI, président du parti radical-socialiste : « Valéry Giscard d'Estaing, sans démagogie, mais avec autorité, lucidité, honnêteté, a dit ce qu'il ferait pour la France. (...) Ambigu, imprécis, fuyant et mal à l'aise, le candidat socialiste s'est réfugié dans un verbalisme évasif, prisonnier de ses contradictions et de ses insuffisances. »

● M. ROBERT-ANDRÉ VIVIEN (R.P.R.), président de la commission des finances de l'Assemblée nationale : « C'est avec effarement que j'ai constaté la pauvreté de la pensée et de l'argumentation économique de François Mitterrand, dont les pauvres références de réussite sociale dans ce domaine se limitent à l'Autriche et à la Suède. »

● M. ANDRÉ GIRAUD, ministre de l'Industrie : « Une fois de plus, M. Mitterrand a montré sa méconnaissance et son indécision sur les questions énergétiques. (...) Il est vrai que, depuis six ans, M. Mitterrand demande à réfléchir pendant trois ans. Il est dommage qu'il n'ait pas mis ce temps à profit pour visiter au moins une centrale nucléaire. »

En faveur de M. Mitterrand

M. MICHEL ROCARD :

un François Mitterrand au mieux de sa forme

(De notre correspondant.)

Nancy. — Mardi soir, à Nancy, près de quatre mille personnes ont suivi, en compagnie de M. Michel Rocard, le débat télévisé retransmis sur un écran géant.

Décontracté et souriant, M. Rocard a déclaré : « Vous venez de suivre un débat de grande classe, dont on peut dire qu'il fut un grand débat. Il est encore trop tôt pour dire maintenant s'il a modifié les conditions du scrutin. J'ai tendance à le penser, mais c'est ma seule conviction. Je dois encore ajouter qu'un pareil débat honore la démocratie : la France vient de

vivre un moment digne d'elle, et ceci méritait d'être fait, méritait d'être vu. »

Le député des Yvelines a précisé : « Les deux hommes avaient, vous l'avez senti, assez de force. Ils ont été assez clairs pour que chacun soit juge et pour que chacun se fasse une opinion. Vous me permettrez seulement de vous dire simplement ma joie, mon sentiment d'avoir vu un François Mitterrand au mieux de sa forme, de son talent et de sa qualité de conviction. (...) J'ai senti un vainqueur et j'ai senti que cela annonçait la victoire. »

● M. LIONEL JOSPIN, premier secrétaire du parti socialiste : « J'ai été frappé par la conclusion : M. Giscard d'Estaing a du mal à dire ce qu'il ferait s'il était réélu. Il s'est déterminé constamment par rapport à nos propositions, il n'a pas été capable de dire ce qu'il ferait en cas de réélection. (...) François Mitter-

rand, dans sa conclusion, a donné le souffle, la perspective, qui manquaient. J'ai eu l'impression qu'on assistait, ce soir, à une relève. »

● M. LAURENT FABIUS, porte-parole du P.S., a estimé que M. Valéry Giscard d'Estaing « avait été tout le temps sur la défensive : plus à l'aise dans la

première partie mais catastrophique sur l'emploi, mal à l'aise sur le Centrafrique et faible dans sa conclusion. »

● M. JACK LANG, conseiller du P.S. pour les affaires culturelles : « Ce débat était, du point de vue de la démocratie, un pas en avant par rapport à celui de 1974. Ce n'était pas un match de catch mais une confrontation d'idées. »

● M. Michel Crépeau, président du Mouvement des radicaux de gauche, a déclaré mercredi 6 mai, que « François Mitterrand a fait la preuve de sa capacité à gouverner la France ». M. Crépeau a indiqué que le secrétariat national de son mouvement, réuni mercredi matin, « s'est réjoui de constater qu'un grand nombre de propositions faites par le candidat du M.R.G. à l'occasion de la campagne du premier tour ont été prises en compte par François Mitterrand, devenu aujourd'hui le candidat de l'ensemble des républicains. »

● M. PIERRE DABEZIES, président de la fédération des républicains de progrès (gaullistes de gauche) : « Le débat au sommet auquel les Français ont assisté montre assez la vanité et l'imposture des arguments alarmistes qu'a coutume de brandir une droite conservatrice qui invoque la France que pour couvrir son

étroitesse de vue, sa sécheresse de cœur et ses intérêts. »

● M. LEO HAMON, ancien député, ancien ministre, président d'« Initiative républicaine et socialiste » : « Je relève notamment un utile rappel des critiques formulées par Jacques Chirac, lequel ne saurait en effet être oublié, et la confirmation par François Mitterrand de sa résolution et de son engagement de respecter la Constitution comme il est national. Dès lors, la matière des nationalisations éventuelles, comme quelques mesures évoquées, ne relève que du domaine de la loi et la discussion à leur sujet intéresse les futures élections législatives plus que l'élection présidentielle elle-même. (...) François Mitterrand a terminé sur un appel au rassemblement. Déjà la fonction saisi l'homme en vertu de sa logique. »

● M. PIERRE BAUBY (parti communiste marxiste-léniniste) : « Giscard vient de justifier l'ensemble de sa politique menée depuis sept ans, c'est-à-dire l'attaque de grande envergure contre les travailleurs au profit des grands trusts et de la bourgeoisie (...). Mais Mitterrand est resté lui aussi bien général quant à ses projets et aux revendications des travailleurs même s'il a, à juste titre, condamné la politique tant économique que sociale et internationale prônée par Giscard. »

LES COMMENTAIRES DE LA PRESSE

A Paris

LE FIGARO : acculé dans les cordes.

« Nous avons assisté hier soir à une réédition du face-à-face de 1974. Après un départ un peu lent, le candidat sortant a accélééré le rythme et harcelé son adversaire en coups droits. Le prétendant socialiste a donné l'impression de faiblir peu à peu, de s'essouffler, avant de finir acculé dans les cordes. »

« Le temps fort de ce débat a été indiscutablement la première demi-heure, pendant laquelle M. Giscard d'Estaing a tenté — sans succès — d'amener son adversaire à s'expliquer sur ses rapports avec les communistes. C'était évidemment le point faible de M. Mitterrand, comme le chômage est celui de l'actuel président. Aux deux questions inlassablement répétées : quel accord de gouvernement allez-vous conclure avec le P.C.F. ? et comment dirigerez-vous la France si, après la dissolution, les électeurs renvoient à l'Assemblée une majorité identique ? M. Mitterrand a opposé des dons exceptionnels pour l'esquive. »

(MAX CLOS.)

FRANCE-SOIR : des projets qui supportent mal le débat.

« On comprend mieux aujourd'hui pourquoi les amis de François Mitterrand ne souhaitent pas qu'il rencontre Valéry Giscard d'Estaing dans un face-à-face télévisé. »

« Ce n'est pas que Mitterrand soit moins bon que Giscard, ce n'est pas qu'il ne soit sympathique, humain, français... C'est que son discours, son programme, si l'on veut employer ce mot ambitieux, ses projets plutôt, supportent mal le débat, les questions, les critiques, les mises en cause. »

« On l'a vu dès le début, lorsque le candidat socialiste a dû rassembler, sur la question de la dissolution de l'Assemblée et de constitution d'une autre majorité, les éléments mal accordés d'une pensée plus plastique que logique. »

(CLAUDE VINCENT.)

LE QUOTIDIEN DE PARIS : le goût du changement.

« De ce débat intéressant, vivant, bien mené, on retiendra une phrase-clé, qui fut prononcée in fine par Valéry Giscard d'Estaing : « Le goût du changement » joue en faveur de M. Mitterrand. Car il est vrai que si des millions de Français qui vivent difficilement et n'ont rien à perdre sont totalement fondés à récuser le président sortant, on ne peut en revanche expliquer que par l'attrait de la nouveauté le mouvement qui porte vers Mitterrand les quelques centaines de milliers de voix qui manquent peut-être à Giscard dimanche prochain, venant d'électeurs qui lui étaient acquis en 1974 et qui n'ont pas eu à souffrir immodérément de sa gestion. »

(PHILIPPE TESSON.)

LE PARISIEN LIBRE : un choix difficile.

« Les Français demeurent placés devant un choix difficile : le choix entre un homme rompu aux affaires, qui aura acquis au pouvoir, expérience et autorité et un autre qui, depuis vingt-trois ans, attend l'heure du retour, après être passé par des phases successives de grande adversité et d'immenses espoirs. (...) C'est sur le chapitre des institutions et des conditions dans lesquelles Mitterrand devrait assumer son système que le candidat socialiste se sera montré le moins assuré. »

(RENE ANDRIEU.)

En province

NORD

Pour LA VOIX DU NORD, sous le titre : « Débat utile et dense, mais personne n'a pris l'avantage », on peut lire : « Qui a gagné, qui a perdu ? Laissons le soin aux Français d'en délibérer calmement, tant de critères psychologiques ou politiques peuvent entrer dans le choix des uns et des autres. Le plus simple serait d'affirmer qu'il n'y a ni vainqueur ni vaincu à l'issue de ce combat à la loyale. (...) Les deux vedettes n'ont guère prononcé de paroles vraiment nouvelles. Il faut donc convenir avec une majorité de téléspectateurs que de telles émissions, aussi indispensables qu'elles soient, relèvent davantage du théâtre que de la démocratie et c'est très bien ainsi. »

« Devant trente millions de Français, une confrontation de bon niveau, écrit NORD-ECLAIR. C'est un fait que certains auront attendu la grande estocade, le moment décisif où l'un prendrait la supériorité sur l'autre comme en 1974. Tout au contraire, même s'il fut parfois tendu, le débat est resté d'une bonne et haute tenue. Les candidats ont évité l'un et l'autre de trop se couper. Peut-être d'ailleurs en raison de l'organisation de la soirée très structurée par le tandem des journalistes et spécialement par un Jean Boissonnat sûr de lui et conscient de ses devoirs d'impartialité. (...) »

On relève dans le journal socialiste NORD-MATIN : « Lors du débat télévisé, Mitterrand a contraint Giscard à la défensive. » Tour à tour, chacun des candidats put s'exprimer dans le respect strict des temps de parole qui lui était impartis. C'est bien la première fois depuis de nombreuses années que l'on put voir deux hommes politiques s'affronter sans en découdre, se combattre.

« Si M. Giscard d'Estaing a mis tout en œuvre à l'évidence pour se gagner l'électorat du R.P.R., François Mitterrand, en revanche, a donné l'impression qu'assuré de la volonté unitaire de l'électorat communiste il se jette surtout de disputer au président sortant des suffrages qui se sont portés au premier tour sur M. Chirac. D'où cette volonté manifeste de rassurer la droite, comme il l'a fait hier à nouveau, par le refus du programme et par son refus réitéré de prendre des ministres communistes alors qu'il n'a pas exclu la possibilité de gouverner avec une majorité de droite. D'autre part, il n'a pas voulu répondre à la question précise qui lui était posée sur le blocage des prix, l'augmentation du salaire minimum et des allocations familiales tandis qu'il assurait qu'il accordait une aide au patronat des P.M.E. »

« Quant à ses positions dans le domaine international, elles ne diffèrent guère dans leur orientation fondamentale de celles de M. Giscard d'Estaing. Sinon qu'elles sont encore plus proches de celles de M. Reagan en ce qui concerne la défense des accords de Camp David — rejetés à peu près unanimement dans le monde arabe — et la tendance à substituer à la recherche de la paix l'affrontement avec l'Union soviétique. On notera enfin que ni M. Giscard d'Estaing ni François Mitterrand n'ont eu le moindre mot pour exprimer leur sympathie à l'égard du jeune député irlandais Bobby Sands mort le jour même dans sa prison de Belfast au terme d'une grève de la faim de trente-six jours (...). »

« Résumons-nous. S'il est peu probable que l'attitude du candidat socialiste suffise pour susciter la conversion massive de l'électorat de droite, il est à peu près certain, en revanche, qu'elle ne crée pas les conditions les meilleures pour la mise en œuvre de la décision de notre comité central. »

(RENE ANDRIEU.)

Le correspondant à Paris de l'International Herald Tribune, M. Jonathan Kandell, avant de relater les principales déclarations des candidats, exprime en ces termes sa propre impression : « M. Giscard d'Estaing fut manifestement le plus agressif, attaquant le programme économique de M. Mitterrand et affirmant que le challenger aurait à gouverner avec le concours des communistes s'il gagnait. » M. Mitterrand, poursuit M. Kandell, semblait sur son terrain le plus ferme quand il a mis l'accent sur le chômage croissant en France qui a quadruplé — passant à plus de 1,6 million de chômeurs — au cours de sept années pendant lesquelles M. Giscard d'Estaing a gouverné. Mais le président a paru marquer des points avec plus de force et plus souvent que son adversaire socialiste. Il a redit que les électeurs français étaient placés devant un choix idéologique entre la droite et la gauche, et que M. Mitterrand, malgré son appel aux électeurs modérés et

très sans s'agresser, un candidat sortant dépourvu des oripeaux du faste présidentiel se cantonnant dans des réflexes défensifs, jouant de sa meilleure connaissance des arcanes juridiques et financiers. A l'inverse, on vit un François Mitterrand plus posé qu'à l'ordinaire, encore conscient de sa responsabilité qui lui incombe, et qui faisait passer dans ses propos toute la force tranquille qu'il compte mettre bientôt au service de la France. »

De son côté, le quotidien communiste LIBERTÉ commente ainsi la rencontre : « Giscard sur la défensive. Une fois de plus, il a esquivé son bilan catastrophique. Mitterrand est resté dans le flou. Giscard d'Estaing est apparu sur la défensive, fuyant le débat sur son bilan. C'est ainsi que sur la question décisive du chômage, le candidat aura fait preuve d'une certaine autosatisfaction indécise, et s'est limité à ses sempiternelles explications. Face à un interlocuteur en difficulté, François Mitterrand, au-delà de quelques brèves répliques cinglantes et de mots brillants, s'est refusé à mener les critiques jusqu'au bout. Certes, il a dénoncé le chômage ; certes, il a parlé de la responsabilité du président sortant, mais en affublant sa politique du mot d'échec, il l'a grandement dédouané. François Mitterrand a refusé de dire clairement qu'il prendrait des ministres communistes, à dire « oui » à ce moyen décisif pour ouvrir la porte au changement. Plus préoccupé de pêcher à droite, il a été un nombre de fois incalculable le nom de Chirac plutôt que de s'affirmer une véritable politique de gauche. »

PROVENCE

Dans la presse quotidienne régionale Provence - Alpes - Côte d'Azur, LE PROVENÇAL titre : « Le grand débat télévisé a mis en évidence les graves insuffisances et les échecs du septennat en matière de chômage et d'inflation et les faiblesses en politique étrangère. »

Dans leurs éditoriaux respectifs, les trois quotidiens alsaciens accordent le « match nul » aux deux candidats à l'issue de leur prestation télévisée de mardi, tout en mettant l'accent sur la loyauté et la courtoisie du débat. Si Ernest Botzung regrette, dans L'ALSACE « que ce ne fut qu'une agréable conversation au coin du feu, bon chic, bon genre (...) savante, trop savante » et que ceux qui se proposaient de compter les points sont restés sur leur faim, Yves Hugonnet, dans LES DERNIÈRES NOUVELLES D'ALSACE, a trouvé le débat « à la hauteur de son exceptionnel enjeu » doutant cependant qu'il apportât « des éléments de choix vraiment nouveaux, susceptibles de modifier profondément les convictions pré-établies. »

Les éditorialistes ont également trouvé le candidat socialiste « nettement plus offensif » qu'il y a sept ans et le « match » très différent de celui qui avait déjà opposé les deux hommes en 1974. François Lefranc estime, pour sa part, dans LE NOUVEL ALSACIEN, que ce « face à face » n'a pas atteint les « sommets » et qu'il fut souvent incomplet, singulièrement en politique économique et sociale. Et s'interrogeant sur le poids de la France dans le monde actuel et de sa situation économique vis-à-vis de l'Allemagne, il constate que « la manière de voir de François Mitterrand ne serait pas en mesure d'y changer grand-chose. »

CENTRE

CENTRE PRESSE, journal d'information de tendance gouvernementale, titre « Face à face Giscard-Mitterrand, une empoignade sans concessions, mais un débat utile. Les deux candidats se sont livrés à fond pour mieux éclairer les Français sur les problèmes concrets qui les préoccupent. » Pour le QUOTIDIEN DU CENTRE (communiste) : « François Mitterrand a renvoyé à la préparation des législatives toute discussion avec les communistes. » « Un bilan indéfendable, aucun projet ample pour sortir de la crise, tel est apparu hier soir le président sortant durant le face à face qui l'a opposé à François Mitterrand. Le candidat socialiste n'est néanmoins resté dans son flou habituel sur le plan économique et social. »

« Que retient de la fin de tout cela, écrit la MONTAGNE (tendance gouvernementale) ? Des piques de Giscard : « Vous gèrez le ministère de la parole, moi je gère la France ». »

THE TIMES : M. Giscard d'Estaing a frappé vite et fort. Sous le titre « Mitterrand démonté par Giscard lors du débat télévisé », le Times de Londres commence ainsi le compte rendu de ce débat en première page : « Le président Giscard d'Estaing a frappé vite et fort sur le point M. François Mitterrand au début de leur débat télévisé. Le point faible, le président le savait fort bien, était la nécessité pour M. Mitterrand de compter sur le soutien communiste pour former un gouvernement. Désigné pour parler le premier, il transforma rapidement sa réponse au sujet du soutien gaulliste dont il avait besoin en une attaque basée sur la nécessité pour M. Mitterrand d'avoir des liens étroits avec les communistes (...). Il a demandé présenter un gouvernement sans soutien parlementaire. M. Mitterrand, qui s'attendait manifestement à cette question, fut cependant pris de court pour apporter une réponse rapide et adéquate. »

titre : « Le grand débat télévisé a mis en évidence les graves insuffisances et les échecs du septennat en matière de chômage et d'inflation et les faiblesses en politique étrangère. »

Dans LE MERIDIONAL, on lit : « Mitterrand en candidat, Giscard en responsable : attaqué sur le bilan de son septennat, le président sortant a mis en évidence les faiblesses du programme de son adversaire. Sur plusieurs points essentiels, M. Mitterrand n'a pas apporté les précisions que les Français étaient en droit d'attendre. »

LA MARSEILLAISE (journal quotidien du P.C.) titre ainsi le compte rendu : « Giscard a tenté d'éduquer son bilan. Les moyens d'un véritable changement n'ont pas été posés au cours du débat. »

Pour NICE-MATIN : « Giscard meilleur que Mitterrand. Le président sortant s'est montré plus à l'aise et meilleur débateur dans l'exposé de ses thèses que le candidat socialiste moins incisif et parfois hésitant. »

ALSACE

Dans leurs éditoriaux respectifs, les trois quotidiens alsaciens accordent le « match nul » aux deux candidats à l'issue de leur prestation télévisée de mardi, tout en mettant l'accent sur la loyauté et la courtoisie du débat. Si Ernest Botzung regrette, dans L'ALSACE « que ce ne fut qu'une agréable conversation au coin du feu, bon chic, bon genre (...) savante, trop savante » et que ceux qui se proposaient de compter les points sont restés sur leur faim, Yves Hugonnet, dans LES DERNIÈRES NOUVELLES D'ALSACE, a trouvé le débat « à la hauteur de son exceptionnel enjeu » doutant cependant qu'il apportât « des éléments de choix vraiment nouveaux, susceptibles de modifier profondément les convictions pré-établies. »

Les éditorialistes ont également trouvé le candidat socialiste « nettement plus offensif » qu'il y a sept ans et le « match » très différent de celui qui avait déjà opposé les deux hommes en 1974. François Lefranc estime, pour sa part, dans LE NOUVEL ALSACIEN, que ce « face à face » n'a pas atteint les « sommets » et qu'il fut souvent incomplet, singulièrement en politique économique et sociale. Et s'interrogeant sur le poids de la France dans le monde actuel et de sa situation économique vis-à-vis de l'Allemagne, il constate que « la manière de voir de François Mitterrand ne serait pas en mesure d'y changer grand-chose. »

CENTRE

CENTRE PRESSE, journal d'information de tendance gouvernementale, titre « Face à face Giscard-Mitterrand, une empoignade sans concessions, mais un débat utile. Les deux candidats se sont livrés à fond pour mieux éclairer les Français sur les problèmes concrets qui les préoccupent. » Pour le QUOTIDIEN DU CENTRE (communiste) : « François Mitterrand a renvoyé à la préparation des législatives toute discussion avec les communistes. » « Un bilan indéfendable, aucun projet ample pour sortir de la crise, tel est apparu hier soir le président sortant durant le face à face qui l'a opposé à François Mitterrand. Le candidat socialiste n'est néanmoins resté dans son flou habituel sur le plan économique et social. »

« Que retient de la fin de tout cela, écrit la MONTAGNE (tendance gouvernementale) ? Des piques de Giscard : « Vous gèrez le ministère de la parole, moi je gère la France ». »

THE TIMES : M. Giscard d'Estaing a frappé vite et fort. Sous le titre « Mitterrand démonté par Giscard lors du débat télévisé », le Times de Londres commence ainsi le compte rendu de ce débat en première page : « Le président Giscard d'Estaing a frappé vite et fort sur le point M. François Mitterrand au début de leur débat télévisé. Le point faible, le président le savait fort bien, était la nécessité pour M. Mitterrand de compter sur le soutien communiste pour former un gouvernement. Désigné pour parler le premier, il transforma rapidement sa réponse au sujet du soutien gaulliste dont il avait besoin en une attaque basée sur la nécessité pour M. Mitterrand d'avoir des liens étroits avec les communistes (...). Il a demandé présenter un gouvernement sans soutien parlementaire. M. Mitterrand, qui s'attendait manifestement à cette question, fut cependant pris de court pour apporter une réponse rapide et adéquate. »

De Mitterrand : « Dommage que » depuis sept ans vous soyez » devenu l'homme du passé (ou du passif ?) » Non, plutôt des appels à un choix grave. Il ne faut pas pouvoir dire un jour selon nos choix et nos convictions propres que nous nous sommes privés des talents de tel homme qui n'aura pas su sourire ou mordre au bon moment ou à qui le maquilleur n'aura pas appliqué le fond de teint convenable. »

Pour LE POPULAIRE DU CENTRE : « Le président sortant a surtout cherché à esquiver l'évocation des points noirs de son septennat. Plus qu'un « corps à corps » dans la tradition de la « politique - spectacle » les téléspectateurs - électeurs ont assisté somme toute à une longue confrontation des points de vue où la critique du septennat écoulé tenait autant de place que les perspectives d'avenir. »

La presse locale à Orléans se garde bien de désigner un vainqueur. « Après un beau match, les Français trancheront dimanche », titre LA REPUBLIQUE DU CENTRE. « Deux politiques, deux langages », titre pour sa part LA NOUVELLE REPUBLIQUE DU CENTRE-OUEST. « Disert, satisfait, magistral, voire pédagogue, la science et l'expérience incarnées, sûr d'avoir raison à de rares exceptions près, et prêt à continuer, tel s'est montré M. Giscard d'Estaing », commente Michel Guérin, qui ajoute : « Tranquille, un peu lent même, manquant parfois de répartie, mais retrouvant des accents passionnés pour appeler de ses vœux le changement », tel s'est révélé M. Mitterrand. »

SUD-OUEST et OUEST

Sous un titre de huit colonnes à la une : « L'espoir (François Mitterrand) face au bilan » de Giscard d'Estaing, LA DEPECHE DU MIDI constate : « On peut être choqué de cette influence accordée à un débat qui n'est finalement que perpétue dans la confrontation des idées et des hommes, des actions et des promesses, qui aboutit à être un président. »

« Un débat passionnant », selon LA PRESSE DE LA MANCHE. « La grande explication » titre en page une et sur six colonnes LE MAINE LIBRE, alors que pour LE COURRIER DE L'OUEST, « Mitterrand n'a pas répondu à la question de Giscard d'Estaing : « Gouvernez-vous avec ou sans les communistes ? » Dans le même quotidien, Alain Danjon, qui souligne « les questions pertinentes et non provocantes des deux journalistes-arbitres », a considéré que Valéry Giscard d'Estaing a su profiter de l'avantage de pouvoir parler de ce qu'il a fait à l'actif et au passif tandis que son challenger était contraint par la force des choses de parler de ce qu'il allait faire. Ce dernier a néanmoins su faire preuve de pugnacité sans se laisser enfermer par le jeu du président sortant. »

À la « une » de OUEST-FRANCE et sous le titre : « Un duel digne de l'enfer », Paul-Jacques Truffaut estime que « le président sortant, manifestement animé du désir de démontrer chez son interlocuteur une certaine incapacité politique et économique à gouverner, s'est heurté à un leader de l'opposition fort calme, et qui avait visiblement bien préparé son affaire. »

Lire la suite
de la rubrique politique
page 31